



**FÉDÉRATION DE RUSSIE – MESURES VISANT L'IMPORTATION DE
PORCINS VIVANTS, DE VIANDE DE PORC ET D'AUTRES PRODUITS
DU PORC EN PROVENANCE DE L'UNION EUROPÉENNE**

RAPPORT DU GROUPE SPÉCIAL

Addendum

Le présent addendum contient les annexes A à C du rapport du Groupe spécial figurant dans le document WT/DS475/R.

LISTE DES ANNEXES**ANNEXE A****PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL**

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	A-2
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles concernant les renseignements strictement confidentiels (RSC)	A-7
Annexe A-3	Procédures de travail additionnelles pour la consultation du Groupe spécial avec des experts	A-9

ANNEXE B**ARGUMENTS DES PARTIES***UNION EUROPÉENNE*

Table des matières		Page
Annexe B-1	Première partie du résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	B-2
Annexe B-2	Deuxième partie du résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	B-19

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Table des matières		Page
Annexe B-3	Première partie du résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie	B-37
Annexe B-4	Deuxième partie du résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie	B-50

ANNEXE C**ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES**

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique intégré des arguments de l'Australie	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique intégré des arguments du Brésil	C-4
Annexe C-3	Résumé analytique intégré des arguments de l'Inde	C-8
Annexe C-4	Résumé analytique intégré des arguments du Japon	C-11
Annexe C-5	Résumé analytique intégré des arguments de la Norvège	C-14
Annexe C-6	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	C-18

ANNEXE A

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe A-1	Procédures de travail du Groupe spécial	A-2
Annexe A-2	Procédures de travail additionnelles concernant les renseignements strictement confidentiels (RSC)	A-7
Annexe A-3	Procédures de travail additionnelles pour la consultation du Groupe spécial avec des experts	A-9

ANNEXE A-1

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Version adoptée le 6 janvier 2015

1. Pour mener ses travaux, le Groupe spécial suivra les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord). De plus, les procédures de travail suivantes s'appliqueront.

Généralités

2. Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Rien dans le Mémorandum d'accord ni dans les présentes procédures de travail n'empêchera une partie au différend (ci-après "partie") de communiquer au public ses propres positions. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par un autre Membre au Groupe spécial et que ce Membre aura désignés comme tels. Dans les cas où une partie communiquera au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être communiqués au public.

3. Si une partie quelconque indique, au plus tard à la première réunion de fond, qu'elle fournira des renseignements qui nécessitent une protection additionnelle à celle qui est prévue dans les présentes procédures de travail, le Groupe spécial décidera, après consultation avec les parties, s'il adopte des procédures additionnelles appropriées. Des exceptions à la présente procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.

4. Le Groupe spécial se réunira en séance privée. Les parties, et les Membres ayant informé l'Organe de règlement des différends de leur intérêt dans le différend conformément à l'article 10 du Mémorandum d'accord (ci-après "tiers parties"), n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.

5. Chaque partie ou tierce partie a le droit de déterminer la composition de sa propre délégation pour la réunion avec le Groupe spécial. Chaque partie ou tierce partie sera responsable de tous les membres de sa propre délégation et s'assurera que chaque membre de cette délégation agit conformément au Mémorandum d'accord et aux présentes procédures de travail, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure.

Communications

6. Avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, chaque partie présentera une communication écrite dans laquelle elle exposera les faits de la cause et ses arguments, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Chaque partie présentera également au Groupe spécial, avant sa deuxième réunion de fond, une réfutation écrite, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.

7. Une partie présentera une demande de décision préliminaire le plus tôt possible et en tout état de cause au plus tard dans sa première communication écrite au Groupe spécial. Si l'Union européenne demande une telle décision, la Fédération de Russie présentera sa réponse à la demande dans sa première communication écrite. Si la Fédération de Russie demande une telle décision, l'Union européenne présentera sa réponse à la demande avant la première réunion de fond du Groupe spécial, à un moment qui sera déterminé par le Groupe spécial compte tenu de la demande. Des exceptions à la présente procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.

8. Chaque partie présentera tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins de la réfutation, des réponses aux questions ou des observations concernant

les réponses fournies par l'autre partie. Des exceptions à la présente procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables. Dans les cas où une telle exception aura été autorisée, le Groupe spécial accordera à l'autre partie un délai pour formuler des observations, selon qu'il sera approprié, sur tout élément de preuve factuel nouveau présenté après la première réunion de fond.

9. Dans les cas où la langue originale des pièces n'est pas une langue de travail de l'OMC, la partie ou tierce partie présentant la communication en produira en même temps une traduction dans la langue de travail de l'OMC dans laquelle est rédigée la communication. Le Groupe spécial pourra accorder des prorogations de délai raisonnables pour la traduction de ces pièces sur exposé de raisons valables. Toute objection concernant l'exactitude d'une traduction devrait être présentée rapidement par écrit, au plus tard à la date du dépôt de documents ou de la réunion (la première de ces dates étant retenue) suivant la présentation de la communication qui contient la traduction en question. Elle sera accompagnée d'une explication détaillée des motifs qui la justifient et d'une autre traduction. Par la suite, le Groupe spécial se prononcera aussi rapidement que possible sur toute objection concernant l'exactitude d'une traduction.

10. Afin de faciliter les travaux du Groupe spécial, chaque partie ou tierce partie est invitée à présenter ses communications conformément à l'Editorial Guide for Panel Submissions de l'OMC joint en tant qu'annexe 1, dans la mesure où il est possible de le faire.

11. Afin de faciliter la tenue du dossier du différend et d'assurer la plus grande clarté possible des communications, chaque partie ou tierce partie numérotera ses pièces par ordre chronologique tout au long du différend. Par exemple, les pièces présentées par l'Union européenne pourraient être numérotées comme suit: EU-1, EU-2, etc. Si la dernière pièce se rapportant à la première communication était la pièce EU-5, la première pièce se rapportant à la communication suivante serait donc la pièce EU-6.

Questions

12. Le Groupe spécial pourra à tout moment poser des questions aux parties et aux tierces parties, oralement ou par écrit, y compris avant chaque réunion de fond.

Réunions de fond

13. Chaque partie fournira au Groupe spécial une liste des membres de sa délégation avant chaque réunion avec le Groupe spécial et au plus tard à 17 heures le jour ouvrable précédent.

14. La première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la manière suivante:

- a. Le Groupe spécial invitera l'Union européenne à faire une déclaration liminaire pour présenter son dossier en premier. Puis il invitera la Fédération de Russie à présenter son point de vue. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration. Si des services d'interprétation sont nécessaires, chaque partie fournira des copies additionnelles de sa déclaration aux interprètes. Chaque partie mettra à la disposition du Groupe spécial et de l'autre partie la version finale de sa déclaration, de préférence à la fin de la réunion, et en tout état de cause au plus tard à 17 heures le premier jour ouvré suivant la réunion.
- b. À l'issue des déclarations, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de poser des questions à l'autre partie ou de formuler des observations, par son intermédiaire. Chaque partie aura la possibilité de répondre oralement à ces questions. Chaque partie adressera par écrit à l'autre partie, dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial, toutes questions posées à l'autre partie auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit. Chaque partie sera invitée à répondre par écrit aux questions de l'autre partie dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.

- c. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions aux parties. Chaque partie aura alors la possibilité de répondre oralement à ces questions. Le Groupe spécial adressera par écrit aux parties, dans un délai qu'il fixera, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit. Chaque partie sera invitée à répondre par écrit à ces questions dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.
 - d. À l'issue des questions, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire une brève déclaration finale, l'Union européenne faisant la sienne en premier.
 - e. Le Groupe spécial pourra, après consultation avec les parties, fixer des dates butoirs pour la présentation des déclarations orales; les parties seraient avisées de ces dates butoirs avant la première réunion de fond.
15. La deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la manière suivante:
- a. Le Groupe spécial demandera à la Fédération de Russie si elle souhaite se prévaloir du droit de présenter son dossier en premier. Dans l'affirmative, le Groupe spécial l'invitera à faire sa déclaration liminaire, après quoi l'Union européenne fera la sienne. Si la Fédération de Russie choisit de ne pas se prévaloir de ce droit, le Groupe spécial invitera l'Union européenne à faire sa déclaration liminaire en premier. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration. Si des services d'interprétation sont nécessaires, chaque partie fournira des copies additionnelles de sa déclaration aux interprètes. Chaque partie mettra à la disposition du Groupe spécial et de l'autre partie la version finale de sa déclaration, de préférence à la fin de la réunion, et en tout état de cause au plus tard à 17 heures le premier jour ouvré suivant la réunion.
 - b. À l'issue des déclarations, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de poser des questions ou de formuler des observations, par son intermédiaire. Chaque partie aura alors la possibilité de répondre oralement à ces questions. Chaque partie adressera par écrit à l'autre partie, dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit. Chaque partie sera invitée à répondre par écrit aux questions de l'autre partie dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.
 - c. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions aux parties. Chaque partie aura alors la possibilité de répondre oralement à ces questions. Le Groupe spécial adressera par écrit aux parties, dans un délai qu'il fixera, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit. Chaque partie sera invitée à répondre par écrit à ces questions dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.
 - d. À l'issue des questions, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire une brève déclaration finale, la partie ayant fait sa déclaration liminaire en premier faisant sa déclaration finale en premier.

Tierces parties

16. Le Groupe spécial invitera chaque tierce partie à lui transmettre une communication écrite avant sa première réunion de fond avec les parties, conformément au calendrier qu'il aura adopté.
17. Chaque tierce partie sera également invitée à présenter ses vues oralement au cours d'une séance de cette première réunion de fond réservée à cette fin. Chaque tierce partie fournira au Groupe spécial la liste des membres de sa délégation avant cette séance et au plus tard à 17 heures le jour ouvré précédent.
18. La séance avec les tierces parties se déroulera de la manière suivante:
- a. Toutes les tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.

- b. Le Groupe spécial entendra tout d'abord les arguments des tierces parties par ordre alphabétique. Les tierces parties présentes à la séance avec les tierces parties et ayant l'intention de présenter leurs vues oralement à cette séance fourniront au Groupe spécial, aux parties et aux autres tierces parties des versions écrites provisoires de leurs déclarations avant de prendre la parole. Si des services d'interprétation sont nécessaires, chaque tierce partie fournira des copies additionnelles de ses déclarations aux interprètes. Les tierces parties mettront à la disposition du Groupe spécial, des parties et des autres tierces parties les versions finales de leurs déclarations, de préférence à la fin de la séance, et en tout état de cause au plus tard à 17 heures le premier jour ouvré suivant la séance.
- c. Après que les tierces parties auront fait leurs déclarations, les parties pourront se voir ménager la possibilité, par l'intermédiaire du Groupe spécial, de poser des questions aux tierces parties afin d'obtenir des précisions sur tout point soulevé dans les communications ou déclarations de celles-ci. Chaque partie adressera par écrit à une tierce partie, dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit. Chaque tierce partie sera invitée à répondre par écrit à ces questions dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.
- d. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions aux tierces parties. Chaque tierce partie aura alors la possibilité de répondre oralement à ces questions. Le Groupe spécial adressera par écrit aux tierces parties, dans un délai qu'il fixera, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit. Chaque tierce partie sera invitée à répondre par écrit à ces questions dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial.

Partie descriptive

19. La description des arguments des parties et des tierces parties dans la partie descriptive du rapport du Groupe spécial reprendra les résumés analytiques fournis par les parties et les tierces parties, qui seront annexés en tant qu'addenda au rapport. Ces résumés analytiques ne remplaceront en aucun cas les communications des parties et des tierces parties dans l'examen de l'affaire par le Groupe spécial.

20. Chaque partie présentera un résumé analytique des faits et arguments exposés au Groupe spécial dans ses communications écrites et ses déclarations orales, conformément au calendrier que celui-ci aura adopté. Ces résumés pourront aussi contenir un résumé des réponses aux questions. Chaque résumé analytique ne comportera pas plus de 15 pages. Le Groupe spécial ne résumera pas dans la partie descriptive de son rapport, et n'annexera pas à son rapport, les réponses des parties aux questions.

21. Chaque tierce partie présentera un résumé analytique de ses arguments exposés dans sa communication écrite et sa déclaration conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Ce résumé pourra aussi contenir un résumé des réponses aux questions, le cas échéant. Le résumé analytique que devra fournir chaque tierce partie ne comportera pas plus de six pages.

Réexamen intérimaire

22. Après la remise du rapport intérimaire, chaque partie pourra demander par écrit le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire et demander la tenue d'une nouvelle réunion avec le Groupe spécial, conformément au calendrier que celui-ci aura adopté. Le droit de demander la tenue d'une telle réunion sera exercé au plus tard au moment où la demande écrite de réexamen sera présentée.

23. Si aucune nouvelle réunion avec le Groupe spécial n'est demandée, chaque partie pourra présenter des observations écrites sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Ces observations ne porteront que sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie.

24. Le rapport intérimaire, ainsi que le rapport final avant sa distribution officielle, restera strictement confidentiel et ne sera pas divulgué.

Signification des documents

25. Les procédures suivantes s'appliqueront pour la signification des documents:

- a. Chaque partie ou tierce partie soumettra tous les documents au Groupe spécial en les déposant auprès du Greffe du règlement des différends (bureau n° 2047).
- b. Chaque partie ou tierce partie déposera trois copies papier de tous les documents qu'elle soumet au Groupe spécial. Les pièces pourront être déposées en trois copies sur CD-ROM ou DVD et trois copies papier. Le Greffe du règlement des différends tamponnera la date et l'heure du dépôt sur les documents. La version papier constituera la version officielle aux fins du dossier du différend.
- c. Chaque partie ou tierce partie fournira également une copie électronique de tous les documents qu'elle soumet au Groupe spécial en même temps que les versions papier, de préférence en format Microsoft Word, soit sur un CD-ROM ou un DVD, soit en tant que pièce jointe à un courriel. Si la copie électronique est envoyée par courriel, celui-ci devrait être adressé à DSRegistry@wto.org, avec copie à ****.****@wto.org, ****.****@wto.org, ****.****@wto.org, ****.****@wto.org et ****.****@wto.org. Si un CD-ROM ou un DVD est fourni, il sera déposé auprès du Greffe du règlement des différends.
- d. Chaque partie signifiera tout document soumis au Groupe spécial directement à l'autre partie. Chaque partie signifiera en outre à toutes les tierces parties ses communications écrites avant la première réunion de fond avec le Groupe spécial. Chaque tierce partie signifiera tout document soumis au Groupe spécial directement aux parties et à toutes les autres tierces parties. Chaque partie ou tierce partie confirmera par écrit que des copies ont été signifiées ainsi qu'il est prescrit, au moment de la présentation de chaque document au Groupe spécial.
- e. Chaque partie ou tierce partie déposera ses documents auprès du Greffe du règlement des différends et en signifiera des copies à l'autre partie (et aux tierces parties selon qu'il sera approprié) avant 17 heures (heure de Genève) aux dates fixées par le Groupe spécial. Une partie ou tierce partie pourra soumettre ses documents à une autre partie ou tierce partie sous forme électronique uniquement, sous réserve que la partie ou tierce partie destinataire ait donné son accord écrit préalable et à condition que le secrétaire du Groupe spécial ait été avisé.
- f. Le Groupe spécial fournira aux parties une version électronique de la partie descriptive, du rapport intérimaire et du rapport final, ainsi que d'autres documents, selon qu'il sera approprié. Lorsque le Groupe spécial fera remettre aux parties et aux tierces parties à la fois une version papier et une version électronique d'un document, la version papier constituera la version officielle aux fins du dossier du différend.

26. Le Groupe spécial se réserve le droit de modifier les présentes procédures selon que de besoin, après consultation avec les parties. Il annexera les présentes procédures à son rapport.

ANNEXE A-2**PROCÉDURES DE TRAVAIL ADDITIONNELLES CONCERNANT LES
RENSEIGNEMENTS STRICTEMENT CONFIDENTIELS****Adoptées le 8 décembre 2014**

Les procédures ci-après s'appliquent aux renseignements strictement confidentiels (RSC) présentés au cours de la procédure du Groupe spécial.

1. Aux fins des présentes procédures, les renseignements strictement confidentiels (RSC) s'entendent des renseignements: a) qui sont clairement désignés comme tels par la partie qui les communique; b) qui ne sont pas par ailleurs accessibles au grand public; et c) qui sont sensibles du point de vue commercial ou, dans le cas des renseignements officiels confidentiels, dont on pourrait raisonnablement considérer que leur divulgation causerait ou menacerait de causer un tort à l'intérêt public, y compris en compromettant la capacité des pouvoirs publics de s'acquitter de leurs tâches. Chaque partie ou tierce partie agira de bonne foi et fera preuve de retenue s'agissant de désigner des renseignements comme RSC. Le Groupe spécial aura le droit d'intervenir selon qu'il jugera approprié s'il estime qu'il y a un manque de retenue dans la désignation des RSC.

2. Si une partie, une tierce partie ou le Groupe spécial conteste la désignation de renseignements comme RSC, la partie qui les désigne communiquera les raisons de la désignation dans un délai de cinq (5) jours ouvrés. Après avoir ménagé à l'autre partie la possibilité de formuler des observations sur la justification fournie dans le délai de cinq (5) jours ouvrés, le Groupe spécial se prononcera sur la désignation des renseignements.

3. Comme le prescrit le paragraphe 3 des procédures de travail du Groupe spécial¹, les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été présentés seront traités comme confidentiels. D'autre part, comme le prescrit l'article 18:2 du Mémoire d'accord, une partie ou tierce partie ayant accès à des renseignements désignés comme RSC soumis dans le cadre de la présente procédure du Groupe spécial les traitera comme confidentiels et ne les divulguera pas à d'autres personnes que celles qui sont autorisées à les recevoir en vertu des présentes procédures de travail additionnelles. Il incombe à chaque partie ou tierce partie de veiller à ce que ses employés, conseillers et experts extérieurs se conforment aux présentes procédures de travail additionnelles pour la protection des RSC. Un conseiller extérieur n'est pas autorisé à avoir accès aux RSC s'il est membre du personnel ou employé d'une entreprise qui produit, exporte ou importe les produits qui sont visés par le présent différend.

4. Les membres du Groupe spécial et ceux du personnel du Secrétariat de l'OMC affectés au présent différend, y compris les traducteurs et interprètes, auront accès aux RSC communiqués dans le cadre de la présente procédure. Les employés des gouvernements de la Fédération de Russie et de l'Union européenne, ainsi que des tierces parties, auront accès aux RSC communiqués dans le cadre de la présente procédure dans la mesure nécessaire à leur participation à titre officiel à la procédure DS475. Sous réserve du paragraphe 3 des procédures de travail du Groupe spécial, les parties et tierces parties ne pourront donner accès aux RSC qu'aux conseillers et experts extérieurs qui aident les parties à la présente procédure et leur personnel administratif.

5. À la demande de l'une ou l'autre partie, le Groupe spécial examinera si des renseignements confidentiels particuliers qu'elle aura présentés sont si sensibles qu'ils ne devraient pas être communiqués aux tierces parties, et compte tenu de la nécessité pour la tierce partie d'avoir accès à ces renseignements. Si le Groupe spécial constate que ces renseignements sont particulièrement sensibles, il ordonnera à la partie qui les a présentés de fournir un résumé du contenu des renseignements rédigés qui sera mis à la disposition des tierces parties.

6. Chaque partie ou tierce partie établira la liste des noms de tous les conseillers et experts extérieurs ayant accès aux RSC. Cette liste sera mise à jour lorsque des conseillers ou experts extérieurs additionnels se verront ménager l'accès aux RSC.

¹ Adoptées le 8 décembre 2014.

7. Une partie ou tierce partie présentant des RSC, ou y faisant référence, dans telle ou telle communication écrite (y compris dans des pièces jointes) fera figurer sur la couverture et la première page du document contenant ces renseignements la mention "Contient des renseignements strictement confidentiels". Les renseignements spécifiques en question figureront entre doubles crochets, de la manière indiquée ci-après: [[xx.xxx.xx]] et la mention "Contient des renseignements strictement confidentiels" sera apposée au haut de chacune des pages contenant les RSC. Lorsqu'une déclaration orale contient des RSC, la partie ou tierce partie présentant cette déclaration informera au préalable le Groupe spécial que cette déclaration contient des RSC et le Groupe spécial veillera à ce que seules les personnes autorisées à avoir accès aux RSC conformément aux présentes procédures de travail additionnelles soient présentes dans la salle pour entendre cette déclaration.

8. Pour tous les RSC communiqués sous forme de code binaire, la mention "Renseignements strictement confidentiels" apparaîtra clairement sur une étiquette figurant sur le support de mise en mémoire, et la mention "Renseignements strictement confidentiels" apparaîtra clairement sur les fichiers en code binaire.

9. Les parties, les tierces parties, le Groupe spécial, le Secrétariat de l'OMC et tous autres intervenants autorisés à avoir accès aux documents contenant des RSC en vertu des présentes procédures de travail additionnelles entreposeront tous les documents contenant des RSC de façon à empêcher l'accès non autorisé à ces renseignements.

10. Le Groupe spécial pourra inclure dans son rapport intérimaire confidentiel tout renseignement désigné comme RSC en vertu des présentes procédures de travail additionnelles. Cependant, il ne divulguera pas ces renseignements désignés comme RSC dans son rapport final. Il pourra toutefois en tirer des conclusions. Avant que le Groupe spécial ne mette son rapport final à la disposition du public, il ménagera à chaque partie ou tierce partie la possibilité de s'assurer qu'aucun renseignement qu'elle aura désigné comme RSC ne figure dans le rapport.

11. À l'achèvement du différend², et dans un délai qui devra être fixé par le Groupe spécial, chaque partie ou tierce partie soit rendra tous les documents (y compris sous forme électronique) contenant des RSC, communiqués au cours de la procédure du Groupe spécial, à la partie qui les aura présentés ou certifiera par écrit au Groupe spécial et aux autres parties que tous ces documents ont été détruits, soit empêchera que les RSC soient divulgués au public, conformément aux obligations découlant pour la partie de sa législation intérieure. Le Secrétariat de l'OMC aura le droit de conserver une copie de chacun des documents contenant des RSC pour les archives de l'OMC.

12. Si une partie notifie formellement à l'ORD sa décision de faire appel conformément à l'article 16:4 du Mémoire d'accord, le Secrétariat informera l'Organe d'appel des présentes procédures et lui transmettra tout RSC régi par les présentes procédures, y compris toutes communications contenant des renseignements désignés comme RSC au titre des présentes procédures de travail additionnelles. Cette transmission se fera séparément du reste du dossier du Groupe spécial, dans la mesure du possible.

² Ces termes étant définis comme suit: a) lorsque le rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel est adopté par l'ORD, ou que l'ORD décide par consensus de ne pas adopter le rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel; b) lorsque le pouvoir conféré pour l'établissement du groupe spécial devient caduc en vertu de l'article 12:12 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends; ou c) lorsqu'une solution mutuellement satisfaisante est notifiée à l'ORD en vertu de l'article 3:6 du Mémoire d'accord.

ANNEXE A-3

PROCÉDURES DE TRAVAIL ADDITIONNELLES POUR LA CONSULTATION DU GROUPE SPÉCIAL AVEC DES EXPERTS

Adoptées le 2 juin 2015

1.1. Au cours de la procédure, le Groupe spécial déterminera s'il est nécessaire de demander l'avis d'experts. Pour examiner les questions concernant les avis scientifiques et/ou techniques d'experts¹, il tiendra compte des dispositions du Mémoire d'accord et, entre autres choses, de l'objectif visant à mener la présente procédure d'une manière efficace, en temps voulu et à un coût raisonnable. Si le Groupe spécial devait décider de consulter des experts, les procédures décrites ci-après s'appliqueront.

1.2. Conformément à l'article 13 du Mémoire d'accord et à l'article 11:2 de l'Accord SPS, le Groupe spécial pourra demander l'avis d'experts agissant à titre individuel et d'organismes internationaux, selon qu'il sera approprié.

1.3. Le Groupe spécial pourra demander des noms d'experts à toute institution pertinente, ainsi qu'aux parties. Les parties ne prendront pas directement contact avec les experts proposés, concernant n'importe quelle question liée au présent différend.

1.4. Le Groupe spécial communiquera aux parties une liste d'experts possibles, leurs curriculum vitae et déclarations concernant d'éventuels conflits d'intérêts. Dans ces déclarations, il sera demandé à chaque expert potentiel de communiquer des renseignements qui pourront inclure ce qui suit:

- a. intérêts financiers (par exemple investissements, emprunts, actions, intérêts, autres dettes); intérêts commerciaux (fonction de direction ou autres intérêts contractuels); droit sur des biens en rapport avec le différend à l'examen;
- b. intérêts professionnels (par exemple relation passée ou présente avec des clients privés ou tous intérêts que la personne peut avoir dans une procédure nationale ou internationale, et leurs conséquences lorsque des questions analogues à celles qui sont traitées dans le différend à l'examen sont en jeu);
- c. autres intérêts actifs (par exemple activités dans des groupes de pression publics ou autres organisations qui pourraient avoir des objectifs affichés se rapportant au différend à l'examen);
- d. prises de positions personnelles sur des questions se rapportant au différend à l'examen (par exemple publications, déclarations publiques);
- e. intérêts professionnels ou familiaux (par exemple possibilité d'avantages indirects ou risque de pressions de la part de l'employeur, d'associés ou de proches parents); et
- f. tout autre renseignement pertinent.

1.5. Les parties auront la possibilité de formuler des observations et de faire connaître les objections majeures qu'elles pourraient avoir concernant tel ou tel expert.

1.6. Le Groupe spécial choisira les experts en fonction de leurs qualifications et de la nécessité d'obtenir des avis scientifiques spécialisés, et ne choisira pas d'experts dont il considère qu'ils ont un conflit d'intérêts après que ceux-ci auront eux-mêmes divulgué l'existence d'un tel conflit ou pour une autre raison. Le nombre d'experts que le Groupe spécial choisira sera fixé en fonction du

¹ Aux fins des présentes procédures de travail, le terme "expert" peut être utilisé pour désigner des personnes, des institutions, des organismes de recherche ou des organisations internationales.

nombre et du type de questions sur lesquelles un avis sera demandé, ainsi que des différents domaines dans lesquels chaque expert pourra donner un avis.

1.7. Le Groupe spécial informera les parties des experts et organisations internationales qu'il aura décidé de consulter, conformément au calendrier qu'il aura adopté. Les experts agiront à titre personnel et non en qualité de représentants d'une entité. Toutefois, si le Groupe spécial doit demander l'avis d'une organisation internationale, l'avis reçu sera considéré comme provenant de l'organisation internationale et non des différents membres du personnel ou représentants de l'organisation internationale. En outre, tout membre du personnel d'une telle organisation internationale qui participera à une réunion avec le Groupe spécial sera réputé le faire en qualité de représentant, au nom de l'organisation internationale concernée.

1.8. Les experts seront assujettis aux Règles de conduite relatives au Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (WT/DSB/RC/1) définies par l'ORD, dont un exemplaire leur sera fourni par le Groupe spécial.

1.9. Le Groupe spécial préparera des questions par écrit pour les experts. Il pourra demander aux parties de suggérer un nombre limité de questions qu'il pourrait poser aux experts. Les experts seront invités à fournir des réponses par écrit aux questions du Groupe spécial dans un délai déterminé par celui-ci. Il leur sera demandé de répondre uniquement aux questions sur lesquelles ils ont suffisamment de connaissances. Les réponses des experts feront partie du dossier du Groupe spécial mais ne seront pas jointes en annexe à son rapport. Des copies de ces réponses seront fournies par le Groupe spécial aux parties, conformément au calendrier qu'il aura adopté. Les parties auront la possibilité de présenter par écrit des observations sur les réponses des experts et de poser des questions par écrit aux experts avant la réunion, auxquelles il sera répondu oralement pendant cette réunion.

1.10. Le Groupe spécial pourra communiquer aux experts, à titre confidentiel, des passages pertinents des communications des parties, y compris les pièces jointes, ainsi que tout autre renseignement jugé nécessaire. Les experts auront la possibilité de demander, par l'intermédiaire du Groupe spécial, des renseignements factuels additionnels ou des précisions aux parties si cela les aide à répondre aux questions du Groupe spécial.

1.11. Le Groupe spécial pourra prévoir de tenir une réunion avec les experts avant la deuxième réunion de fond avec les parties. Avant sa réunion avec les experts, le Groupe spécial veillera:

- a. à ce que les observations des parties sur les réponses des experts soient communiquées à tous les experts;
- b. à ce que chaque expert reçoive les réponses des autres experts aux questions du Groupe spécial; et
- c. à ce que chaque expert reçoive à l'avance les questions posées par les parties aux experts, comme il est indiqué au paragraphe 1.12.b ci-après, le cas échéant.

1.12. La réunion du Groupe spécial avec les experts se déroulera de la manière suivante:

- a. Le Groupe spécial invitera chaque expert à faire une déclaration liminaire. Cette déclaration pourra inclure, mais non exclusivement, toute clarification demandée par le Groupe spécial ou les parties au sujet des réponses des experts présentées par écrit aux questions du Groupe spécial, ou tout renseignement complémentaire de ces réponses. Les experts qui souhaitent faire une déclaration liminaire fourniront au Groupe spécial des versions écrites de leurs déclarations avant de prendre la parole. Le Groupe spécial mettra à la disposition des autres experts, et des parties, la déclaration écrite de chaque expert au plus tard à 17 heures le premier jour ouvré suivant la réunion.
- b. À l'issue des déclarations, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de poser des questions aux experts ou de formuler des observations, par son intermédiaire. Pour faciliter cela, chaque partie pourra adresser par écrit aux experts avant la réunion, dans un délai qui sera fixé par le Groupe spécial, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu oralement à la réunion du Groupe spécial avec les experts.

Chaque expert sera invité à répondre oralement aux questions des parties et à réagir à leurs observations.

- c. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions aux experts. L'expert auquel la question sera adressée sera invité à répondre oralement aux questions du Groupe spécial. Le Groupe spécial pourra aussi ménager aux autres experts la possibilité de s'exprimer au sujet de toute question ou observation.
- d. Une fois terminée la phase d'interrogation, le Groupe spécial ménagera à chaque expert la possibilité de présenter une brève déclaration finale.
- e. Le Groupe spécial pourra prévoir des réunions additionnelles avec les experts si cela est nécessaire.

1.13. Le Secrétariat établira une compilation des réponses écrites des experts aux questions du Groupe spécial, ainsi qu'un procès-verbal complet de toute réunion avec les experts, qui seront inclus dans le dossier de la procédure du Groupe spécial. Ce procès-verbal ne sera pas annexé au rapport du Groupe spécial. Les experts auront la possibilité de vérifier les projets de ces textes, avant leur finalisation, pour s'assurer qu'ils rendent compte avec exactitude des renseignements qu'ils ont fournis. De même, les parties auront la possibilité de vérifier que le procès-verbal de toute réunion avec les experts rend compte avec exactitude de leurs propres interventions.

ANNEXE B**ARGUMENTS DES PARTIES***UNION EUROPÉENNE*

Table des matières		Page
Annexe B-1	Première partie du résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	B-2
Annexe B-2	Deuxième partie du résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne	B-19

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Table des matières		Page
Annexe B-3	Première partie du résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie	B-37
Annexe B-4	Deuxième partie du résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie	B-50

ANNEXE B-1**PREMIÈRE PARTIE DU RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ
DES ARGUMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE****I. INTRODUCTION**

1. L'Union européenne (UE) conteste des mesures adoptées par la Fédération de Russie (Russie) concernant l'importation de porcins vivants et de certains produits du porc (les produits en cause), prétendument prises en raison de préoccupations liées à des cas de peste porcine africaine (PPA) apparus sur une partie limitée du territoire de quatre États membres de l'UE, qui sont limitrophes du Bélarus et de la Russie.

2. Les mesures russes en cause comprennent: 1) quatre interdictions individuelles visant le commerce des porcins vivants et de certains produits du porc, comme la viande de porc fraîche, en provenance de l'ensemble du territoire de la Lituanie, de la Pologne, de la Lettonie et de l'Estonie et 2) une interdiction d'importer imposée à l'échelle de l'UE visant le commerce des porcins vivants et de certains produits du porc, comme la viande de porc fraîche.

II. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE

3. Le 8 avril 2014, l'UE a demandé l'ouverture de consultations avec la Russie, conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémorandum d'accord, à l'article 11 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires ("l'Accord SPS") et à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994").

4. Le 27 juin 2014, l'UE a demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, et le Groupe spécial a été établi le 22 juillet 2014.

III. CONTEXTE FACTUEL**A. Peste porcine africaine****1. Virus de la PPA**

5. Le virus de la PPA est une maladie infectieuse dévastatrice, habituellement mortelle, touchant tant les porcins sauvages (sangliers) que les porcins domestiques de l'espèce *Sus scrofa*. Il n'existe aucun vaccin pour combattre le virus de la PPA. Ce virus n'affecte pas les êtres humains ni n'affecte les espèces animales autres que les porcins domestiques et les sangliers.

6. L'une des principales différences entre l'UE et la Russie est l'approche adoptée en ce qui concerne l'éradication de la PPA chez les sangliers. La Russie estime que l'augmentation draconienne de la chasse visant l'abattage des sangliers pourrait produire des résultats positifs. Or le seul résultat que cette augmentation de la chasse pourrait apporter est une nouvelle dissémination territoriale rapide de la maladie, par la dispersion des animaux infectés. Cela est considéré comme étant la cause la plus probable de l'introduction de la PPA dans certaines parties limitées de l'UE, en provenance du Bélarus et de la Russie, puisque le sanglier n'est pas une espèce migratoire.

7. L'UE n'est pas opposée en soi à la chasse au sanglier dans les zones infectées, mais nous ne sommes pas favorables à une pression de chasse ou à la chasse effectuée par des moyens qui favoriseraient la dispersion des animaux.

2. Normes de l'OIE

8. L'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) est l'organisme international de normalisation compétent qui traite des questions liées à la santé des animaux. La version du Code terrestre de l'OIE qui était en vigueur à la date d'établissement du Groupe spécial et qui est donc

pertinente pour le présent différend est la 23^{ème} édition, adoptée en mai 2014. Ce sont les seules normes internationales pertinentes en ce qui concerne la PPA.

3. PPA en Russie

3.1. Aperçu historique

9. Les premiers cas de PPA ont été signalés sur l'ancien territoire de l'URSS en 1977. Plus récemment, la PPA a été introduite pour la première fois en Russie, dans la République tchèque, en novembre-décembre 2007. Depuis lors, la PPA est apparemment devenue endémique chez les sangliers dans la région. La maladie s'est grandement disséminée géographiquement depuis le Caucase, plus au nord et vers l'ouest, jusqu'aux frontières avec le Bélarus et l'Ukraine, ce qui a, selon toute vraisemblance, infecté des porcins dans ces deux pays.

3.2. Situation actuelle en Russie concernant la PPA

10. Pendant la période 2007-2013, il y a eu 226 foyers de PPA chez les sangliers en Russie. Le risque que la PPA soit endémique en Russie est élevé. Le risque d'une dissémination plus étendue du virus dans d'autres zones est également élevé.

3.3. Transmission de la PPA depuis la Russie vers l'ouest

11. La souche du virus trouvée sur les sangliers morts en Lituanie et en Pologne en 2014 correspond à 100% à la souche du virus de la PPA trouvée au Bélarus, et elle appartient au génotype II qui provient de la Russie.

4. PPA dans l'UE

4.1. Aperçu historique

12. À l'exception de la Sardaigne (Italie), la PPA a été éradiquée ailleurs dans l'UE avant 2014.

4.2. Situation actuelle dans l'UE concernant la PPA

13. Compte tenu du fait que la PPA s'est rapprochée des frontières de l'UE, comme en témoignent les cas de 2013 apparus au Bélarus, les États membres de l'UE qui sont limitrophes de la Russie et du Bélarus (Estonie, Lettonie, Lituanie et Pologne) ont mis en place des mesures de protection renforcées conformément à la législation existante de l'UE. Ces mesures renforcées ont permis, au début de 2014, de détecter rapidement le virus de la PPA dans un nombre limité de cas chez les sangliers en Lituanie et en Pologne, près de la frontière avec le Bélarus.

14. Une dissémination géographique très limitée du virus de la PPA, en avril 2015, confinée aux régions limitrophes du Bélarus et de la Russie, et la non-transmission du virus de la PPA à nos partenaires commerciaux qui ont continué d'importer les produits en cause en provenance des zones exemptes de PPA dans les États membres de l'UE récemment affectés, donnent à l'UE une grande confiance dans la solidité de nos mesures de régionalisation concernant la PPA.

15. Les interventions d'urgence en cas d'apparition de la PPA dans les États membres de l'UE sont établies sur la base des "plans d'intervention" nationaux. La Directive 2002/60 prévoit que chaque État membre de l'UE doit établir un plan d'intervention spécifiant les mesures nationales à mettre en œuvre en cas d'apparition d'un foyer de PPA en tenant compte des facteurs locaux comme la densité des porcins, susceptibles d'influencer la dissémination de la PPA.

16. Dans les zones de l'UE considérées comme infectées par la PPA, trois grandes séries de mesures sont mises en œuvre: i) les mesures de lutte contre la maladie en cas d'apparition de foyers chez les porcins domestiques, énoncées dans la Directive 2002/60; ii) en cas d'apparition de la PPA chez les porcins sauvages (sangliers), les principales mesures sont prévues aux articles 15 et 16 de la Directive 2002/60; les plans nationaux d'éradication élaborés par les États membres de l'UE décrivent en détail les mesures applicables; et iii) un niveau additionnel de sécurité au moyen de la délimitation de différentes parties en fonction du risque de PPA, prévoyant des prohibitions et mesures spécifiques, comme il est prévu dans la Décision 2014/709.

B. Mesures en cause

1. Mesures notifiées à l'OMC

17. La Russie a notifié à l'OMC des mesures SPS concernant quatre États membres de l'UE. Dans les faits, elle a appliqué une interdiction à l'échelle de l'UE depuis les tout premiers cas de PPA apparus en Lituanie en janvier 2014. Elle qualifie cette mesure de "respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires". Toutefois, l'interdiction à l'échelle de l'UE n'a jamais été notifiée à l'OMC par la Russie.

2. Interdiction à l'échelle de l'UE

18. Le refus par la Russie d'accepter les importations des produits en cause en provenance de l'ensemble de l'UE équivaut à une interdiction à l'échelle de l'UE. Celle-ci considère que cette mesure spécifique en cause est à la fois une action (une interdiction ou restriction à l'importation) et, à titre subsidiaire, une omission (le fait de ne pas accepter les importations en provenance de l'UE). Elle demande l'examen de cette mesure spécifique en cause en tant que telle et telle qu'appliquée, *de jure et de facto* (c'est-à-dire sur la base de tous les faits pertinents).

19. La Russie tente de justifier l'interdiction à l'échelle de l'UE en faisant valoir qu'elle ne peut pas revenir à une situation dans laquelle les certificats vétérinaires d'exportation sont examinés bilatéralement avec les États membres de l'UE pris individuellement, et elle considère apparemment que cette situation devrait en quelque sorte être imputable à l'UE. En présentant cet argument, la Russie reconnaît l'existence et la teneur précise de l'interdiction à l'échelle de l'UE et le fait qu'elle est attribuable à la Russie. Enfin, la Russie a tout simplement tort de laisser entendre que tel ou tel élément dans le dossier étaye son affirmation selon laquelle l'UE a, par implication, renoncé à son droit de porter cette affaire devant un groupe spécial, conformément aux dispositions du Mémoire d'accord. L'Organe d'appel a dit très clairement qu'il n'était pas possible de considérer que les Membres avaient renoncé à leurs droits au titre du Mémoire d'accord autrement que d'une manière expresse et non équivoque.

20. La Russie a choisi de faire obstruction au processus de clarification des certificats d'exportation compte tenu de la situation actuelle, en faisant référence à ses arrangements dans le cadre de l'Union douanière avec le Bélarus et le Kazakhstan, ce qui est contredit par le texte de la Décision 317/2010 de l'Union douanière.

3. Applicabilité de l'Accord SPS

21. Selon son article 1:1, l'Accord SPS couvre les mesures sanitaires qui peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international. L'UE a établi que les mesures russes étaient des mesures sanitaires au sens de l'Accord SPS et qu'elles "affect[aient] directement le commerce international". La Russie n'a pas contesté cette qualification.

IV. ALLÉGATIONS

A. Allégations concernant l'harmonisation

1. Article 3:2 de l'Accord SPS

22. Les notifications de la Russie au Comité SPS qui portent sur les quatre interdictions à l'échelle du pays individuelles concernant la Lituanie, la Pologne, la Lettonie et l'Estonie, font référence aux normes internationales de l'OIE. L'UE considère que le Groupe spécial devrait commencer son analyse plutôt par les allégations concernant l'harmonisation avant de passer aux allégations concernant l'évaluation des risques. Cependant, quel que soit l'ordre d'analyse choisi par le Groupe spécial, du fait que le Mémoire d'accord ne prévoit pas de pouvoir de renvoi, le principe d'économie jurisprudentielle peut ne pas être approprié, en particulier s'il empêche l'Organe d'appel de compléter l'analyse juridique en cas d'appel.

23. Les seules normes internationales concernant la PPA figurent dans le Code terrestre de l'OIE. Les normes, directives et recommandations internationales pour la santé des animaux sont celles qui sont élaborées sous les auspices de l'OIE, conformément aux dispositions de l'Annexe A 3) b).

Le Code terrestre de l'OIE est donc incorporé par référence dans l'Accord SPS et, aux fins du règlement des différends, les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont le pouvoir d'interpréter ses dispositions. Le Code terrestre de l'OIE n'est pas un accord international (traité), mais c'est un document adopté par l'Assemblée mondiale des Délégués de l'OIE. Cependant, l'UE convient que, pour interpréter le Code, les organes juridictionnels de l'OMC peuvent chercher des indications dans les règles coutumières d'interprétation des traités, y compris la Convention de Vienne sur le droit des traités.

24. L'Organe d'appel a clarifié qu'"une mesure [...] qui [était] en conformité avec une norme internationale [...] incorporerait complètement la norme [...] et la transformerait en pratique en une norme nationale". Le Code terrestre de l'OIE recommande la régionalisation, alors que la Russie applique une interdiction à l'échelle de l'UE et des interdictions à l'échelle des pays en ce qui concerne les quatre États membres de l'UE partiellement affectés. Les mesures russes ne sont pas "conformes aux" normes internationales pertinentes et ne sont pas établies "sur la base de" ces normes.

25. Les notifications de la Russie au Comité SPS sont inexactes et contradictoires. Elles invoquent différents chapitres du Manuel terrestre de l'OIE et du Code terrestre de l'OIE. Le chapitre 2.8.1 du Manuel terrestre de l'OIE établit des normes seulement pour les tests de diagnostic et les vaccins, et il n'établit pas les normes qui sont pertinentes pour le commerce international. En outre, selon la Russie, certaines des mesures en cause sont en rapport avec l'innocuité des produits alimentaires et la protection des personnes contre les parasites ou les maladies des animaux/plantes.

26. Les normes correctes applicables en ce qui concerne les mesures dont il est question figurent principalement au chapitre 15.1 du Code terrestre de l'OIE, qui traite du commerce des produits en cause, en combinaison avec le chapitre 4.3, qui traite de la régionalisation. Les mesures russes ne sont conformes à aucune de ces normes. Au contraire, elles vont à l'encontre des normes mentionnées et imposent des interdictions à l'échelle des pays.

27. Les trois éléments décrits dans les normes internationales relatives aux "pays, zones ou compartiments indemnes de PPA" se rapportent plutôt aux caractéristiques objectives de la situation concernant la PPA et non au choix subjectif des Membres importateurs. Si l'ensemble du pays n'est pas exempt de PPA, alors la recommandation est d'examiner de près les mesures de régionalisation et de permettre le commerce en provenance de zones exemptes de PPA. Si l'ampleur de la dissémination de la maladie est tellement importante que des zones ne peuvent pas être établies efficacement, alors, en principe, la recommandation est de permettre le commerce en provenance des compartiments exempts de PPA.

28. La conformité avec les normes internationales des interdictions à l'importation en Russie des produits en cause en provenance de l'UE peut être résumée comme suit:

- l'interdiction visant le commerce des porcins vivants ne respecte pas l'article 15.1.5 du Code terrestre de l'OIE;
- l'interdiction visant le commerce du "matériel génétique" issu de porcs ne respecte pas les recommandations figurant à l'article 15.1.8 (semence de porcs domestiques) et à l'article 15.1.10 (embryons de porcs domestiques collectés *in vivo*) du Code terrestre de l'OIE;
- l'interdiction visant la viande de porc fraîche ne respecte pas l'article 15.1.12 du Code terrestre de l'OIE;
- les quatre interdictions individuelles visant les "produits finis contenant du porc", les "autres préparations et conserves de viande" et les "produits prêts à consommer contenant du porc" ne respectent pas les recommandations figurant à l'article 15.1.14 (produits à base de viande de porcs domestiques ou sauvages) du Code terrestre de l'OIE;
- l'interdiction visant les produits entrant dans la composition d'aliments pour animaux ne respecte pas l'article 15.1.14 (produits qui sont issus de viandes fraîches de porc appelés à entrer dans la composition d'aliments pour animaux) du Code terrestre de l'OIE;

- l'interdiction visant les soies ne respecte pas l'article 15.1.16 du Code terrestre de l'OIE;

- l'interdiction visant les "produits issus de l'abattage de sangliers" ne respecte pas l'article 15.1.13 (viandes fraîches de porcs sauvages) ni l'article 15.1.14 (produits à base de viande de porcs sauvages) du Code terrestre de l'OIE.

29. Les mêmes produits que ceux mentionnés plus haut sont aussi couverts par l'interdiction à l'échelle de l'UE, à l'exception des produits soumis à un traitement thermique ou à une maturation. Plusieurs exemples de produits couverts sont fournis par la Russie au titre des lots refusés.

30. L'UE n'est pas tenue de démontrer que ses mesures de lutte sont conformes au Code terrestre de l'OIE – c'est la Russie qui affirme que ses mesures SPS sont en conformité avec le Code terrestre de l'OIE ou sont établies sur la base de celui-ci. Néanmoins, nous avons démontré que nos mesures étaient conformes au Code terrestre de l'OIE et en particulier avec l'utilisation de la régionalisation.

31. L'UE n'a pas établi de zones de confinement ni de compartiments au sens du chapitre 4.3 du Code terrestre de l'OIE.

32. L'UE a établi des zones considérées comme infectées par le virus de la PPA et des zones exemptes de PPA. L'établissement de zones de confinement au sens de l'article 4.3.3.3 du Code terrestre de l'OIE n'est pas le seul outil possible pour l'application de la régionalisation, mais seulement une option possible (*peut*).

33. L'UE n'a pas identifié de compartiments, ni demandé à la Russie de reconnaître des compartiments ayant des niveaux élevés de sécurité biologique, situés, entre autres choses, dans les régions affectées de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie ou de la Pologne. En fait, elle a identifié des zones en fonction des différents niveaux de risque et a demandé à la Russie de reconnaître les zones exemptes de PPA situées en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne et le reste des zones non affectées de l'UE.

34. En vertu du Code terrestre de l'OIE, il n'y a aucune règle obligatoire concernant la méthode qu'un pays exportateur peut choisir. Les options de zone ou de compartiment exempt de PPA sont présentées en parallèle dans le texte de l'ensemble des normes pertinentes. Un concept ne prévaut pas automatiquement sur l'autre. Le chapitre 15.1 du Code terrestre de l'OIE contient des recommandations visant le commerce en provenance de zones exemptes de PPA pour les mêmes produits que ceux pour lesquels il prévoit des recommandations qui visent le commerce en provenance de compartiments exempts de PPA. Les deux options sont également possibles, et il incombe à chaque Membre exportateur de choisir son approche, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord SPS.

35. Il peut arriver que le Membre exportateur établisse des zones exemptes de PPA et en même temps des compartiments exempts de PPA dans les zones qui ne sont pas exemptes de PPA. C'est une option possible à la disposition d'un Membre exportateur et non une obligation.

36. Il s'ensuit clairement de ce qui précède que les mesures russes en cause non seulement ne sont pas "conformes" aux normes internationales applicables, mais sont en fait contraires à celles-ci. Par conséquent, les mesures russes ne peuvent pas être réputées nécessaires à la protection de la santé des animaux et ne peuvent pas bénéficier de la présomption réfragable de compatibilité avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS, au sens de l'article 3:2 de cet accord.

37. La référence aux dispositions pertinentes de l'article 3:2 doit être interprétée comme étant étroitement liée d'une manière appropriée à l'objet. Ces dispositions sont celles concernant l'évaluation des risques et les preuves scientifiques. Les normes internationales qui figurent dans le Code terrestre de l'OIE sont établies sur la base des renseignements scientifiques et techniques les plus récents. Cependant, les normes de l'OIE ne traitent pas d'autres aspects, comme la discrimination. Par conséquent, une mesure qui est conforme aux recommandations figurant dans le Code terrestre de l'OIE peut quand même être discriminatoire.

2. Article 3:1 de l'Accord SPS

38. Un Membre de l'OMC a toujours le choix de suivre les normes internationales ou d'effectuer une évaluation des risques. Cependant, une fois qu'un Membre de l'OMC décide de s'appuyer sur les normes internationales pertinentes, alors le libellé de l'Accord SPS est impératif ("établiront ... sur la base").

39. L'obligation d'établir "sur la base de" prévue à l'article 3:1 est différente de celle de "se conformer à" figurant à l'article 3:2. Cela signifie que les mesures sont "étayées" par les normes internationales. L'UE a démontré dans la section qui précède que les mesures russes en cause étaient contraires aux normes internationales pertinentes. Les mesures russes ne peuvent pas être considérées comme étant "étayées" par les normes internationales ou comme incorporant certains éléments desdites normes.

40. De même, dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, le Groupe spécial a constaté que les mesures indiennes et les recommandations de l'OIE étaient contradictoires et que, par conséquent, les mesures indiennes ne pouvaient pas être considérées comme étant établies sur la base de normes internationales. Il s'ensuit clairement que les mesures russes en cause ne sont pas établies "sur la base" des normes internationales applicables au sens de l'article 3:1 de l'Accord SPS.

3. Article 3:3 de l'Accord SPS

41. Le droit des Membres d'établir un niveau de protection sanitaire plus élevé au titre de l'article 3:3 est un droit autonome et non une exception à une "obligation générale" au titre de l'article 3:1.

42. Bien que l'article 3:3 de l'Accord SPS ne soit "pas un modèle de précision en matière de rédaction", la dernière phrase énonce qu'aucune mesure qui s'écarte des normes internationales ne sera incompatible avec une autre disposition de l'Accord SPS. Il s'ensuit que l'incompatibilité des mesures en cause avec plusieurs dispositions de l'Accord SPS, notamment celles concernant l'évaluation des risques, la régionalisation et la non-discrimination, est pertinente pour une constatation d'incompatibilité avec l'article 3:3.

43. L'Organe d'appel a noté qu'"il y [avait] une "justification scientifique" pour une mesure SPS, au sens de l'article 3:3, s'il y [avait] une relation logique (un lien rationnel) entre la mesure SPS en cause et les renseignements scientifiques disponibles". Une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:1 signifiera toujours que la mesure en question est incompatible avec l'article 3:3.

B. Allégations concernant l'évaluation des risques

1. Article 5:1 et 5:2 de l'Accord SPS

44. Puisque les mesures russes ne sont pas "conformes" aux recommandations de l'OIE et ne sont pas établies "sur la base" de celles-ci, il est nécessaire de déterminer si leur imposition a un fondement scientifique solide. Dans le cadre d'une analyse au titre de l'article 5:1, deux questions devraient être examinées: la question de savoir s'il y a "évaluation des risques" au sens de l'Accord SPS et la question de savoir si les mesures SPS en cause sont établies "sur la base" de l'évaluation des risques mentionnée.

45. La définition de l'évaluation des risques figure au paragraphe 4 de l'Annexe A de l'Accord SPS. Comme un groupe spécial antérieur l'a indiqué, il existe deux types d'évaluation des risques. Par conséquent, le type d'évaluation des risques à effectuer dans une affaire donnée dépend de l'objectif poursuivi par la mesure SPS en question.

46. Le premier type d'évaluation des risques doit permettre: 1) d'identifier les maladies dont un Membre veut prévenir l'entrée, l'établissement ou la dissémination sur son territoire ainsi que les conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; 2) d'évaluer la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de ces maladies ainsi que des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; et 3) d'évaluer la probabilité de l'entrée, de

l'établissement ou de la dissémination de ces maladies *en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées*.

47. Ensuite, le deuxième type d'évaluation des risques comporte deux éléments: 1) l'identification des effets négatifs sur la santé des animaux (si tant est qu'il y en ait) découlant de l'organisme pathogène présent dans les produits alimentaires/boissons/aliments pour animaux en cause et 2) l'identification de la possibilité d'apparition des effets mentionnés.

48. L'obligation d'établir "sur la base de" qui figure à l'article 5:1 ne signifie pas que les mesures SPS doivent être "conformes" à l'évaluation des risques, mais, en fait, que l'évaluation des risques doit "étayer raisonnablement la mesure SPS en jeu". Elle fait référence à une "certaine *relation objective* entre deux éléments, c'est-à-dire une *situation objective* qui persiste et qui est observable entre une mesure SPS et une évaluation des risques".

49. Bien que l'UE et le Groupe spécial lui aient demandé à plusieurs reprises, pendant la première réunion de fond, de communiquer son évaluation des risques, la Russie s'est abstenue de répondre à la question et n'a pas pu fournir de document à l'appui.

50. L'article 5:2 précise la façon dont une évaluation des risques doit être effectuée, et non l'obligation de fond d'établir une mesure sanitaire sur la base d'une évaluation des risques. Pour adopter, maintenir et/ou appliquer les mesures en cause, la Russie n'a pas tenu compte, et ne tient pas compte, des preuves scientifiques disponibles; des procédés et méthodes de production pertinents; des méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; de la prévalence de maladies spécifiques; de l'existence de zones exemptes de maladies; des conditions écologiques et environnementales pertinentes; et des régimes de quarantaine ou autres, comme l'exige l'article 5:2 de l'Accord SPS. Si la Russie avait dûment tenu compte de ces questions, elle aurait conclu que les mesures en cause étaient non nécessaires et injustifiées.

2. Article 2:2 de l'Accord SPS

51. L'article 2 de l'Accord SPS, intitulé "Droits et obligations fondamentaux", résulte d'une technique de rédaction des textes législatifs qui est souvent utilisée dans les accords visés: il commence par une disposition générale qui énonce les principes généraux, laquelle est suivie de dispositions plus spécifiques qui explicitent la teneur des droits et obligations correspondants. La disposition générale a en principe pour objet de viser les situations possibles (si tant est qu'il y en ait) qui pourraient échapper à l'examen minutieux de la disposition plus spécifique.

52. L'article 2:2 de l'Accord SPS établit que les mesures SPS ne doivent être appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des animaux, doivent être fondées sur des principes scientifiques et ne doivent pas être maintenues sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu à l'article 5:7.

53. La prescription concernant la nécessité n'a pas été clarifiée dans le contexte de cette disposition. Toutefois, on peut s'inspirer utilement de l'interprétation du concept de nécessité donnée dans le cadre de l'article XX b) du GATT ou de l'article 2.2 de l'Accord OTC, ainsi que dans les dispositions de l'article 5:6 et de la note de bas de page 3 de l'Accord SPS.

54. Le deuxième élément de l'article 2:2 est la prescription générale imposant de fonder les mesures sur des principes scientifiques et de ne pas maintenir ces mesures sans preuves scientifiques suffisantes. L'article 5:1 est une disposition plus spécifique concernant ces principes, qui exige que les Membres de l'OMC procèdent à une évaluation des risques. Une violation de la disposition plus spécifique énoncée à l'article 5:1 constitue aussi une violation des prescriptions plus générales énoncées à l'article 2:2.

La Russie n'a pas communiqué d'évaluation des risques s'agissant des mesures en cause, a enfreint les dispositions de l'article 5:1 de l'Accord SPS et, par conséquent, les dispositions de l'article 2:2. De même, une constatation de violation de l'article 5:6 en ce qui concerne la gestion des risques aura pour conséquence une violation de l'article 2:2 de l'Accord SPS.

3. Article 5:7 de l'Accord SPS

55. La jurisprudence qualifie l'article 5:7 d'"exemption assortie de réserves" des dispositions de l'article 5:1 ou de droit autonome. Dans une situation d'urgence, le Membre importateur n'est pas tenu d'effectuer une évaluation des risques au sens de l'article 5:1, mais il est tenu, en fait, d'effectuer une évaluation des risques "moins" objective au sens de l'article 5:7. Ce à quoi cela pourrait correspondre ne peut être évalué qu'au cas par cas et, selon les circonstances, l'évaluation des risques moins objective pourrait, au début, être extrêmement sommaire. Cependant, à mesure que la situation évolue, on s'attendrait à ce qu'elle s'étoffe davantage.

56. Selon le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, l'adoption provisoire d'une mesure SPS n'est pas une condition de l'applicabilité de l'article 5:7, car la mesure en cause doit satisfaire à l'ensemble des critères énoncés à l'article 5:7 pour être provisoirement adoptée.

57. L'Organe d'appel a estimé que quatre prescriptions cumulatives étaient imposées à un Membre invoquant cette disposition. Il peut provisoirement adopter une mesure SPS si cette mesure est 1) imposée relativement à une situation dans laquelle "les informations scientifiques pertinentes sont insuffisantes" et 2) adoptée "sur la base des renseignements pertinents disponibles". Une telle mesure provisoire ne peut être maintenue que si le Membre concerné: 3) "s'efforc[e] d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque"; et 4) "examin[e] en conséquence la mesure ... dans un délai raisonnable".

58. S'agissant de la première condition, l'application de l'article 5:7 est déclenchée par l'insuffisance des preuves scientifiques et non par l'existence d'une incertitude scientifique.

59. L'Organe d'appel a déterminé dans l'affaire *Japon – Pommes* que les "preuves scientifiques pertinentes étaient "insuffisantes" au sens de l'article 5:7 si l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permet[tait] pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A de l'Accord SPS. Il a aussi noté que, bien qu'une nouvelle enquête scientifique soit possible, cela n'équivalait pas à l'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes.

60. Dans les affaires relatives aux mesures SPS, il n'est pas rare qu'il y ait une controverse scientifique. Cependant, une telle controverse ne doit pas conduire à la conclusion que les preuves scientifiques pertinentes sont "insuffisantes". L'"insuffisance" des preuves scientifiques n'est pas un état permanent, mais plutôt un état transitoire qui ne dure que jusqu'au moment où le Membre qui impose la mesure obtient les preuves scientifiques additionnelles.

61. Pour ce qui est de la deuxième condition, selon l'Organe d'appel, les renseignements sont pertinents lorsqu'il y a un lien rationnel et objectif entre les renseignements et la mesure.

62. Il se peut fort bien qu'en ce qui concerne les mêmes foyers et les mêmes cas de PPA, certains Membres de l'OMC reconnaissent les mesures de régionalisation de l'UE et permettent le commerce en provenance des zones exemptes de PPA, tandis que d'autres imposent une interdiction visant les produits en cause en provenance de l'ensemble de l'État membre de l'UE affecté. Les mesures adoptées par d'autres Membres de l'OMC ne sont pas pertinentes (certaines d'entre elles peuvent fort bien être incompatibles avec les règles de l'OMC), mais ce qui importe, ce serait plutôt l'évaluation des risques et les preuves scientifiques qui sous-tendent ces mesures (si tant est qu'il y en ait). Il s'agit d'un processus scientifique.

63. Dans la présente affaire, un tel lien rationnel et objectif existe s'agissant des renseignements provenant de Membres qui ont accepté les mesures de régionalisation de l'UE, permis la poursuite du commerce et, en conséquence, n'ont pas subi l'introduction de la PPA. Ces mesures ne peuvent que confirmer la solidité des mesures de régionalisation concernant la PPA prises par l'UE. Les pays qui acceptent les produits en cause en provenance des zones non soumises à des restrictions situées dans les quatre États membres de l'UE récemment affectés par la PPA, ainsi qu'en provenance de l'ensemble des autres zones non affectées situées dans l'UE sont l'Albanie, les Bahamas, le Canada, les États-Unis, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la

Géorgie, Haïti, l'Islande, la Namibie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la République de Moldova, la Suisse, l'Ukraine et le Viet Nam.

64. La *catégorie* de renseignements ou de données (définie en termes abstraits) devant être examinée dans une évaluation des risques est la même au titre de l'article 5:1 et de l'article 5:7. Dans les deux cas, elle est éclairée par le contexte fourni par le libellé de l'article 5:1, 5:2 et 5:3 et par la définition de l'évaluation des risques figurant à l'Annexe A 4). Elle peut également être éclairée par le contexte fourni par d'autres dispositions de l'Accord SPS, y compris l'article 5:7. En réalité, aucune disposition de l'Accord SPS ne limite explicitement les renseignements qui pourraient être pertinents. En fait, l'évaluation des risques doit être "appropriée en fonction des circonstances".

65. La différence entre une situation envisagée à l'article 5:1 et une situation envisagée à l'article 5:7 n'est pas liée à la détermination abstraite de la catégorie de données pouvant être pertinente, mais elle se rapporte plutôt à la mesure dans laquelle la catégorie est *alimentée par des données*.

66. Les deux autres conditions de l'article 5:7 sont que le Membre importateur s'efforce d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et examine en conséquence la mesure sanitaire dans un délai raisonnable.

67. L'Organe d'appel a noté que les renseignements additionnels demandés devaient être pertinents pour procéder à une évaluation plus objective du risque. Cependant, si les renseignements demandés ne sont pas pertinents, le Membre défendeur ne peut pas protéger provisoirement ses mesures au titre de l'article 5:7. En outre, il enfreindra probablement l'article 8 et l'Annexe C 1) de l'Accord SPS. En l'espèce, les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation objective du risque avaient déjà été fournis à un stade précoce par l'UE à la Russie et complétés dans plusieurs cas.

68. Le respect de la quatrième condition, s'agissant du "délai raisonnable", doit être déterminé au cas par cas. L'UE estime que la Russie n'a pas examiné sa mesure dans un délai raisonnable. Dans les cas où les renseignements scientifiques restent insuffisants pour se forger une opinion définitive, du fait que la maladie est nouvelle et n'a pas été suffisamment étudiée, le délai raisonnable pourrait durer de nombreuses années ou décennies, selon la nature du problème. Toutefois, à la différence des affaires antérieures comme celles des Hormones ou des OGM, qui concernaient des questions relativement "nouvelles", il ne semble pas y avoir une grande controverse entre les parties au sujet des renseignements scientifiques concernant le virus de la PPA.

C. Allégations concernant la régionalisation

1. Article 6:1 et 6:2 de l'Accord SPS

69. Les prescriptions de l'article 6 relatives à la régionalisation devraient être interprétées à la lumière de la prescription de l'article 5:6 relative à la "mesure de rechange sensiblement moins restrictive pour le commerce". Une interdiction régionale (et non une interdiction à l'échelle du pays) ne devrait pas être automatiquement assimilée à un faible niveau approprié de protection. L'adaptation aux conditions régionales est un facteur pertinent dans les analyses au titre des articles 3:2 et 5:1/5:2 ou 5:7.

70. L'article 6:1 de l'Accord SPS est une disposition plus générale qui éclaire les paragraphes suivants. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a dit que l'évaluation de la conformité de la mesure d'un Membre avec l'article 6 devrait commencer par la première phrase de l'article 6:2, puis se poursuivre avec la seconde phrase de l'article 6:2 et avec l'article 6:1.

71. Comme dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, en l'espèce, la Russie n'a pas reconnu le concept de zones exemptes de maladies en ce qui concerne la PPA dans l'UE. L'UE fait observer que la "reconnaissance" explicite de la régionalisation alléguée par la Russie est contredite par les faits en l'espèce. On peut inférer du refus déraisonnable d'accepter les mesures de régionalisation du Membre exportateur, y compris les questions non pertinentes posées au titre de l'article 6:3 de l'Accord SPS, qu'un Membre importateur ne reconnaît pas, en fait, le concept de zones exemptes

de maladies. Les actions et les inactions de la Russie en ce qui concerne la régionalisation liée à la PPA dans l'UE n'équivalent pas à la reconnaissance explicite apparente et, en fait, la contredisent.

72. Les deux dispositions de l'article 6:2 et 6:3 sont liées entre elles en ce sens que, si le Membre importateur ne reconnaît même pas le concept de régionalisation en ce qui concerne la PPA, alors toute tentative d'un Membre exportateur de prouver que les conditions de la sécurité des échanges des produits en cause en provenance des zones non affectées sont remplies serait vouée à l'échec.

73. Dans le même ordre d'idées, l'UE souscrit à la constatation du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* et à l'affirmation de l'Australie selon laquelle, pour qu'une mesure soit conforme à l'article 6:2, elle doit au moins ne pas nier ni contredire la reconnaissance de ces zones.

74. Chacune des mesures en cause est donc incompatible avec les obligations de la Russie au titre de l'article 6:1 et 6:2 de l'Accord SPS, parce que la Russie n'a pas fait en sorte, et ne fait pas en sorte, que les mesures en cause soient adaptées aux caractéristiques sanitaires de la région d'origine et de la région de destination des produits visés. Pour évaluer les caractéristiques sanitaires de la zone affectée, la Russie n'a pas tenu compte, entre autres choses, du degré de prévalence de la PPA ou de son absence, de l'existence de programmes d'éradication et de programmes de lutte très efficaces et transparents (immédiatement mis en œuvre conformément aux normes internationales établies par l'OIE), ni des critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes.

2. Article 6:3 de l'Accord SPS

75. S'agissant de l'article 6:3 de l'Accord SPS, un Membre importateur n'est pas obligé d'accepter automatiquement une proposition de régionalisation présentée par le Membre exportateur. Cependant, sa décision doit tenir compte de facteurs objectifs tels que ceux énoncés dans la seconde phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS. En cas de désaccord entre le Membre importateur et le Membre exportateur, celui-ci peut renvoyer le différend devant les organes juridictionnels de l'OMC.

76. Depuis la détection de la PPA chez les sangliers en Lituanie en janvier 2014, l'UE a fourni à la Russie des renseignements allant au-delà de ce qui était nécessaire pour démontrer objectivement que les zones exemptes de maladies étaient et resteraient vraisemblablement des zones exemptes de maladies.

77. Les renseignements ont été communiqués au moyen d'un échange de courriels et de lettres recommandées entre les services compétents, et l'accès a été donné aux experts de la Russie et de l'Union douanière, aux fins d'inspection dans l'UE. Plusieurs réunions se sont tenues, tant dans l'UE qu'en Russie, afin d'examiner de façon approfondie tous les aspects qui, selon la partie russe, demandaient à être clarifiés. Cependant, la plupart des questions en suspens invoquées par les autorités russes n'étaient pas pertinentes aux fins de la régionalisation concernant la PPA dans l'UE, étaient déjà réglées ou visaient à imposer à l'UE une preuve impossible à fournir. La Russie a utilisé d'une manière abusive les demandes de renseignements comme technique dilatoire et non pour procéder à une évaluation des risques "plus" ou "moins" objective, qui n'a jamais été effectuée ou, en tout cas, n'a jamais été communiquée à l'UE ou au Groupe spécial.

78. Le Comité SPS a élaboré des directives spécifiques sur l'article 6. Ces directives décrivent une succession possible d'étapes dans le processus de la reconnaissance du zonage, de l'étape A à l'étape I. En outre, les directives du Comité SPS mentionnent le fait que les Membres devraient engager un processus de reconnaissance sans "retard injustifié" et que les discussions devraient être engagées dans un "délai raisonnable", et normalement dans les 90 jours suivant le dépôt de la demande.

79. Ces directives fournissent un cadre utile pour comprendre comment le mécanisme de l'article 6 peut fonctionner. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a considéré que ces directives "éclair[aient] [l']examen quant à la façon d'aborder l'article 6 parce qu'elles développ[aient] la compréhension que les Membres eux-mêmes [avaient] de la façon dont les dispositions de l'article 6 [devaient] être mises en œuvre". Les directives servaient à confirmer une conclusion à laquelle le Groupe spécial était déjà arrivé.

80. L'UE a expliqué en détail comment son système de régionalisation concernant la PPA fonctionnait. Elle adapte en permanence les zones considérées comme infectées aux dernières évolutions concernant la dissémination du virus de la PPA, afin d'anticiper d'autres évolutions. Il est significatif que, depuis août 2014, il n'y a eu aucun cas ni aucun foyer à l'extérieur des zones considérées comme infectées. Il est aussi significatif que seuls trois groupes de foyers sont apparus à l'extérieur des zones considérées comme infectées depuis le premier cas apparu chez les sangliers en Lituanie en janvier 2014.

81. L'UE travaille avec les concepts de zones exemptes de PPA et de zones considérées comme infectées par la PPA, au sens du chapitre 15.1 du Code terrestre de l'OIE. Les zones considérées comme infectées par la PPA sont divisées en quatre parties, parmi lesquelles les parties I, II et III sont pertinentes aux fins du présent différend; des prohibitions et des mesures spécifiques (y compris des mesures de sécurité biologique additionnelles) s'appliquent en ce qui concerne le commerce des produits en cause en provenance de ces zones. Les plans nationaux d'éradication portent sur les mesures de surveillance et de lutte s'agissant des porcins sauvages (sangliers) et ils peuvent contenir des termes différents, utilisés par les États membres de l'UE concernés. Les zones de protection et les zones de surveillance visent les foyers apparus chez les porcins domestiques; elles sont toutes deux incluses dans la partie III de la décision 2014/709 s'agissant des quatre États membres de l'UE en cause. Séparément de tout ce qui précède, une "zone tampon" a été établie en Lituanie après l'apparition de plusieurs cas/foyers au Bélarus, à titre de mesure préventive, en 2013.

82. Il s'ensuit que l'UE a communiqué en temps opportun tous les renseignements nécessaires sur ses mesures de régionalisation concernant la PPA en Lituanie, en Pologne, en Lettonie et en Estonie, afin de démontrer objectivement à la Russie que le reste de ces États membres de l'UE et le reste de l'UE (sauf la Sardaigne) étaient et resteraient vraisemblablement des zones exemptes de maladies. Un accès raisonnable a été ménagé à la Russie pour des inspections, des essais et autres procédures pertinentes. Toutefois, la Russie n'a pas achevé son processus de reconnaissance sans retard injustifié. Par conséquent, elle a manqué à ses obligations au titre de l'article 6 de l'Accord SPS.

D. Allégations concernant la gestion des risques

1. Article 5:6 de l'Accord SPS

83. Le membre de phrase "niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire", aussi appelé niveau de risque acceptable, est défini à l'Annexe A 5) de l'Accord SPS. L'Accord SPS et la jurisprudence correspondante reconnaissent que chaque Membre de l'OMC peut établir le niveau de protection qu'il juge approprié. Cela inclut les politiques de "risque zéro" et peut viser tout risque vérifiable, y compris les risques faibles ou "négligeables". Le droit qu'a un Membre de définir son niveau approprié de protection n'est pas un droit absolu qui ne comporterait aucune réserve. Cela est clairement indiqué à l'article 3:3.

84. L'examen effectué par un groupe spécial n'a pas pour objet de décider du niveau approprié de protection pour un Membre. Un Membre a en principe le droit d'établir son propre niveau approprié de protection, à la seule condition de respecter certaines dispositions spécifiques de l'Accord SPS.

85. S'agissant du niveau approprié de protection d'un Membre, les pouvoirs d'un Groupe spécial portent sur deux grands aspects. Premièrement, le Groupe spécial peut déduire des mesures en cause le niveau approprié de protection d'un Membre, s'il n'est pas clairement indiqué ou s'il y a un écart entre ce qui est indiqué et les faits spécifiques de l'affaire en question.

86. Deuxièmement, l'Accord SPS limite de plusieurs façons les décisions d'un Membre sur le niveau approprié de protection. En particulier, selon l'article 5:4, lorsqu'ils établiront leur niveau approprié de protection, les Membres devraient tenir compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce. En outre, selon l'article 5:5 de l'Accord SPS, chaque Membre doit éviter de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'il considère appropriés dans des situations différentes, si de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. Cette disposition ne prévoit

pas la fixation du niveau approprié de protection en soi, mais elle indique bien qu'il est nécessaire d'être cohérent dans l'établissement des niveaux appropriés de protection.

87. Dans la présente affaire, la Russie n'a pas indiqué expressément son niveau approprié de protection. Selon l'Organe d'appel, si le niveau de protection n'est pas spécifié par écrit, un groupe spécial devrait l'inférer des mesures SPS appliquées dans la pratique.

88. La présente affaire présente des similitudes avec l'affaire *Inde – Produits agricoles*. L'interdiction à l'échelle de l'UE et les quatre interdictions individuelles ne sont pas couplées à une interdiction à l'échelle de la Russie, car le commerce des produits associés au risque de PPA en provenance des zones non affectées de la Russie est autorisé. En outre, ces interdictions ne peuvent pas imposer des restrictions dans les déplacements des animaux sauvages, les populations de sangliers constituant un facteur important de transmission de la PPA. De plus, des sangliers infectés peuvent entrer en Russie également en provenance de ses voisins affectés de la région du Caucase.

89. En conclusion, toutes les preuves factuelles versées au dossier indiquent qu'en fait, la Russie a un niveau approprié de protection plutôt faible. Cela ne permet en aucun cas d'en inférer que le niveau approprié de protection de la Russie est une politique du risque zéro.

90. Même si l'on devait supposer que la Russie a un niveau approprié de protection très élevé ou prudent, l'UE estime que l'application des normes de l'OIE, qui recommandent la régionalisation et le commerce en provenance des pays/zones exempts de PPA ou en ce qui concerne toute partie d'un pays ayant signalé la présence de PPA si les produits ont fait l'objet de traitements spécifiques, est une mesure de rechange moins restrictive pour le commerce, qui remplit de manière cumulative les conditions énoncées dans la note de bas de page 3 de l'Accord SPS.

91. De fait, l'adoption des normes de l'OIE est une mesure de rechange raisonnablement applicable par la Russie, qui ne suppose pas de difficultés techniques ni de charge économique compromettant sa faisabilité, tout en permettant d'obtenir le niveau approprié de protection de la Russie et en étant sensiblement moins restrictive pour le commerce. Par conséquent, les mesures en cause sont incompatibles avec les dispositions de l'article 5:6 de l'Accord SPS.

2. Article 5:3 et 5:4 de l'Accord SPS

92. L'existence d'éléments inconnus et incertains ne justifie pas que l'on s'écarte des prescriptions de l'article 5:3 (lu conjointement avec l'article 5:1 et 5:2 et le paragraphe 4 de l'Annexe A) lorsqu'il s'agit de procéder à une évaluation des risques. Cependant, la Russie n'a pas tenu compte de tous les facteurs économiques pertinents mentionnés à l'article 5:3 de l'Accord SPS, y compris le rapport coût-efficacité d'autres approches qui permettraient de limiter les risques.

93. Selon le Groupe spécial *CE – Hormones*, l'article 5:4 n'impose pas d'obligation aux Membres, mais il doit être pris en compte lorsque l'on interprète d'autres dispositions de l'Accord SPS. En outre, l'Organe d'appel a noté dans l'affaire *Australie – Saumons* que l'Accord SPS contenait une obligation implicite imposant aux Membres de l'OMC de déterminer leur niveau approprié de protection.

94. En appliquant une interdiction à l'échelle de l'UE et quatre interdictions individuelles à l'échelle du pays en ce qui concerne l'État membre de l'UE concerné, la Russie n'a manifestement pas tenu compte de l'objectif qui consiste à réduire au minimum les effets négatifs sur le commerce lorsqu'elle a déterminé son niveau approprié de protection et elle a donc enfreint les dispositions de l'article 5:4 de l'Accord SPS.

E. Allégations concernant la discrimination

1. Ordre d'analyse

95. L'article 2:3 de l'Accord SPS traite des mesures sanitaires qui établissent une discrimination entre les Membres ou qui sont appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international, tandis que l'article 5:5 de l'Accord SPS concerne plus spécifiquement les

distinctions dans les niveaux de protection qui entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.

96. L'Organe d'appel a indiqué qu'une violation de l'article 5:5 de l'Accord SPS entraînerait automatiquement une violation de l'article 2:3 de l'Accord SPS, alors que l'inverse n'était pas nécessairement vrai. Toutefois, le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a commencé son analyse en suivant l'ordre proposé par le plaignant, à savoir par l'article 2:3. Après avoir constaté plusieurs violations de l'article 2:3, le Groupe spécial a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations formulées à titre subsidiaire par les États-Unis au titre de l'article 5:5 de l'Accord SPS. L'UE présentera ses arguments d'une manière similaire.

2. Article 2:3 de l'Accord SPS

2.1. Discrimination injustifiable: critère juridique

97. Les obligations énoncées dans les deux phrases de l'article 2:3 ne devraient pas être distinguées de façon mécanique, car les concepts y figurant respectivement se donnent mutuellement du sens. Les mesures russes contreviennent aux obligations figurant dans les deux phrases de l'article 2:3.

98. Selon un groupe spécial antérieur, trois conditions cumulatives doivent être remplies pour qu'une violation de la première phrase de l'article 2:3 puisse être établie: 1) la mesure établit une discrimination entre les territoires de Membres autres que le Membre qui impose la mesure, ou entre le territoire du Membre qui impose la mesure et celui d'un autre Membre; 2) la discrimination est arbitraire ou injustifiable; et 3) des conditions identiques ou similaires existent dans des Membres servant de points de comparaison.

99. La première condition comporte un élément relatif au traitement national (la discrimination se faisant entre le territoire du Membre qui impose la mesure et le territoire d'un autre Membre) et un élément relatif au traitement NPF (la discrimination se faisant entre les territoires de Membres autres que le Membre qui impose la mesure). La deuxième condition (la discrimination est "arbitraire ou injustifiable") est axée sur la cause de la discrimination, ou la raison d'être avancée pour expliquer son existence. La troisième condition concerne la présence de conditions similaires ou identiques sur le territoire des Membres servant de points de comparaison. Ces conditions identiques ou similaires devraient être des conditions pertinentes. À cet égard, l'analyse concernant le caractère justifiable de la discrimination et la pertinence des conditions qui existent devient cohérente.

100. L'UE prouvera que les trois conditions énoncées dans la première phrase de l'article 2:3 sont remplies, en ce qui concerne deux cas de discrimination différents (correspondant aux principes du traitement national et du traitement NPF): 1) une interdiction totale visant les importations en provenance de l'ensemble du territoire de l'UE (et en provenance de l'ensemble du territoire des quatre Membres de l'UE affectés), par opposition à une interdiction limitée visant les produits nationaux russes, ne s'appliquait qu'aux produits provenant d'une zone limitée autour du centre de l'épizootie de PPA; en outre, l'interdiction visant les importations en provenance de pays ayant signalé la présence de PPA tels que ceux de l'UE est disproportionnée par rapport aux mesures ayant une efficacité limitée pour assurer la détection et le confinement appropriés de la PPA à l'intérieur de la Russie; et 2) l'acceptation initiale des mesures de régionalisation d'autres Membres de l'OMC comme l'Ukraine, sans reconnaître pour autant les mesures de régionalisation pointues concernant la PPA appliquées dans l'UE.

2.2. Premier cas de discrimination injustifiable

101. Premièrement, la Russie n'accepte pas la régionalisation, qui autoriserait le commerce des produits en cause en provenance de l'ensemble du territoire de l'UE, sauf les zones affectées par la PPA situées dans les quatre États membres mentionnés et en Sardaigne. Or elle autorise le commerce intrarusse des porcins vivants et des produits du porc en provenance des zones non affectées et n'applique pas d'interdiction à l'échelle de la Russie aux produits liés au risque de PPA.

102. Deuxièmement, cette discrimination entre le territoire russe et le territoire de l'UE est arbitraire et injustifiable parce que la différence de traitement ne peut pas être expliquée par un

statut épizootique différent. Dans la pratique, les mesures de régionalisation de l'UE sont efficaces, ce qui n'est pas le cas des mesures russes.

103. Troisièmement, aux fins de l'analyse au titre de l'article 2:3, les mêmes conditions ou des conditions similaires existaient tant dans l'UE (y compris dans les quatre États membres de l'UE concernés) qu'en Russie. Par conséquent, la Russie a imposé une interdiction disproportionnée sur les produits de l'UE en cause après les notifications de la présence de PPA adressées à l'OIE, alors que les mesures internes russes ont une efficacité limitée pour assurer la détection et le confinement appropriés de la PPA à l'intérieur de la Russie, où le commerce des produits liés au risque de PPA d'origine russe est en principe permis.

2.3. Deuxième cas de discrimination injustifiable

104. Le deuxième cas de discrimination injustifiable concerne le commerce des produits en cause en provenance de l'UE et le commerce des produits liés au risque de PPA en provenance d'un autre Membre de l'OMC, en l'occurrence l'Ukraine.

105. Deux cas de discrimination sont pertinents pour la présente affaire, les deux ayant eu lieu avant la date d'établissement du Groupe spécial. Le premier cas s'est produit en 2012, quand la Russie n'appliquait aucune interdiction visant les produits ukrainiens à la suite de l'apparition d'un cas de PPA dans la région de Zaporozhye. La Russie a considéré à ce moment-là que les mesures ukrainiennes étaient suffisantes pour prévenir toute dissémination du virus de la PPA.

106. Le deuxième cas de discrimination s'est produit au début de 2014, concernant la région de Lugansk. Le 15 janvier 2014, la Russie a annoncé une interdiction visant le commerce en provenance de la région de Lugansk, tout en acceptant les produits du porc en provenance du reste de l'Ukraine. Cette interdiction régionale a été notifiée à l'OMC le 21 janvier 2014. Curieusement, dans sa première communication écrite, la Russie présente une lettre envoyée aux autorités ukrainiennes le 30 janvier 2014, à savoir 15 jours après avoir déjà adopté la décision concernant la région de Lugansk et 3 jours après l'imposition de l'interdiction à l'échelle de l'UE. Dans cette lettre, la Russie demandait, entre autres choses, des renseignements sur les mesures et propositions de régionalisation (après que la décision sur la régionalisation avait déjà été prise).

107. Premièrement, la différence de traitement entre le territoire ukrainien et celui de l'UE (et les quatre territoires concernés des États membres de l'UE) entraîne une discrimination parce que dans le cas de l'Ukraine, une interdiction à l'échelle du pays n'a pas été imposée en réaction à la notification de l'apparition d'un foyer de PPA.

108. Deuxièmement, la discrimination est arbitraire et injustifiable parce que la différence de traitement ne peut pas être expliquée par un statut épizootique différent.

109. Troisièmement, aux fins de l'analyse au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS, les mêmes conditions ou des conditions similaires existaient tant dans l'UE qu'en Ukraine, parce que l'existence du virus de la PPA à la fois sur le territoire ukrainien et sur le territoire de l'UE était la caractéristique pertinente ayant déclenché la prohibition à l'importation imposée par la Russie sur les porcins vivants et certains produits du porc en provenance de l'ensemble de l'UE, d'une part, et l'interdiction d'importer territoriale limitée visant les produits du porc similaires ukrainiens, d'autre part.

2.4. Restriction déguisée

110. Le membre de phrase "restriction déguisée au commerce international" a été interprété pour la première fois par un groupe spécial, dans le contexte de l'article 2:3 de l'Accord SPS, dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*. Le Groupe spécial s'est appuyé sur des observations antérieures formulées par l'Organe d'appel dans le contexte de l'article 5:5 de l'Accord SPS. Outre l'article 5:5 de l'Accord SPS, des indications supplémentaires peuvent être obtenues dans des interprétations antérieures adoptées dans le cadre du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, qui contient un libellé semblable.

111. Dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a dit que lorsqu'il était constaté qu'une mesure SPS n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques, tout portait à croire que la

mesure "n'[avait] pas réellement pour objet de protéger la santé ou la vie des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux, mais qu'il s'agi[ssait] plutôt d'une restriction au commerce ayant l'apparence d'une mesure SPS, autrement dit d'une "restriction déguisée au commerce international"". L'Organe d'appel a aussi tenu compte de la différence dans le traitement lié à un certain risque entre la circulation intérieure des produits sur le territoire d'un Membre et le traitement accordé aux mêmes produits importés.

112. Premièrement, les mesures russes concernant la PPA équivalent à une restriction déguisée au commerce international pour plusieurs raisons, parce que l'application par la Russie de mesures draconiennes à l'égard des importations en provenance de l'UE, bien qu'elle soit beaucoup moins stricte s'agissant de la circulation intérieure des produits nationaux ou s'agissant des importations en provenance d'autres pays, y compris d'autres Membres de l'OMC, équivaut à une restriction déguisée au commerce international qui est clairement disproportionnée et discriminatoire.

113. Deuxièmement, la tentative de la Russie de justifier ses mesures en invoquant les normes de l'OIE est manifestement une lecture erronée du Code terrestre et du Manuel terrestre de l'OIE, qui permettent clairement la régionalisation.

114. Troisièmement, la Russie n'a présenté aucune évaluation des risques à l'appui de ses mesures, laquelle est prescrite par l'article 5:1 de l'Accord SPS, en ce qui concerne les mesures qui ne sont pas "conformes aux" normes internationales et ne sont pas établies "sur la base de" ces normes. Enfin, les mesures russes ne satisfont pas non plus aux prescriptions de l'article 5:7 de l'Accord SPS, comme il est indiqué dans la section correspondante.

115. En outre, les notifications de la Russie à l'OMC concernant les quatre interdictions individuelles visant des États membres de l'UE sont trompeuses et constituent des éléments de preuve qui montrent que les quatre mesures en cause sont en fait des restrictions déguisées au commerce international. Selon les notifications de la Russie, certaines des mesures en cause sont liées à l'innocuité des produits alimentaires et à la protection des personnes contre les parasites ou les maladies des animaux/plantes.

116. Il découle de ce qui précède que les mesures russes sont contradictoires, contraires aux normes internationales, protectionnistes, discriminatoires et ne sont pas fondées sur des preuves scientifiques et des principes scientifiques, et qu'elles constituent donc une restriction déguisée au commerce international au sens de la seconde phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

3. Article 5:5 de l'Accord SPS

117. L'obligation énoncée à l'article 5:5 de l'Accord SPS est le principe de non-discrimination dans la gestion des risques, en ce qui concerne les risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux. Selon l'Organe d'appel, trois conditions cumulatives doivent être remplies afin de pouvoir établir une violation de l'article 5:5: 1) le Membre intéressé adopte des niveaux appropriés de protection sanitaire qui sont différents dans plusieurs "situations différentes"; 2) ces niveaux de protection présentent des différences qui sont "arbitraires ou injustifiables"; et 3) la mesure concrétisant ces différences entraîne "une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international".

118. Tant que la transmission de la PPA par la voie de produits d'origine nationale et celle par la voie de produits de l'UE sont considérées comme des situations distinctes, la Russie enfreint les dispositions de l'article 5:5, en appliquant des niveaux de protection différents sans aucune justification.

119. Il a été décidé antérieurement que le type de situations envisagées à l'article 5:5 couvrirait des situations *comparables*, telles que "des situations dans lesquelles il s'agit de la même substance ou du même effet négatif sur la santé". Dans la présente affaire, les situations sont comparables en ce sens qu'elles portent sur le même virus et les mêmes effets sur la santé.

120. Enfin, les mesures qui incorporent les différences en question entraînent "une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international".

121. En conclusion, l'UE estime que les mesures en cause sont incompatibles avec les dispositions de l'article 5:5 de l'Accord SPS. En outre, l'infraction à l'article 5:5 entraîne une infraction corollaire à l'article 2:3 de l'Accord SPS.

F. Allégations concernant les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation

122. L'article 8 et l'Annexe C 1) s'appliquent aux procédures relatives au contrôle, à l'inspection et à l'homologation "qui visent à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS". L'UE note qu'un groupe spécial antérieur a constaté que le manquement à l'obligation de se conformer aux dispositions de l'Annexe C impliquait une infraction corollaire à l'article 8 de l'Accord SPS.

123. La Russie considère à tort que les allégations de l'UE au titre de l'Annexe C et de l'article 8 de l'Accord SPS n'entrent pas dans le champ d'application des dispositions mentionnées. Les États-Unis souscrivent aussi à cette affirmation dans leur communication en tant que tierce partie. Selon la Russie, le type de procédures visées par l'article 8 se rapporte uniquement à l'homologation d'un produit ou à l'usage d'additifs. Elles ne visent pas les "négociations entre des Membres qui débouchent sur l'adoption d'une procédure".

124. Les affirmations de la Russie sont erronées pour plusieurs raisons. Premièrement, les termes employés à l'article 6:3 de l'Accord SPS, mentionnant des "inspections ... et autres procédures pertinentes" sont très semblables aux termes employés à l'Annexe C et à l'article 8, qui mentionnent aussi les "procédures d'inspection, de contrôle et d'homologation". Dans ce contexte, l'UE ne voit aucune raison pour laquelle un sens différent devrait être donné au type de procédures envisagées par l'article 8 de manière à exclure le type d'inspections et d'autres procédures pertinentes mentionnées à l'article 6:3. Deuxièmement, l'UE ne considère pas que l'acceptation des mesures de régionalisation constitue une "négociation" entre deux Membres différents. Il s'agit plutôt d'un échange objectif de renseignements, et la décision du Membre importateur doit être prise en tenant compte des facteurs objectifs et rationnels du type de ceux qui sont énoncés de façon non exhaustive dans la seconde phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS.

125. Il découle de ce qui précède que les allégations de l'UE au titre de l'Annexe C et de l'article 8 relèvent du type de situations envisagées dans ces textes juridiques.

126. Le compte rendu approuvé de la réunion du 7 mars 2014 mentionne que le représentant vétérinaire de l'UE "a répondu à toutes les questions posées par la partie russe". Or les autorités russes ont continué d'alléguer qu'elles avaient besoin de renseignements supplémentaires pour pouvoir parvenir à une décision sur la régionalisation. Entre autres choses, ces demandes de renseignements mentionnaient 1) la preuve que les régions historiquement exemptes de PPA situées partout dans l'UE sont effectivement exemptes de cette maladie, ce qui est contraire aux dispositions du Code terrestre de l'OIE; 2) des renseignements détaillés sur les chasseurs étrangers qui sont entrés dans les États membres de l'UE pour chasser le sanglier pendant la période 2013/14, ventilés par région ou 3) des renseignements détaillés au sujet des élevages porcins et des usines de transformation de la viande agréés pour expédier des animaux et des produits vers le territoire de l'Union douanière.

127. Les mesures en cause sont contraires à l'article 8 et à l'Annexe C 1) a), b) et c) de l'Accord SPS, parce que la Russie n'a pas modifié, et ne modifie pas, les mesures en cause en vue de permettre la reprise des importations en Russie des produits en cause en provenance des zones non affectées de l'UE et/ou des produits traités ou transformés de manière appropriée. La Russie a donc enfreint l'article 8 de l'Accord SPS.

G. Allégations concernant la transparence

128. Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, le Japon a fait appel des constatations du Groupe spécial en faisant valoir que les "réglementations" mentionnées à l'Annexe B 1) ne visaient que les instruments juridiquement exécutoires. L'Organe d'appel a rejeté cet appel et a noté que l'énumération des instruments figurant dans la note de bas de page relative à l'Annexe B 1) n'était pas de nature exhaustive. Il a noté qu'une infraction à l'Annexe B 1) entraînait une infraction corollaire à l'article 7 de l'Accord SPS.

129. L'interdiction imposée par la Russie en ce qui concerne la Lituanie est incompatible avec les obligations de la Russie au titre de l'article 7 et de l'Annexe B, paragraphes 1, 2, 5 et 6, de l'Accord SPS, parce que certaines mesures en cause ont été prises par la Russie contre la Lituanie et n'ont été notifiées à l'OMC que 16 jours après leur imposition. Une autre mesure en cause, à savoir l'interdiction d'importer concernant l'ensemble du territoire de l'UE, n'a, à la connaissance de cette dernière, été ni publiée ni notifiée à l'OMC.

130. *Entre autres choses*, étant donné que les mesures en cause n'étaient pas en substance les mêmes que la teneur des normes, directives ou recommandations internationales et sachant qu'elles avaient un effet notable sur le commerce de l'UE et de ses États membres, la Russie n'a pas publié d'avis sans tarder de manière à permettre aux Membres intéressés de prendre connaissance du projet. Il est noté que, s'agissant de l'interdiction à l'échelle de l'UE, s'il devait s'avérer que la Russie considérait qu'il se posait des problèmes urgents de protection sanitaire, elle n'a pas notifié immédiatement aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC, les produits qui seraient visés en indiquant brièvement l'objectif et la raison d'être de la réglementation, y compris la nature du problème urgent.

131. Compte tenu de ce qui précède, la Russie a enfreint les dispositions de l'Annexe B 1), 2), 5) et 6) de l'Accord SPS et, par conséquent, de l'article 7 de l'Accord SPS.

V CONCLUSIONS ET DEMANDE DE CONSTATATIONS

132. Pour les raisons exposées dans la présente communication, l'UE demande au Groupe spécial de constater que les mesures de la Russie, indiquées plus haut, sont incompatibles avec les obligations de la Russie énoncées aux articles 2:2, 2:3, 3:1, 3:2, 3:3, 5:1, 5:2, 5:3, 5:4, 5:5, 5:6, 5:7, 6:1, 6:2, 6:3, 7, 8, à l'Annexe B 1), 2), 5), 6) et à l'Annexe C 1) a), b), c) de l'Accord SPS.

133. L'UE demande au Groupe spécial de recommander que l'Organe de règlement des différends demande à la Russie de mettre les mesures contestées en conformité avec ses obligations au titre de l'Accord SPS.

ANNEXE B-2

DEUXIÈME PARTIE DU RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE

I. INTRODUCTION

1. Par les communications qu'elle a présentées et les déclarations qu'elle a faites dans le cadre de la présente procédure, l'UE a démontré que les mesures russes en cause n'avaient pas de justification scientifique et étaient manifestement disproportionnées. L'UE a fourni des éléments de preuve solides pour chacune de ses allégations.

2. La Russie n'est pas parvenue à expliquer pourquoi les mesures qu'elle a prises contre les produits en cause en provenance de l'UE étaient justifiées. Elle a présenté différentes allégations qui peuvent se réduire à quatre grands thèmes; l'inexistence de l'interdiction à l'échelle de l'UE; la conformité de ses mesures avec les normes internationales; la présentation de ses mesures comme des mesures d'urgence; et l'insuffisance des renseignements au regard des dispositions concernant la régionalisation. Ces quatre grands aspects du moyen de défense de la Russie doivent tous être jugés sans fondement.

II. ASPECTS FACTUELS

A. Mesures en cause

3. L'UE note que les parties ne contestent pas que les quatre interdictions individuelles concernant la Lituanie, la Pologne, la Lettonie et l'Estonie sont des mesures SPS au sens de l'Annexe 1 a) de l'Accord SPS.

4. L'UE note aussi que les parties ne contestent pas que les mesures prises par la Russie en ce qui concerne la Lettonie et l'Estonie relèvent du mandat du Groupe spécial, même si elles ont été prises à la date de la demande d'établissement d'un groupe spécial ou à une date postérieure à celle-ci. Dans la pratique, les deux mesures individuelles étendaient l'interdiction aux produits transformés s'agissant des deux États membres de l'UE mentionnés.

5. Pour ce qui est de l'interdiction à l'échelle de l'UE, l'UE rappelle que les parties conviennent en fait de l'existence de la mesure en cause. Ce que l'UE appelle l'interdiction à l'échelle de l'UE est qualifié par la Russie de "respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires".

6. Comme nous l'avons expliqué dans nos communications antérieures, la Russie tente de justifier l'interdiction à l'échelle de l'UE en faisant valoir qu'elle ne peut pas revenir à une situation dans laquelle les certificats vétérinaires d'exportation sont examinés bilatéralement avec les États membres de l'UE pris individuellement, et elle considère apparemment que cette situation devrait en quelque sorte être imputée à l'UE. En présentant cet argument, la Russie reconnaît l'existence et la teneur précise de l'interdiction à l'échelle de l'UE. Elle reconnaît aussi que cette interdiction lui est attribuable.

7. La Russie a tout simplement tort de laisser entendre que tel ou tel élément dans le dossier étaye son affirmation selon laquelle l'UE a, par implication, renoncé à son droit de porter cette affaire devant un groupe spécial, conformément aux dispositions du Mémoire d'accord. Dans l'affaire *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)*, l'Organe d'appel a dit très clairement qu'il n'était pas possible de considérer que les Membres avaient renoncé à leurs droits au titre du Mémoire d'accord autrement que d'une manière expresse et non équivoque. L'UE n'a pris aucun engagement particulier de ce type de ne pas contester certaines mesures russes.

8. Selon l'article 6:1 de l'Accord SPS, les Membres de l'OMC ont l'obligation *permanente* de *s'adapter* aux caractéristiques SPS régionales. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter la mention des certificats vétérinaires dans les documents relatifs à l'accession de la Russie. Le fait que les certificats vétérinaires continuent d'être utilisés après l'accession de la Russie est un

élément distinct du fait que les conditions de ces certificats devraient être adaptées en permanence aux caractéristiques SPS de régions spécifiques dans des cas particuliers.

9. Il importe aussi de rappeler que la Russie a choisi de faire obstruction au processus de clarification des certificats d'exportation compte tenu de la situation actuelle, en faisant référence à ses arrangements dans le cadre de l'Union douanière avec le Bélarus et le Kazakhstan.

10. Enfin, l'allégation de la Russie selon laquelle l'interdiction à l'échelle de l'UE ne constitue pas une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) doit aussi être jugée sans fondement. L'interdiction à l'échelle de l'UE relève clairement de l'Annexe A 1) de l'Accord SPS, qui contient une définition générale des mesures SPS.

B. Produits en cause

11. L'UE croit comprendre que l'interdiction à l'échelle de l'UE couvre les porcins vivants et les produits d'origine porcine visés par les certificats d'exportation de l'UE vers la Russie, qui contiennent le membre de phrase "peste porcine africaine – durant les trois dernières années sur le territoire de l'État membre de l'UE à l'exclusion de la Sardaigne", à l'exception des produits ayant fait l'objet d'un traitement, comme il est expliqué dans les réponses de l'UE aux questions n° 77 et 271 du Groupe spécial, dans lesquelles elle décrit les produits visés par les interdictions individuelles et l'interdiction à l'échelle de l'UE.

12. On trouvera des exemples de produits visés par l'interdiction à l'échelle de l'UE dans la liste des lots réexpédiés fournie par la Russie en ce qui concerne le premier semestre de 2014: abats de porcs, viande de porc congelée, peau de porc congelée. Quelques semaines après l'adoption des mesures en cause, il n'y avait plus de cas de lots refusés. De toute évidence, aucun opérateur n'engagera de coûts ruineux pour expédier des chargements à la frontière russe en sachant que leur entrée sera refusée.

C. Éradication de la PPA chez les sangliers

13. Les experts individuels confirment la position de l'UE concernant la chasse intensive visant à exterminer les sangliers. L'UE considère que la pression de chasse et les pratiques de chasse devraient rester constantes pour ne pas accroître (mais plutôt diminuer) la dissémination du virus de la PPA.

14. Les experts individuels n'ont pas pu indiquer d'éléments de preuve importants montrant que des sangliers infectés par la PPA (ou des maladies équivalentes à la PPA) migrent en dehors de leur site d'habitat dans les milieux naturels qui se trouvent dans les zones récemment affectées de l'UE et immédiatement adjacentes à ces zones. À l'exclusion des facteurs liés à l'intervention humaine, les experts individuels ne s'attendent pas à ce que l'aire de répartition des sangliers change de façon notable et, s'agissant d'une population importante, dans un laps de temps relativement court.

15. Toujours sur le même sujet, le professeur Mary Louise Penrith considère que les sangliers peuvent se déplacer en dehors de leur site d'habitat principalement en raison d'une intervention humaine, comme la chasse intensive. La découverte de sangliers morts le long de la frontière avec le Bélarus peut être la conséquence d'une forte pression de chasse du côté du Bélarus. Le virus isolé provenant des sangliers morts dans l'UE s'est révélé identique au virus qui circule au Bélarus.

16. Les experts individuels étaient en désaccord avec les affirmations de la Russie selon lesquelles ses mesures intérieures, comme l'abattage au fusil de sangliers, étaient efficaces. L'avis scientifique le plus récent de l'EFSA concernant la PPA confirme la position de l'UE et recommande une chasse ciblée, visant prioritairement les femelles adultes et s'approchant de l'âge adulte. Il est intéressant de noter que dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, la Russie semble modifier sa position et reconnaître la valeur de l'approche de l'EFSA.

D. Certaines mesures concernant les porcins domestiques

17. En vertu des règles de l'UE, il n'est pas possible que la viande de porcins abattus par de petits agriculteurs artisanaux *dans leurs propres installations* soit mise sur le marché de l'UE ou

exportée vers des pays tiers. Cette viande ne peut être certifiée par les services vétérinaires pour aucun type d'expédition ou de consommation autre que la consommation domestique directe/immédiate (Règlement 853/2004).

18. Du point de vue zoosanitaire, il n'y a aucune raison pour que les *abattoirs* agréés aux fins d'exportation ne puissent pas abattre des animaux qui sont conformes aux règles de l'UE, y compris lorsque les animaux proviennent de fermes artisanales situées dans des zones non soumises à des restrictions. Cela est conforme à l'idée, soulignée par le Dr Brückner, selon laquelle, pour dire les choses simplement, "exempt signifie exempt". Par conséquent, en principe, tout établissement situé dans une zone exempte devrait pouvoir faire librement le commerce de ses animaux vivants ou produits du porc, quel que soit l'endroit où ces animaux sont gardés. Toutefois, il y a dans la pratique de nombreuses exceptions à ce concept.

19. La législation de l'UE sur les règles relatives à la sécurité sanitaire et à l'hygiène des produits alimentaires applicables à la viande de porc (Règlement 852/2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires, Règlement 853/2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale et Règlement 854/2004 fixant les règles spécifiques d'organisation des contrôles officiels concernant les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine) garantit l'application d'exigences de base communes en matière d'hygiène d'un bout à l'autre de la chaîne alimentaire, à commencer par la production primaire. Ces règles s'appliquent à tout exploitant du secteur alimentaire, comme un abattoir, que cet exploitant en particulier ait ou non été autorisé à exporter vers la Russie ou ailleurs.

20. On ne doit d'aucune manière interpréter la libre circulation des marchandises dans l'UE comme signifiant qu'il y a une absence de contrôles en ce qui concerne le commerce intra-UE des produits en cause. S'agissant du *commerce des produits en cause* entre les États à l'intérieur de l'UE, la Directive 64/432 contient une série de mesures harmonisées relatives aux problèmes de police sanitaire en matière d'échanges intra-UE d'animaux d'espèce porcine, tandis que le commerce intra-UE du sperme de porcins est réglementé par la Directive 90/429. La Directive 64/432 fait référence aux règles énoncées dans la législation cadre (Directive 90/425 relative aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables dans les échanges intra-UE de certains animaux vivants et produits dans la perspective de la réalisation du marché intérieur), en particulier en ce qui concerne les contrôles à l'origine, l'organisation et le suivi des contrôles devant être effectués par le pays de destination, et les mesures de sauvegarde devant être mises en œuvre.

III. ALLÉGATIONS

A. Allégations concernant l'harmonisation

21. Comme nous l'avons déjà expliqué dans nos communications précédentes, l'UE n'est pas tenue de démontrer que ses mesures de lutte sont conformes au Code terrestre de l'OIE – c'est la Russie qui affirme que ses mesures SPS (les "*mesures en cause*") sont en conformité avec le Code terrestre de l'OIE ou sont établies sur la base de celui-ci et tente de tirer avantage de la présomption réfragable énoncée à l'article 3:2. Or, l'UE a prouvé que ses mesures de régionalisation concernant la PPA étaient conformes au Code terrestre de l'OIE.

22. Les mesures russes en cause ne sont pas conformes aux normes de l'OIE pertinentes et ne sont pas établies sur la base de ces normes. En ce qui concerne les *mesures en cause*, le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* réaffirme qu'une mesure qui est en réalité contraire aux normes internationales ne peut pas être considérée comme étant établie sur la base des normes en question.

23. Ce raisonnement est pertinent dans le contexte de la présente affaire, car les mesures russes en cause sont contraires aux normes mêmes qu'elles indiquent respecter. Bien que les normes internationales pertinentes recommandent le commerce en provenance des zones exemptes de PPA s'agissant de plusieurs produits visés, ou le commerce des produits ayant été traités de façon à assurer la destruction du virus de la PPA, la Russie fait exactement le contraire et interdit le commerce en provenance des zones exemptes de PPA de l'UE et les produits transformés en provenance des quatre États membres de l'UE qui sont partiellement affectés.

24. Les normes internationales pertinentes énoncées au chapitre 15.1 en ce qui concerne les produits en cause en provenance de l'UE (assujettis soit uniquement aux interdictions individuelles soit à la fois à l'interdiction à l'échelle de l'UE et aux interdictions individuelles) figurent aux articles 15.1.1. à 15.1.4., 15.1.5., 15.1.8., 15.1.10. et 15.1.12. à 15.1.16. du Code terrestre de l'OIE.

25. La Russie tente d'expliquer sa non-conformité avec les normes de l'OIE en renvoyant pour l'essentiel à l'"incidence des dispositions relatives au séquençage" et à l'"évolution dynamique de la maladie" qui devraient à son avis influencer sur l'interprétation des termes "conforme à" figurant à l'article 3:2 de l'Accord SPS.

26. S'agissant des "dispositions relatives au séquençage", l'UE se conforme aux recommandations de l'OIE concernant la régionalisation figurant aux articles 4.3.2., 4.3.3.1., 4.3.3.5. et 4.3.3.6. du Code terrestre de l'OIE.

27. En ce qui concerne l'"évolution dynamique de la maladie", la Russie soutient essentiellement que la dissémination géographique limitée du virus de la PPA dans les quatre États membres de l'UE devrait aller de pair avec la nécessité permanente de réexaminer les renseignements soumis, qui devraient être actualisés en fonction des renseignements nouveaux. L'UE rappelle qu'en plus d'avoir communiqué dès février 2014 les renseignements qui, ensemble, constituent son plan de sécurité biologique (sauf les mesures à moyen et long termes prévues dans les plans d'éradication), elle a constamment fourni à ses principaux partenaires commerciaux, y compris la Russie, des communications faisant état de l'évolution la plus récente de la PPA, y compris des cartes géographiques en couleur, par fax et par courriels. En outre, des présentations quasi mensuelles faites au Comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux (PAFF) par les États membres de l'UE affectés ont été mis en ligne sur le site Web officiel de la Commission européenne, dans le cadre d'un exercice de transparence qui n'a pas été égalé par beaucoup de pays du monde, et pas par la Russie.

28. Compte tenu de ce qui précède, l'allégation de la Russie concernant la conformité des mesures en cause avec les normes internationales pertinentes au sens de l'article 3:2 devrait être rejetée, étant donné que le Code terrestre de l'OIE recommande le commerce en provenance des zones exemptes de PPA, et non pas l'imposition d'interdictions.

B. Allégations concernant l'évaluation des risques

1. Articles 5:1, 5:2 et 2:2 de l'Accord SPS

29. Les mesures russes ne sont pas "conformes aux" recommandations de l'OIE et ne sont pas établies "sur la base" de celles-ci. L'UE souhaite rappeler qu'un Membre de l'OMC peut aller au-delà des normes pertinentes de l'OIE, pour autant qu'il effectue une évaluation des risques au sens de l'article 5:1 de l'Accord SPS. À ce jour, 20 mois après l'interdiction initiale, la Russie n'a présenté aucune évaluation des risques, et a tenté d'invoquer au lieu de cela une conformité alléguée avec les normes de l'OIE. L'UE a démontré que cette façon de procéder était erronée.

30. L'UE a expliqué que l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Produits agricoles* et le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* confirmaient qu'une violation de l'article 5:1 donnait lieu à une présomption d'incompatibilité avec l'article 2:2 de l'Accord SPS, lorsque les conditions de l'article 5:7 n'étaient pas remplies.

31. Comme il est expliqué dans la déclaration finale faite à la deuxième réunion de fond, les "éléments de preuve" présentés par la Russie ne constituent pas une base scientifique objective pour les mesures en cause. En particulier, la Russie interprète à tort la notion de prévalence de maladies, présente de façon erronée l'avis scientifique de 2015 de l'EFSA concernant la PPA, ainsi qu'une réponse du professeur Penrith, et couronne le tout par la présentation d'une photo d'un sanglier errant dans les rues de Riga, en Lettonie, zone exempte de PPA.

2. Article 5:7 de l'Accord SPS

32. Il est clair que les mesures en cause ne sont pas conformes aux normes de l'OIE et ne sont pas établies sur la base de celles-ci. Il est tout aussi clair que la Russie n'a pas effectué

d'évaluation des risques, n'a pas d'évaluation des risques et n'a pas présenté d'évaluation des risques au Groupe spécial et à l'UE, comme le prescrit l'article 5:1 de l'Accord SPS.

33. La seule et unique disposition de l'Accord SPS qui peut quand même protéger les mesures d'un Membre dans de telles circonstances est l'article 5:7 de l'Accord SPS. Cependant, la Russie ne satisfait à aucune de ses prescriptions:

- les renseignements scientifiques pertinents sont suffisants et ils ont été communiqués par l'UE à la Russie au moyen de bon nombre de lettres, courriels, fax, réunions et inspections;

- les mesures russes n'ont pas été adoptées sur la base des renseignements pertinents disponibles, mais plutôt en *faisant abstraction* de ces renseignements; par exemple, la Russie a tenté de tirer des conclusions de la simple imposition d'interdictions par d'autres Membres de l'OMC, au lieu d'examiner attentivement leurs *preuves scientifiques correspondantes* et au lieu d'observer qu'aucun des nombreux partenaires commerciaux de l'UE ayant permis la poursuite du commerce n'avait subi l'introduction de la PPA;

- la Russie ne s'est pas efforcée d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation *plus objective* du risque, mais elle a plutôt demandé des renseignements qui n'étaient pas nécessaires, comme la preuve de l'absence de PPA en ce qui concerne les États membres de l'UE *historiquement exempts* conformément aux dispositions du Code terrestre de l'OIE; et

- la Russie n'a pas examiné en conséquence ses mesures dans un délai raisonnable; plus le temps passe, plus sa non-conformité avec l'article 5:7 devient évidente et plus son infraction à l'article 5:1 et aux autres dispositions pertinentes de l'Accord SPS devient criante.

34. L'UE convient que le caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes devrait être évalué en fonction du moment où la mesure SPS est adoptée. Cependant, elle appelle l'attention du Groupe spécial sur le fait que, par la suite, le Membre en question a l'obligation de s'efforcer d'obtenir des renseignements additionnels pour procéder à une évaluation plus objective du risque conformément à l'article 5:7.

35. Lorsque le Membre en question demande des renseignements qui ne sont pas nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, y compris le type de renseignements qualifiés par les experts individuels, dans le cadre de la présente procédure, de "moyens disproportionnés" ou de tentative de "brouiller les cartes", il ne peut plus bénéficier de la protection provisoire de l'article 5:7 (voir les lettres de la Russie datées du 5 février et du 12 mars 2014).

36. Selon l'article 5:7 de l'Accord SPS, un Membre importateur n'est pas libéré de toute obligation dans une situation d'urgence. En fait, ce que l'article 5:7 envisage, c'est une *évaluation "moins" objective du risque*, par opposition à une "évaluation plus objective du risque", qui doit déclencher l'examen de sa mesure sanitaire dans un délai raisonnable. Cette évaluation "moins" objective du risque n'est pas imputable à une quelconque subjectivité, mais est liée au fait objectif que les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes pour prendre une décision définitive. Par conséquent, dans une situation d'urgence, le Membre importateur n'est pas obligé d'effectuer une évaluation du risque au sens de l'article 5:1, mais il peut plutôt effectuer une *évaluation "moins" objective du risque* au sens de l'article 5:7.

37. En l'espèce, le problème n'est pas un manque général de connaissances scientifiques au sujet de la maladie ou la question à l'examen. L'UE a fourni des quantités considérables de renseignements au sujet de la situation réelle sur le terrain et de ses mesures de lutte.

38. Les renseignements pertinents disponibles peuvent relever des catégories décrites à l'article 5:2: preuves scientifiques disponibles; procédés et méthodes de production pertinents; méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; *existence de zones exemptes de maladies*; conditions écologiques et environnementales pertinentes; et régimes de quarantaine ou autres. Cependant, en raison des contraintes de temps, le Membre importateur n'a nullement l'obligation de tenir compte de ces facteurs d'une manière semblable à celle prévue à l'article 5:1 de l'Accord SPS.

39. À l'instar du lien qui existe entre les paragraphes 1 et 7 de l'article 5 par le biais du concept d'une évaluation "moins" objective du risque, nous considérons que les paragraphes 6 et 7 de l'article 5 sont liés de la même manière, dans la mesure où chacun éclaire au moins le contexte de l'autre. Par conséquent, si, en fait, un groupe spécial est saisi d'une mesure que le Membre importateur tente de protéger au titre de l'article 5:7, mais que cette mesure est manifestement inutile et disproportionnée, cela serait pertinent pour déterminer si la mesure est ou non en fait établie sur la base de renseignements pertinents ou s'il s'agit plutôt d'une restriction déguisée au commerce international. Par conséquent, elle pourrait étayer la conclusion que la mesure enfreint à la fois l'article 5:7 et l'article 5:6.

40. Par conséquent, l'UE considère que, même dans des situations d'urgence, comme celles qui sont envisagées à l'article 5:7, les mesures prises par le Membre importateur ne devraient pas être disproportionnées par rapport aux risques, en ce sens qu'elles devraient être nécessaires, compte tenu de telles ou telles solutions de rechange disponibles. En tout état de cause, il devrait exister un lien rationnel. Cette analyse peut aussi être étayée par les constatations du Groupe spécial relatives aux allégations en matière de non-discrimination, formulées au titre des articles 2:3 et 5:5.

41. La différence entre le traitement accordé par la Russie à l'Ukraine et au Bélarus et celui qu'elle accorde à l'UE concernant des situations semblables est pertinente dans le contexte de l'article 5:7. En effet, l'UE ne pense pas qu'il y ait un quelconque fondement dans les renseignements pertinents disponibles permettant d'établir une discrimination entre elle et l'Ukraine ou le Bélarus s'agissant des mesures de régionalisation concernant la PPA.

42. En outre, l'UE considère que le niveau approprié de protection de la Russie ne peut pas être déduit des mesures en cause. Toutefois, à supposer, pour les besoins de l'argumentation, qu'un niveau approprié de protection plutôt élevé puisse être déduit des interdictions en question, alors la Russie maintient des niveaux appropriés de protection différents dans des situations *comparables*, car son niveau approprié de protection est manifestement plutôt faible s'agissant de la PPA en Russie selon les éléments de preuve versés au dossier.

43. Il ressort clairement de ce qui précède que la Russie ne peut pas protéger provisoirement ses mesures au titre de l'article 5:7 de l'Accord SPS.

C. Allégations concernant la régionalisation

1. Les zones de confinement ne sont pas la seule forme de régionalisation concernant la PPA selon le Code terrestre de l'OIE

44. L'UE n'a pas établi de zones de confinement ni de compartiments au sens du chapitre 4.3 du Code terrestre de l'OIE.

45. L'UE a séparé les zones considérées comme infectées par le virus de la PPA et les zones exemptes de PPA. L'établissement de *zones de confinement* au sens de l'article 4.3.3.3. du Code terrestre de l'OIE n'est pas le seul outil possible pour l'application de la régionalisation, mais seulement une option possible. Si l'établissement de zones de confinement était la seule possibilité au titre du Code de l'OIE, dans la pratique, cela équivaldrait à une quasi-impossibilité de lutter efficacement contre des maladies comme la fièvre catarrhale du mouton en ayant recours à la régionalisation.

46. La Russie elle-même a accepté une régionalisation ordinaire dans le cas de l'apparition de la peste porcine classique (PPC) en Lettonie en décembre 2013. L'UE rappelle que, à la différence du chapitre sur la PPA, qui ne contient aucune mention expresse des zones de confinement, le chapitre sur la PPC y fait référence, à l'article 15.2.5., intitulé "Délimitation d'une zone de confinement à l'intérieur d'un pays ou d'une zone indemne de peste porcine classique". L'UE n'a pas établi de zones de confinement à la suite des cas de PPA apparus chez les sangliers en Lettonie pendant la période novembre 2013-janvier 2014. Au lieu de cela, elle a utilisé un concept de régionalisation ordinaire, qui n'a pas empêché la Russie de lever une interdiction antérieure concernant l'ensemble du territoire de la Lettonie, le 16 décembre 2013.

47. Après avoir reçu les réponses des experts individuels et de l'OIE aux questions du Groupe spécial, la Russie a finalement concédé que les zones de confinement n'étaient pas la seule forme de régionalisation qui pouvait être établie dans le cas de la PPA par un pays exportateur conformément au Code terrestre de l'OIE.

48. Dans le Code terrestre de l'OIE, le concept de zonage est large. Il inclut les zones de protection et de confinement, mais il n'est pas limité à ces deux possibilités. Il inclut aussi, par exemple, les zones infectées, les zones qui sont exemptes de maladies avec ou sans vaccination, les zones qui sont officiellement reconnues par l'OIE s'agissant de certaines maladies et les zones saisonnièrement exemptes en ce qui concerne d'autres maladies. Diverses applications du concept de zonage figurent dans les chapitres consacrés à une maladie spécifique, selon ce qui est approprié en fonction de l'épidémiologie de chaque maladie.

49. L'un des thèmes récurrents dans les communications de la Russie est ce qu'il est convenu d'appeler l'"absence d'interdiction prescrite, c'est-à-dire de restrictions sur les mouvements d'animaux et la circulation d'autres marchandises, dans la législation de l'UE". La Russie invoque l'article 4.3.3.3. a) du Code terrestre de l'OIE, attendu que l'UE n'a pas établi de zones de confinement.

50. Or l'UE a pris les mesures appropriées. En règle générale, et en sus des principales mesures de lutte, elle a instauré une interdiction d'expédier des porcins vivants, du sperme, des ovules et des embryons de porcins, des viandes de porc, des préparations de viande de porc, des produits à base de viandes de porc et tout autre produit contenant de la viande de porc ainsi que des lots de sous-produits animaux tirés d'animaux de l'espèce porcine à partir des zones mentionnées en annexe de la Décision 2014/178 puis dans la Décision 2014/709 (c'est-à-dire que l'interdiction d'expédier des porcins vivants s'applique aux zones énumérées dans les parties II, III et IV de l'annexe et les autres interdictions s'appliquent aux zones énumérées dans les parties III et IV de l'annexe).

51. La dérogation à l'interdiction d'expédier des porcins vivants en provenance des zones énumérées dans la partie II de l'annexe, ainsi que la dérogation à l'interdiction d'expédier des lots de porcins vivants destinés à un abattage immédiat en provenance des zones énumérées dans la partie III de l'annexe, et d'expédier des lots de viande de porc, de préparations de viande de porc et de produits de la viande de porc obtenus à partir de ces porcs, sont assujetties à des mesures de sécurité biologique strictes.

52. S'agissant des sous-produits animaux, les États membres de l'UE concernés peuvent autoriser l'expédition de carcasses non transformées de porcins autres que des porcins sauvages et des sous-produits animaux tirés de porcins à partir des zones énumérées dans la partie III de l'annexe vers un établissement de transformation, d'incinération ou de coïncinération situé en dehors des zones énumérées dans la partie III de l'annexe, sous réserve de conditions strictes. La même décision, à son article 10, prévoit aussi une interdiction d'expédier des lots de sous-produits animaux tirés d'animaux de l'espèce porcine à partir des zones mentionnées en annexe vers d'autres États membres et des pays tiers.

53. Outre les dispositions susmentionnées de la Décision 2014/709, les plans nationaux d'éradication contiennent aussi de telles prescriptions additionnelles en matière de sécurité biologique. L'UE a donné à titre d'exemples plusieurs dispositions de ce type figurant dans les plans nationaux d'éradication.

54. Il découle de ce qui précède que les mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA sont solides, ce qui nous permet d'avoir une grande confiance dans leur caractère adéquat.

2. *Le Code terrestre de l'OIE ne recommande pas uniquement la compartimentation dans le cas de la PPA*

55. L'interprétation initiale donnée par la Russie partait du principe que les zones de confinement étaient la seule forme de régionalisation concernant la PPA prévue par le Code terrestre de l'OIE. En conséquence du "manquement" de l'UE à l'obligation d'établir des zones de confinement (et, ainsi, le reste du territoire n'étant pas considéré comme exempt de PPA), la Russie a allégué que la seule solution consistait à adopter la *compartimentation*. Les

deux arguments sont liés. Mais cette interprétation est erronée. Si la régionalisation n'est pas limitée aux seules zones de confinement, alors la compartimentation n'est pas du tout nécessaire comme option conséquente, pour autant que la régionalisation concernant la PPA soit correctement effectuée par l'UE.

56. Comme le Dr Alejandro Thiermann l'a dit pendant la réunion avec les experts, "l'établissement d'un compartiment n'est vraiment pas l'approche à adopter pour une maladie comme la fièvre porcine africaine". Ce même expert a expliqué qu'il n'avait connaissance que d'un seul cas de compartimentation, s'agissant d'une autre maladie (fièvre aphteuse).

57. Comme dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, l'interprétation erronée du Code terrestre de l'OIE donnée par la Russie tente d'identifier une "condition d'entrée" selon laquelle un Membre importateur a un choix discrétionnaire pour ce qui est des mesures de lutte. L'Organe d'appel a confirmé qu'une interprétation correcte du Code terrestre de l'OIE ne signifiait pas que le pays importateur pouvait imposer au Membre exportateur la compartimentation au lieu de la régionalisation.

3. *La Russie enfreint l'article 6:1 de l'Accord SPS en ne tenant pas compte du statut similaire de certaines zones dans l'UE et en Russie et en n'adaptant pas ses mesures à la situation dans l'UE concernant la PPA*

58. L'article 6 de l'Accord SPS traite de l'adaptation aux conditions régionales, y compris les zones exemptes de maladies. L'adaptation aux conditions régionales est un facteur qui devrait être pris en compte aux fins de la conformité avec les normes internationales au sens de l'article 3:2 de l'Accord SPS, pour autant que les normes internationales pertinentes recommandent la régionalisation.

59. En outre, si un Membre ne se conforme pas aux normes internationales ou n'établit pas ses mesures sur la base des normes internationales, il a la possibilité d'effectuer une évaluation des risques, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, au sens de l'article 5:1. Pour effectuer une telle évaluation des risques, l'un des facteurs pertinents mentionnés à l'article 5:2 est l'existence de zones exemptes de maladies. Même dans des situations d'urgence du genre de celles qui sont envisagées à l'article 5:7, le Membre importateur devrait tenir compte de la même catégorie de données que celles mentionnées à l'article 5:2, mais dans une mesure différente.

60. Le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux* indique que "si [...] une région particulière du territoire d'un Membre importateur a un statut SPS similaire à celui de la région d'origine d'un produit (par exemple le même degré de prévalence pour une maladie donnée), ce Membre peut être tenu d'adapter sa mesure en assouplissant les restrictions à l'importation dans cette région". Les experts individuels ont aussi reconnu l'importance de cette adaptation.

61. En outre, dans les circonstances de la présente affaire, l'UE a cru comprendre qu'il y avait des régions en Russie où on ne trouve pas de sangliers. Dans la mesure où on ne trouve pas non plus de porcins domestiques dans ces régions, l'introduction des produits en cause ne présenterait pas de risques sanitaires liés à la PPA et l'importation à destination des consommateurs de ces régions devrait être autorisée. Comme il n'y a pas de frontières intérieures en Russie, une solution pourrait consister à ce que les produits en cause (en particulier les produits bruts) soient importés sous surveillance douanière. Cela pourrait garantir que ces produits bruts parviennent aux établissements de transformation qui pourraient en avoir besoin, sans aucun risque qu'ils soient disséminés comme produits bruts dans d'autres parties de la Russie.

4. *La Russie ne reconnaît pas le concept de zones exemptes de maladies s'agissant des mesures de régionalisation concernant la PPA appliquées dans l'UE, ce qui est contraire à l'article 6:2 de l'Accord SPS*

62. Dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, l'Organe d'appel a décrit la relation qui existe entre les trois paragraphes de l'article 6 et, en particulier, entre les paragraphes 1 et 2. Par conséquent, la reconnaissance du concept de zones exemptes de maladies au titre de l'article 6:2 ne devrait pas être interprétée en termes abstraits, mais tel qu'il est pris en compte dans la mesure en cause.

63. La Russie a consacré une bonne partie de sa première communication écrite à expliquer que sa législation "reconn[aissait] le concept de zones exemptes de maladies dans l'abstrait, conformément à l'article 6:2 de l'Accord SPS". Elle soutient que le présent différend peut être distingué du différend *Inde – Produits agricoles* en raison de la reconnaissance explicite de la régionalisation dans sa législation. Elle note de plus que le Mémorandum de 2006 et les certificats bilatéraux utilisés *avant* l'apparition des cas et des foyers de PPA dans les quatre États membres de l'UE récemment affectés démontrent aussi qu'elle reconnaît la régionalisation.

64. Si l'on compare l'interprétation de la notion de "reconnaissance" donnée par la Russie avec les indications récentes de l'Organe d'appel, il est évident que la Russie manque en réalité à ses obligations au titre de l'article 6 de l'Accord SPS. En effet, ce qui importe pour la présente analyse n'est pas la reconnaissance abstraite, *distincte et antérieure* du concept de zones exemptes de maladies dans la législation russe, mais la reconnaissance de ce concept *par et à l'adoption de la mesure SPS même* qui doit être adaptée aux caractéristiques SPS des régions pertinentes.

65. Dans le même ordre d'idées, l'UE souscrit à la constatation du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* et à l'affirmation de l'Australie, selon lesquelles pour qu'une mesure soit conforme à l'article 6:2, elle doit au moins ne pas refuser ni contredire la reconnaissance de ces zones.

66. Or la Russie a appliqué le même raisonnement que celui qui est applicable à sa reconnaissance abstraite de zones exemptes de maladies dans sa législation à la reconnaissance de ces zones dans les certificats vétérinaires pertinents, en expliquant comment elle avait choisi de "respecter provisoirement les conditions de ces certificats vétérinaires".

67. Au lieu de respecter "provisoirement" les conditions des certificats vétérinaires, la Russie avait l'obligation, conformément à l'article 6:1 de l'Accord SPS, d'*adapter* ses mesures aux caractéristiques sanitaires de la région d'origine et de destination des produits en cause. La mesure qualifiée par la Russie de "respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires" est en fait la mesure identifiée par l'UE comme étant l'interdiction à l'échelle de l'UE.

68. La Russie affirme à tort que, "s'agissant des quatre pays infectés par la PPA, les États membres de l'UE ont notifié à l'OIE que le foyer de PPA affect[ait] l'ensemble du territoire". En fait, la Russie devrait fort bien savoir, en tant qu'utilisateur du système WAHIS de l'OIE que, lors de la première apparition d'une maladie dans un pays reconnu jusqu'alors exempt, même s'il n'y a qu'un seul cas isolé, la notification devrait porter sur l'ensemble du territoire de ce pays, comme l'a confirmé l'OIE elle-même dans un document intitulé Procédure de notification.

69. La Russie n'a pas tenu compte de facteurs du type de ceux qui sont mentionnés de façon non exhaustive à l'article 6:1 et 6:2 de l'Accord SPS afin de *reconnaître* le concept de zones exemptes de maladies en ce qui concerne la PPA dans l'UE et d'*adapter* ses mesures en conséquence. En particulier, elle n'a pas tenu compte de facteurs tels que la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique et l'efficacité des contrôles sanitaires.

70. Les facteurs mentionnés à l'article 6:2 de l'Accord SPS sont énoncés à l'article 9 2) de la Directive 2002/60.

71. S'agissant de la géographie, aux termes de l'article 4.3.3.1. du Code terrestre de l'OIE, "l'étendue d'une zone, ainsi que ses limites géographiques, doit être fixée par l'Autorité vétérinaire sur la base de frontières naturelles, artificielles ou juridiques et être rendue publique par des canaux officiels".

72. L'UE rappelle qu'elle a expliqué à la Russie que les distances entre les limites des zones dans lesquelles des restrictions s'appliquaient et les endroits où des sangliers infectés avaient été trouvés étaient plusieurs fois plus étendues que la distance que ces animaux étaient censés pouvoir parcourir, selon l'avis scientifique de 2010 de l'EFSA concernant la PPA, qui a été communiqué à la Russie en tant qu'annexe à la lettre du 7 février 2014. En outre, dans la lettre du 13 juin 2014, l'UE a expliqué de plus que, outre la distance par rapport aux cas de maladies, d'autres facteurs étaient pris en compte. Plusieurs des nombreux fax et communications envoyés aux principaux partenaires commerciaux de l'UE, y compris la Russie, contenaient des cartes géographiques pertinentes. De même, des renseignements détaillés sur la mise en œuvre des

mesures de régionalisation concernant la PPA ont été fournis par les États membres de l'UE au Comité PAFF.

73. En mars 2015, la Commission européenne a fourni à la Russie des exemplaires des plans d'éradication de la Lituanie et de la Pologne suivis, en avril 2015, des plans d'éradication de l'Estonie et de la Lettonie, tous faisant référence à la délimitation des zones infectées. La Russie a aussi reçu un document indiquant en détail les régions administratives de la Pologne, faisant partie du plan d'urgence polonais annexé à la lettre du 21 mai 2014.

74. En ce qui concerne les écosystèmes, il est pertinent de vérifier la capacité d'un biotope ou d'un habitat de maintenir une population vulnérable et le degré de concentration/dispersion. Il s'agit d'un facteur pertinent en l'espèce, en raison de la présence de sangliers. En outre, l'intervention humaine dans l'écosystème, en particulier par des pratiques de gestion comme la chasse et l'alimentation des sangliers, est essentielle pour comprendre comment l'écosystème a été considéré par l'UE lorsqu'elle a appliqué la régionalisation et demandé le statut de zone exempte de maladies. Les États membres de l'UE ont régulièrement décrit les mesures applicables dans les exposés qu'ils ont présentés au Comité PAFF et mis à la disposition du public.

75. L'intensité et l'efficacité de la surveillance épidémiologique effectuée par l'UE auraient dû être un élément clé dans l'analyse par la Russie des mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA. La combinaison d'une surveillance active et d'une surveillance passive, une attention particulière étant portée aux zones à risque situées relativement près des cas de maladie déjà identifiés, donne la ferme assurance que les limites des zones exemptes de PPA et des zones considérées comme affectées sont bien marquées.

76. La Russie allègue que l'UE n'a pas renforcé adéquatement la surveillance après l'apparition des foyers de PPA, en s'appuyant sur un rapport d'inspection antérieur réalisé par la Commission européenne en Lituanie en avril 2014. L'UE a expliqué en détail comment la Lituanie avait pris en compte l'inspection effectuée par l'OAV, y compris comme il est indiqué dans le plan d'éradication.

77. Au cours de la réunion avec les experts, le Dr Alejandro Thiermann a expliqué, dans le contexte de la chasse au sanglier, que le système de surveillance de l'UE était l'un des meilleurs du monde. La communication d'informations sous-évaluées est beaucoup moins susceptible de se produire dans l'UE que dans d'autres régions du monde.

78. L'efficacité des contrôles sanitaires a été démontrée à plusieurs reprises à différents niveaux. Les mesures de lutte contre la maladie, qui ont été mises en place après l'apparition des quelques foyers signalés, prouvent que les plans d'urgence et les mesures de lutte appliqués dans les exploitations sont très efficaces, car aucun autre foyer n'a été signalé comme foyer secondaire en Lituanie et en Lettonie depuis septembre 2014 étant donné que tous les foyers ont été correctement éradiqués.

79. En outre, les contrôles sanitaires aux frontières extérieures, lors desquels des produits du porc infectés en provenance du Bélarus ont été saisis, ainsi que les campagnes de sensibilisation, ont minimisé le risque d'introduction de la PPA par cette voie.

80. La liste des facteurs énoncés à l'article 6:2 est non exhaustive. Un facteur pertinent similaire peut être l'épidémiologie de la maladie, qui est liée aux caractéristiques de l'agent pathogène et des espèces hôtes. Il importe de noter qu'il n'y a aucune preuve de l'intervention de tiques molles (*Ornithodoros sp.*) dans l'épidémiologie de la maladie dans les quatre États membres de l'UE récemment affectés. En outre, l'existence d'une seule espèce hôte (porcins) rend l'épidémiologie plus simple que pour d'autres maladies affectant les porcins et les ruminants (comme la fièvre aphteuse).

81. La Russie soutient que l'UE n'a pas pris de mesures énergiques pour éliminer la production artisanale dans les quatre États membres de l'UE infectés par la PPA. L'UE ne pense pas que l'élimination totale de la production artisanale soit nécessaire. Même avant que la PPA n'atteigne l'UE, dès 2013, elle avait pris des mesures pour réduire la production artisanale qui se faisait dans des conditions de faible sécurité biologique, dans certaines zones à risque, en particulier la Décision 2013/498.

82. Compte tenu de ce qui précède, une évaluation objective des facteurs tels que la géographie, les écosystèmes, la surveillance épidémiologique, l'efficacité des contrôles sanitaires et l'épidémiologie de la PPA aurait dû facilement conduire la Russie à conclure au caractère approprié des mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA. En ne tenant pas compte de ces facteurs, la Russie n'a pas déterminé de zones exemptes de maladies sur la base des facteurs mentionnés et a manqué à ses obligations au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS.

83. La situation en l'espèce est en fait semblable à celle examinée dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, et l'UE demande au Groupe spécial de constater que la Russie ne reconnaît pas le concept de zones exemptes de maladies en ce qui concerne la PPA dans l'UE. Par conséquent, la Russie n'adapte pas non plus ses mesures aux caractéristiques sanitaires des régions d'origine et de destination des produits en cause au sens de l'article 6:1 de l'Accord SPS.

5. *L'UE a produit toutes les preuves nécessaires conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS*

84. L'UE a expliqué que la date pertinente aux fins de la procédure de l'OMC était la date d'établissement du groupe spécial. À l'exception de certaines situations relevant de l'Accord SMC, c'est la pratique qu'ont suivie les groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel. Or cela ne signifie pas que les faits nouveaux ultérieurs ne sont pas pertinents. Les faits nouveaux ultérieurs peuvent être pertinents dans la mesure où ils confirment les faits et les preuves tels qu'ils existaient à la date d'établissement du groupe spécial, et ils devraient être limités aux cas où la régularité de la procédure est respectée et les parties ont la possibilité d'examiner adéquatement ces preuves. Pour procéder à "une évaluation objective de la question dont il est saisi", au sens de l'article 11 du Mémoire d'accord, un groupe spécial ne peut pas choisir arbitrairement une date butoir. En choisissant une date arbitraire, un groupe spécial ne peut pas contribuer à "arriver à une solution positive du différend" conformément à l'article 3:7 du Mémoire d'accord.

85. L'UE estime qu'à aucun moment, y compris après la date d'établissement du groupe spécial, la Russie n'a adapté les mesures en cause aux conditions sanitaires des pays exportateur et importateur, comme le prescrit l'article 6:1 de l'Accord SPS. Plus de 20 mois après l'adoption des mesures en cause, la Russie n'a procédé à aucune évaluation des risques, qu'elle soit plus ou moins objective.

86. L'UE a fourni les preuves nécessaires aux autorités russes afin de démontrer que les zones exemptes de PPA étaient exemptes, et resteraient vraisemblablement exemptes, de cette maladie. Pendant la réunion avec les experts individuels, le Dr Gideon Brückner a expliqué qu'une zone exempte devrait toujours être évaluée en tenant compte de son statut à ce moment-là.

87. Les mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA sont conçues de façon à garantir à nos partenaires commerciaux, y compris la Russie, qu'à *tout moment*, les produits en cause proviennent d'une zone exempte de PPA, conformément aux prescriptions de l'article 6:3 de l'Accord SPS. La condition relative à l'adaptation figurant à l'article 6:1 est une obligation permanente, et les Membres importateurs devraient en tenir compte. Toutefois, un Membre importateur ne peut pas retarder indûment la procédure de reconnaissance de la régionalisation sous prétexte de confirmer et d'actualiser les renseignements.

88. L'UE a communiqué en temps opportun à la Russie des renseignements auxquels on pouvait rationnellement et raisonnablement s'attendre compte tenu des circonstances. Toutefois, la Russie est revenue avec des demandes de renseignements qualifiées par les experts de "*moyens disproportionnés*" et de possible tentative de "*brouiller les cartes*". Elle exigeait un niveau de détails sans précédent, qui est clairement déraisonnable (par exemple les lettres du 5 février et du 12 mars 2014).

89. L'UE a expliqué qu'il y avait deux niveaux de mesures de l'UE concernant la PPA: la législation générale sur la PPA (Directive 2002/60) et les mesures spécifiques délimitant différentes parties en fonction des différents niveaux de risque (Décisions 2014/178 et 2014/709). La Russie a allégué que des plans d'éradication étaient nécessaires pour lui permettre d'établir une conclusion sur les mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA.

90. L'UE a en outre clarifié que les plans d'éradication étaient des documents stratégiques à moyen et long termes et que des mesures immédiates étaient déjà en place, conformément aux prescriptions de l'article 15 de la Directive 2002/60. Les plans nationaux d'éradication n'étaient pas nécessaires pour que la Russie puisse effectuer son évaluation des risques, bien qu'ils puissent être pris en compte lorsqu'ils sont disponibles. Cela signifie que lorsque les plans d'éradication sont disponibles, un pays importateur peut modifier son évaluation des risques à la lumière de la condition relative à l'adaptation prévue à l'article 6:1 de l'Accord SPS.

91. L'UE présente plusieurs types de preuves à l'appui de la mise en œuvre des mesures exigées par la Directive 2002/60 dans les quatre États membres de l'UE partiellement affectés à la suite des premiers cas de PPA apparus chez les sangliers et des résultats de l'évaluation de leur efficacité:

- communications rapides présentées par les États membres de l'UE affectés aux autres États membres de l'UE et aux principaux partenaires commerciaux, y compris la Russie, contenant souvent des cartes géographiques pertinentes;

- mises à jour détaillées sur la situation concernant la PPA dans le cadre du Comité permanent chargé de la réglementation des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux (PAFF), ce qui offre la possibilité d'un examen collégial effectué par les autres États membres de l'UE (quasiment sur une base mensuelle et mis à la disposition du public);

- inspections transparentes régulièrement effectuées par l'Office alimentaire et vétérinaire de la Commission européenne (OAV);

- possibilité prévue par les Traités de l'UE pour la Commission européenne d'engager des procédures d'infraction contre les États membres de l'UE qui manquent à leurs obligations en vertu de la législation de l'UE.

D. Allégations concernant la gestion des risques

92. L'article 2:2 est une disposition plus générale, et les paragraphes 1, 2 et 6 de l'article 5 sont des dispositions plus spécifiques. Cette interprétation est confirmée par des groupes spéciaux antérieurs s'agissant du lien qui existe entre les articles 2:2 et 5:6. Il s'ensuit qu'une constatation de violation de l'article 5:6 en ce qui concerne la gestion des risques entraînera en conséquence une violation de l'article 2:2 de l'Accord SPS, plus précisément pour ce qui est de la prescription concernant la nécessité.

93. Lorsqu'une norme internationale pertinente prévoit d'autres prescriptions possibles – "pays, zone ou compartiment exempt de PPA", un Membre importateur doit accepter des produits qui satisfont à une ou plusieurs des autres prescriptions possibles identifiées afin de se "conformer à" la norme internationale, sur la base de critères objectifs du type de ceux qui sont décrits dans la seconde phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS. Contrairement à ce que la Russie semble penser, un pays ne peut pas choisir des zones ou des compartiments exempts de PPA en fonction de son niveau approprié de protection. Les trois éléments décrits dans les normes internationales "pays, zone ou compartiment exempt de PPA" sont liés aux caractéristiques objectives de la situation concernant la PPA et non au choix subjectif des Membres importateurs.

94. Les solutions de rechange raisonnablement applicables sont la conformité avec les normes pertinentes de l'OIE. Par conséquent, au lieu d'une interdiction à l'échelle de l'UE et de quatre interdictions individuelles visant des États membres de l'UE, la Russie devrait permettre le commerce des produits en cause en provenance de l'UE.

Produits en cause en provenance de l'UE	Norme internationale pertinente
porcins vivants, matériel génétique de porcins	15.1.1. à 15.1.4.; 15.1.5.; 15.1.8., 15.1.10.
produits finaux contenant du porc	15.1.1. à 15.1.4.; 15.1.12.; 15.1.14.; 15.1.15.
viande de sanglier	15.1.1. à 15.1.4., 15.1.13., 15.1.14.
porc	15.1.1. à 15.1.4.; 15.1.12.
produits du porc crus	15.1.1. à 15.1.4.; 15.1.12.; 15.1.14.
soies	15.1.1. à 15.1.4.; 15.1.16.
aliments et additifs alimentaires pour les porcs	15.1.1. à 15.1.4.; 15.1.14.; 15.1.15.
trophées de chasse n'ayant pas subi de traitement taxidermique complet	15.1.1. à 15.1.4.; 15.1.14.

95. Le Groupe spécial *Inde – Produits agricoles* a considéré que le Code terrestre de l'OIE prévoyait un niveau optimum de sécurité biologique, grâce auquel la sécurité des échanges pouvait être facilitée afin de prévenir l'introduction de l'IA dans un pays importateur. De même, le Code terrestre de l'OIE prévoit aussi un niveau de sécurité sanitaire grâce auquel la sécurité des échanges peut être facilitée afin de prévenir l'infection par le virus de la PPA. L'Organe d'appel a ensuite confirmé que le Code de l'OIE, s'il était appliqué correctement, prévoyait des mesures moins restrictives pour le commerce que les interdictions à l'échelle des pays dans ses recommandations par produit.

96. Il découle de ce qui précède que la Russie ne se conforme pas aux prescriptions de l'article 5:6 et de la note de bas de page 3, étant donné que l'UE a démontré que la conformité aux normes de l'OIE et la reconnaissance de la régionalisation constitueraient une mesure de rechange sensiblement moins restrictive pour le commerce.

E. Allégations concernant la discrimination

1. Article 2:3 de l'Accord SPS

97. L'UE rappelle que, dans l'affaire *États-Unis – Animaux*, les autorités compétentes des États-Unis avaient reconnu plus rapidement les mesures de régionalisation appliquées au Brésil et au Chili, tout en étant encore en train d'évaluer une demande présentée par l'Argentine concernant la région de la Patagonie exempte de fièvre aphteuse. Le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux* étaye dans une large mesure les allégations concernant la discrimination formulées par l'UE dans la présente affaire. Dans l'affaire *États-Unis – Animaux*, le Groupe spécial a d'abord constaté que plusieurs aspects des mesures sanitaires mises en place en Patagonie (Argentine) et à Santa Catarina (Brésil) étaient comparables en termes d'efficacité et que les conditions pertinentes en Patagonie, à Santa Catarina et au Chili présentaient effectivement "une ressemblance ou une analogie" et étaient "de même nature ou ordre", et qu'elles étaient donc "similaires" au sens de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

98. Premièrement, l'UE a expliqué comment les mesures en cause établissaient une discrimination entre les produits en cause en provenance de l'UE et les produits similaires originaires de Russie présentant un niveau de risque plutôt plus élevé (ou au moins équivalent). Les conditions pertinentes qui existent à la fois dans les États membres de l'UE affectés et en Russie sont l'existence de la PPA tant sur le territoire russe que sur le territoire de l'UE, parce qu'il s'agissait de la caractéristique pertinente qui déclenchait les prohibitions à l'importation imposées par la Russie.

99. Deuxièmement, s'agissant de l'Ukraine, deux cas de discrimination sont pertinents pour la présente affaire, les deux ayant eu lieu avant la date d'établissement du Groupe spécial. Le premier cas s'est produit en 2012, quand la Russie n'a appliqué aucune interdiction visant les produits ukrainiens à la suite de l'apparition d'un cas de PPA dans la région de Zaporozhye. Le deuxième cas de discrimination s'est produit au début de 2014 concernant la région de Lugansk. Curieusement, dans sa première communication écrite, la Russie présente une lettre envoyée aux autorités ukrainiennes le 30 janvier 2014, dans laquelle elle demandait, entre autres choses, des renseignements sur les mesures et propositions de régionalisation après que la décision sur la régionalisation avait déjà été prise!

100. Troisièmement, en ce qui concerne le Bélarus, bien qu'aux fins de la première phrase de l'article 2:3, la discrimination devrait avoir lieu entre les Membres de l'OMC, l'UE partage l'avis des États-Unis selon lequel le concept de restriction déguisée au commerce international énoncé dans

la seconde phrase de l'article 2:3 ne présente pas de limitation de ce type. Dans la pratique, cela signifie que des facteurs similaires devraient être pris en compte par le Groupe spécial dans son analyse du traitement accordé par la Russie aux produits du Bélarus et des conditions de la discrimination entre des Membres de l'OMC. Dans le contexte du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994, au libellé similaire, l'Organe d'appel a pris en compte son analyse concernant la "discrimination arbitraire et injustifiable" pour établir ses conclusions sur la "restriction déguisée au commerce international".

101. Par conséquent, la Russie enfreint les dispositions de l'article 2:3 de l'Accord SPS.

2. Article 5:5 de l'Accord SPS

102. L'UE note que les explications données par la Russie en ce qui concerne les "objets infectés" non notifiés à l'OIE semblent contradictoires. La Russie cite sa législation qui définit les "objets infectés" comme étant, entre autres choses, les usines, les moyens de transport et les réfrigérateurs, mais elle allègue avoir notifié à l'OIE tous les foyers et les cas, y compris ces objets infectés. Or les foyers et les cas font référence aux animaux infectés par un agent pathogène, alors que les usines, moyens de transport et réfrigérateurs ne sont pas des animaux.

103. Une déclaration récente d'un représentant de l'industrie russe confirme que la PPA s'est disséminée à partir de certains districts municipaux de la région de Voronezh vers d'autres districts, en dépit du fait que les autorités russes compétentes avaient pris des mesures concernant ces foyers de PPA et en dépit du fait que l'exploitation mentionnée avait été considérée comme présentant le plus haut niveau de sécurité selon les normes russes relatives à la sécurité biologique.

104. La situation en Russie est plus préoccupante, car ce ne sont pas les sangliers qui sont le principal facteur de dissémination de la PPA, mais plutôt les porcins domestiques, auxquels on peut lier un plus grand nombre d'erreurs humaines et de mesures d'application peu rigoureuses. La Russie n'a pas non plus de plan d'urgence concernant la PPA.

105. Tous les renseignements qui précèdent doivent être examinés et évalués dans le contexte de la dissémination géographique très importante – et relativement rapide – à des milliers de kilomètres des foyers initiaux de PPA.

106. Le niveau approprié de protection de la Russie ne peut pas découler des mesures en cause, car ces mesures ne contiennent pas d'éléments non protectionnistes. Le Groupe spécial peut établir le niveau approprié de protection de la Russie sur la base du niveau de protection exprimé dans les mesures SPS nationales *effectivement appliquées*. Compte tenu de ce qui précède, comme la législation russe sur la PPA n'est pas dûment appliquée et respectée, il faut manifestement en conclure que le niveau approprié de protection de la Russie *effectivement appliqué* est assez faible.

107. En tout état de cause, même si le Groupe spécial constate que l'interdiction à l'échelle de l'UE et les quatre interdictions individuelles dénotent un niveau approprié de protection assez élevé, la Russie enfreint l'article 5:5 de l'Accord SPS, car elle fait des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'elle considère appropriés dans des situations différentes et parce que ces distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. Le niveau approprié de protection est déterminé en fonction de ce que la Russie cherche à protéger sur son territoire. Il n'est pas ou ne devrait pas être déterminé en fonction des différents partenaires commerciaux.

108. Enfin, l'UE rappelle que, contrairement à l'article 2:3, l'article 5:5 de l'Accord SPS ne fait pas mention des "Membres". Aux fins des allégations de l'UE au titre de l'article 5:5, la discrimination en ce qui concerne le Bélarus est également pertinente.

F. Allégations concernant les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation

1. La reconnaissance de la régionalisation entre dans le champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS

109. La Russie considère à tort que les allégations de l'UE au titre de l'Annexe C et de l'article 8 de l'Accord SPS n'entrent pas dans le champ d'application des dispositions mentionnées. Les États-Unis souscrivent aussi à cette affirmation dans leur communication en tant que tierce partie. Or le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* dit clairement que la reconnaissance de la régionalisation entre dans le champ d'application de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS.

110. L'UE a expliqué pourquoi les affirmations de la Russie étaient erronées pour plusieurs raisons. Premièrement, les termes employés à l'article 6:3 de l'Accord SPS, mentionnant des "inspections ... et autres procédures pertinentes" sont très semblables aux termes employés à l'Annexe C et à l'article 8, qui mentionnent aussi les "procédures d'inspection, de contrôle et d'homologation". L'UE ne voit aucune raison pour laquelle un sens différent devrait être donné au type de procédures envisagées par l'article 8 de manière à exclure le type d'inspections et d'autres procédures pertinentes mentionnées à l'article 6:3. Les directives concernant l'article 6 et la note de bas de page 7 de l'Accord SPS étayaient cette interprétation.

111. Deuxièmement, contrairement à la Russie, l'UE ne considère pas que l'acceptation des mesures de régionalisation constitue une "négociation" entre deux Membres différents. Il s'agit plutôt d'un échange objectif de renseignements, et la décision du Membre importateur doit être prise en tenant compte des facteurs objectifs et rationnels du type de ceux énoncés de façon non exhaustive dans la seconde phrase de l'article 6:2 de l'Accord SPS. L'article 6:3 indique clairement que les renseignements nécessaires doivent être fournis afin de *démontrer objectivement* au Membre importateur que les zones exemptes de maladies sont exemptes de maladies et resteront vraisemblablement des zones exemptes de maladies. Cette interprétation est confirmée à l'article 5.3.7 du Code terrestre de l'OIE, qui décrit la séquence d'étapes à suivre pour définir une zone et obtenir sa reconnaissance à des fins commerciales. De même, l'article 4:1 de l'Accord SPS fait aussi mention du Membre exportateur qui *démontre objectivement* au Membre importateur que ses mesures sont appropriées.

112. Il découle de ce qui précède que les allégations de l'UE au titre de l'Annexe C et de l'article 8 relèvent du type de situations envisagées dans ces dispositions juridiques.

2. La Russie a demandé des renseignements qui n'étaient pas nécessaires pour évaluer les mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA, ce qui a entraîné des retards injustifiés

113. La Russie n'a pas réussi à réfuter les éléments *prima facie* présentés par l'UE en ce qui concerne ses allégations au titre de l'Annexe C et de l'article 8.

114. Les retards dans l'application des procédures de contrôle, d'homologation et d'inspection liées à l'interdiction à l'échelle de l'UE et aux interdictions individuelles visant des États membres de l'UE sont clairement imputables à la Russie. Certes, le besoin de renseignements additionnels n'équivaut pas à un retard injustifié, mais la demande répétée de renseignements non nécessaires et non pertinents équivaut à un tel retard. Équivaut également à des retards injustifiés le fait de ne pas réagir pendant de longues périodes, sans communiquer de nouvelles informations en retour sur les principaux points invoqués pour retarder les procédures.

115. L'UE a expliqué en détail et illustré par des exemples clairs le type de renseignements que la Russie avait exigé qu'elle fournisse, d'après les allégations aux fins d'achever ses procédures d'homologation en ce qui concerne les mesures de régionalisation de l'UE. L'UE est heureuse de noter que les experts individuels nommés par le Groupe spécial souscrivent dans une large mesure à son évaluation. Également, l'UE a notifié dans les moindres délais tous les changements survenus dans la situation concernant la PPA dans les États membres de l'UE récemment affectés, comme nous l'avons expliqué en détail dans nos réponses aux questions du Groupe spécial.

116. L'UE a fourni de nombreux éléments de preuve pour étayer ses allégations au titre de l'Annexe C et de l'article 8 de l'Accord SPS. Elle rappelle que le compte rendu approuvé de la

réunion du 7 mars 2014 mentionne que le représentant vétérinaire de l'UE "a répondu à toutes les questions posées par la partie russe". Les demandes de renseignements présentées par la Russie n'étaient pas limitées à ce qui était *nécessaire* pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation soient appropriées, comme l'exige l'Annexe C 1) c) de l'Accord SPS. Au contraire, l'UE a expliqué en détail que les demandes de renseignements présentées par la Russie s'étendaient à de nombreuses questions qui n'étaient pas nécessaires pour l'évaluation des mesures de régionalisation de l'UE.

117. Les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation de la Russie n'ont pas été engagées et achevées *sans retards injustifiés*, comme l'exige l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS. Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* a analysé si les processus d'examen des autorités des États-Unis concernant les demandes de l'Argentine avaient été engagés et achevés sans retard injustifié. Il a conclu que, dans ces circonstances particulières, la plupart des retards accusés dans l'examen de la demande de reconnaissance de la Patagonie comme zone exempte de fièvre aphteuse présentée par l'Argentine étaient injustifiés.

118. Dans la présente affaire, l'UE a fourni des éléments de preuve solides, confirmés par les réponses des experts individuels aux questions du Groupe spécial, selon lesquels le fait que la Russie n'avait pas évalué sa demande de régionalisation avait entraîné des retards qui étaient injustifiés, parce que ces retards étaient "injustifié[s], ou excessif[s] d'une autre manière, disproportionné[s] ou injustifiables".

119. Il est particulièrement important à cet égard de noter que la Russie a demandé à plusieurs reprises des renseignements qui n'étaient pas pertinents pour effectuer une évaluation des risques en l'espèce. Elle est revenue plusieurs fois avec des demandes de renseignements non pertinents, prétendant toujours qu'elle avait besoin de plus de renseignements pour effectuer son évaluation, compte tenu des changements survenus dans la situation concernant la PPA. C'est précisément ce type de comportement dilatoire qui a été condamné par le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*.

120. L'UE se rallie à l'opinion exprimée par le Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, qui a constaté que "ce qui import[ait] c'[était] le point de savoir s'il y [avait] une raison légitime, ou une justification, d'un retard donné, non la longueur d'un retard en tant que telle". Dans les circonstances de la présente affaire, les retards accusés par la Russie dans les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation s'agissant des mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA sont injustifiés, que l'on tienne compte de la date d'établissement du groupe spécial ou d'une date qui tombe 20 mois plus tard.

121. En particulier, il importe de constater que, dès février et mars 2014, la Russie a exigé que l'UE fournisse des renseignements qui n'étaient pas pertinents pour effectuer une évaluation des risques en l'espèce. Dans la lettre du 5 février 2014, la Russie a demandé des renseignements non seulement concernant la Lituanie (le seul État membre de l'UE partiellement affecté à l'époque) mais aussi concernant tous les autres États membres de l'UE s'agissant des chasseurs étrangers, qui étaient entrés dans le pays pour chasser le sanglier pendant la période 2013-2014, ainsi qu'une estimation des entreprises qui étaient agréées pour expédier des produits animaux vers le territoire de l'Union douanière, en fonction du niveau de l'état zoosanitaire. Un mois plus tard, la lettre du 12 mars 2014 contenait la mention, déjà bien connue dans la présente procédure, de l'"absence de toute preuve de l'inexistence de la PPA sur le territoire d'autres États membres de l'UE".

122. La Russie ne peut pas se défendre efficacement en faisant valoir qu'elle avait dû attendre des renseignements devant être fournis par l'UE, qui ont été qualifiés par les experts individuels nommés par le Groupe spécial de "moyens disproportionnés" et de tentative de "brouiller les cartes". Cette période constitue un retard et ce retard est injustifié aux fins de l'article 8 et de l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS.

123. Il est vrai que, à la différence de l'affaire *États-Unis – Animaux*, dans la présente affaire, plusieurs changements ont été apportés à la délimitation des différentes zones. Toutefois, tous ces changements font normalement partie du système de l'UE, qui est conçu de manière à garantir que de nouveaux cas et foyers n'apparaissent pas dans les zones exemptes de PPA. Il est significatif de constater que, depuis août 2014, aucun nouveau cas ou foyer n'est apparu à l'extérieur des zones considérées comme infectées par la PPA. En outre, tous les changements se

sont produits dans une zone géographique limitée et étaient fondés sur les mêmes principes directeurs. Par conséquent, dans les circonstances de la présente affaire, la Russie était en mesure d'effectuer une évaluation des risques et de parvenir à une conclusion s'agissant des mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA.

124. En outre, l'UE rappelle que l'article 5.3.7. du Code terrestre de l'OIE reconnaît l'importance des antécédents commerciaux entre deux pays. Manifestement, l'UE et la Russie ont des antécédents commerciaux de longue date. La Russie aurait dû tenir compte de ses connaissances du système de l'UE, eu égard à la relation commerciale ancienne qu'elle entretient avec l'UE, lorsqu'elle a analysé les mesures de régionalisation de l'UE concernant la PPA. Selon les mots du Dr Alejandro Thiermann, comme cela a été souligné pendant la réunion avec les experts individuels, la *confiance* est un élément important entre des partenaires commerciaux ayant une relation solidement établie.

125. L'UE a aussi expliqué que les procédures concernant les produits en cause en provenance de l'UE avaient été menées d'une manière moins favorable que pour les produits similaires d'origine nationale, ce qui est contraire à l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS. Elle a expliqué en détail, dans la section consacrée aux allégations concernant la discrimination, comment la Russie établissait une discrimination entre les produits en cause en provenance de l'UE et les produits similaires d'origine nationale.

126. Enfin, la Russie n'a pas publié ni communiqué autrement à l'UE la durée normale de la procédure et ne s'est conformée à aucune des autres prescriptions énoncées à l'Annexe C 1) b) de l'Accord SPS.

127. Puisque la Russie n'a pas réfuté les éléments que nous avons présentés *prima facie*, le Groupe spécial devrait constater qu'elle a manqué à ses obligations au titre de l'Annexe C 1) a), b) et c) et de l'article 8 de l'Accord SPS.

G. Allégations concernant la transparence

128. L'UE souligne que, même dans un scénario d'urgence, un Membre importateur n'est pas libéré de toute obligation en ce qui concerne la transparence de ses mesures. Bien au contraire, l'Annexe B 6) contient une série de prescriptions détaillées qui devraient être respectées.

129. La Russie n'a notifié la mesure en cause en ce qui concerne la Lituanie au Secrétariat de l'OMC que plus de deux semaines après son adoption. De même, elle a notifié l'interdiction visant les produits en cause en provenance de la Lettonie seulement le 16 juillet 2014, soit plus de deux semaines après son imposition le 27 juin 2014.

130. La Russie n'est pas non plus en mesure de réfuter les arguments de l'UE concernant l'absence de toute notification, par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC, de l'interdiction à l'échelle de l'UE, tout en reconnaissant son existence, sous la désignation différente de "respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires".

131. Compte tenu de ce qui précède, la Russie n'a pas réfuté les éléments *prima facie* présentés par l'UE en ce qui concerne la violation des dispositions de l'Annexe B 1), 2), 5) et 6) de l'Accord SPS et, par conséquent, de l'article 7 de l'Accord SPS.

IV. CONCLUSIONS ET DEMANDE DE CONSTATATIONS

132. La Russie n'a pas réfuté les éléments *prima facie* présentés par l'UE concernant l'une quelconque des allégations que l'UE a avancées. En outre, elle a considérablement modifié sa position pendant la procédure, eu égard aux réponses des experts individuels et de l'OIE ainsi que du dernier avis scientifique de l'EFSA concernant la PPA. Par conséquent, l'UE demande au Groupe spécial de constater que les mesures de la Russie, indiquées plus haut, sont incompatibles avec les obligations de la Russie énoncées aux articles 2:2, 2:3, 3:1, 3:2, 3:3, 5:1, 5:2, 5:3, 5:4, 5:5, 5:6, 5:7, 6:1, 6:2, 6:3, 7, 8, à l'Annexe B 1), 2), 5) et 6) et à l'Annexe C 1) a), b) et c) de l'Accord SPS.

133. L'UE demande au Groupe spécial de recommander que l'Organe de règlement des différends demande à la Russie de mettre les mesures contestées en conformité avec ses obligations au titre de l'Accord SPS.

ANNEXE B-3**PREMIÈRE PARTIE DU RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES
ARGUMENTS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE****I. CONTEXTE FACTUEL**

1. La PPA est une maladie virale extrêmement contagieuse contre laquelle il est difficile de lutter et qui se dissémine principalement dans les régions où l'on retrouve de fortes concentrations de sangliers et de fermes artisanales où les niveaux de sécurité biologique sont faibles. Une telle combinaison de facteurs létaux est présente dans de nombreux pays de l'Europe de l'Est. Certaines caractéristiques géographiques, dont les couloirs de migration forestiers, semblent indiquer que la PPA peut facilement se disséminer à l'intérieur des régions de l'Union européenne. Bien que la PPA soit extrêmement létale (les taux de mortalité sont proches de 100%), de récentes études scientifiques laissent entendre que le taux de mortalité n'est peut-être pas de 100%. Les animaux qui se rétablissent risquent donc de rester infectés, ce qui augmente le risque de dissémination plus étendue de la PPA.

2. Consciente de la gravité de cette maladie, la Fédération de Russie a mis en œuvre des mesures de lutte et d'éradication de la PPA rigoureuses et exhaustives, grâce principalement aux Instructions concernant la PPA¹, qui énoncent des prescriptions strictes en matière d'établissement de zones de confinement et d'interdiction pour les foyers de PPA dans la Fédération de Russie.² En vertu de la Décision n° 317 de l'Union douanière, la Fédération de Russie applique pareillement les mesures de lutte contre la PPA aux produits importés, en autorisant les importations en provenance de pays infectés par la PPA à condition que le pays ou la région d'exportation ait été exempt de PPA depuis 36 mois, conformément aux principes de régionalisation du Code terrestre de l'OIE.³

3. Suite à l'apparition de foyers de PPA dans des États membres de l'UE, la Fédération de Russie a imposé des restrictions temporaires à l'importation aux États membres de l'UE infectés par la PPA car ni l'Union européenne ni ses États membres infectés n'ont pu démontrer que les zones qu'ils proposaient étaient suffisantes pour lutter contre la PPA et compatibles avec le Code terrestre de l'OIE. Du fait de l'apparition des foyers de PPA, les responsables vétérinaires de l'UE n'ont plus été en mesure de certifier que le territoire de l'Union européenne (à l'exception de la Sardaigne) était exempt de PPA durant les trois années précédentes, alors qu'il s'agissait d'une condition pour l'exportation de porcins vivants et de certains produits du porc comme le prescrivent les certificats vétérinaires⁴ et comme l'Union européenne et la Fédération de Russie en sont convenues dans le Mémorandum de 2004.⁵ De ce fait, l'Union européenne s'est retrouvée dans l'incapacité d'exporter des porcins vivants et des produits du porc vers la Fédération de Russie.

4. La Fédération de Russie a pareillement imposé des restrictions à l'importation en ce qui concerne le Bélarus et l'Ukraine, qui ont connu des foyers de PPA en 2013 et 2014.

¹ Pièce EU-18.

² *Ibid.*

³ Pièce RUS-25.

⁴ Pièces EU-52 à EU-54.

⁵ Pièce EU-60.

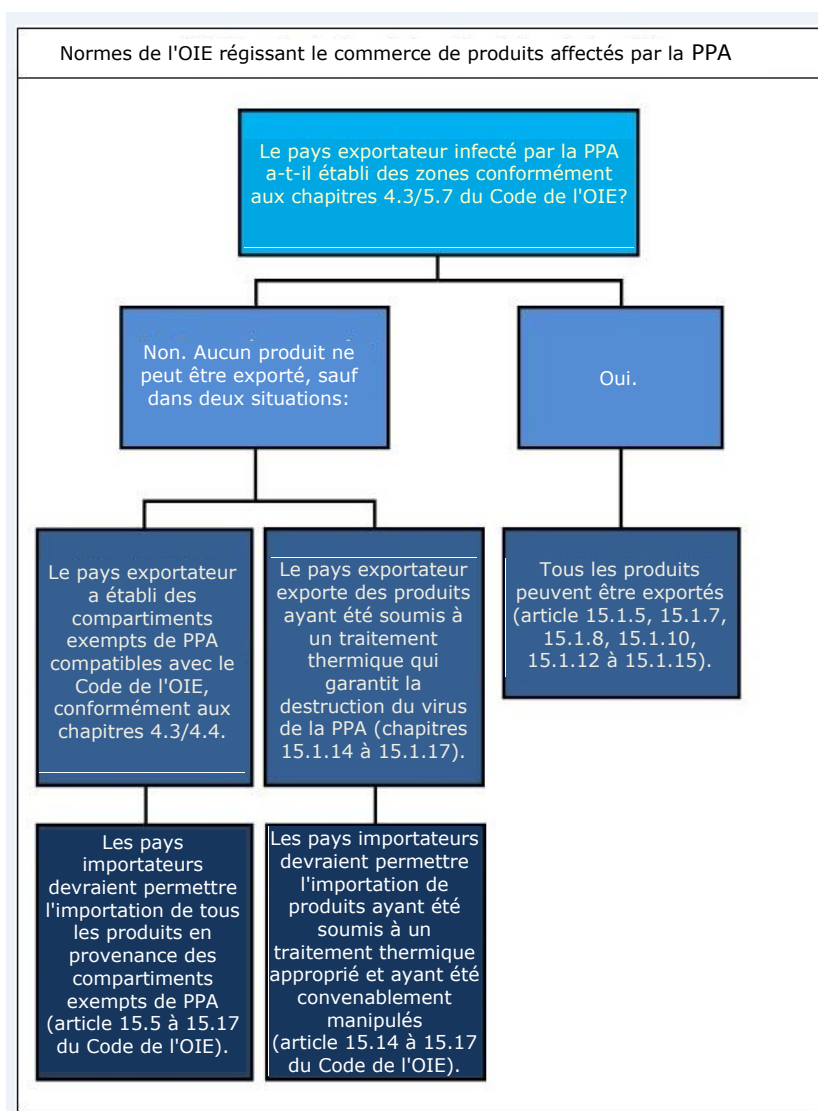
II. ARGUMENTS JURIDIQUES

A. Arguments concernant les restrictions à l'importation imposées aux quatre États membres de l'UE infectés par la PPA: Lituanie, Pologne, Lettonie et Estonie

1. Les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie visant les États membres de l'UE infectés sont conformes à la norme internationale pertinente et compatibles avec l'article 3:2 de l'Accord SPS

5. L'article 3:2 de l'Accord SPS dispose que les mesures SPS qui sont conformes à la norme internationale pertinente seront réputées être nécessaires et présumées être compatibles avec les dispositions pertinentes dudit accord.⁶ La norme internationale pertinente pour les maladies animales est le Code terrestre de l'OIE.

6. Les dispositions les plus pertinentes pour la PPA sont énoncées aux chapitres 4.3, 4.4, 5.3 et 15 du Code terrestre de l'OIE. Comme l'indique le diagramme ci-dessous, la relation entre ces différents articles n'est pas linéaire mais plutôt séquentielle.



⁶ Rapport de l'Organe d'appel CE – Hormones, paragraphe 163.

i. Produits non soumis à un traitement thermique

7. Il découle du diagramme ci-dessus que les dispositions relatives aux produits non soumis à un traitement thermique qui sont énoncées au chapitre 15.1 du Code terrestre de l'OIE ne sont déclenchées que lorsque le pays exportateur s'est résolu à établir des zones conformes aux recommandations de l'OIE et l'a objectivement démontré au pays importateur. Le fait qu'un pays exportateur n'établisse pas de zones et/ou compartiments conformes aux recommandations de l'OIE permet au pays importateur d'appliquer légitimement et judicieusement des restrictions à l'importation des produits non soumis à traitement thermique, à l'échelle du pays.⁷

8. Pour qu'un pays exportateur établisse effectivement une zone conformément au Code terrestre de l'OIE, il doit démontrer au pays importateur qu'il a mis en œuvre les recommandations énoncées à l'article 4.3.3 du Code terrestre de l'OIE, dans lequel sont exposés les "Principes à retenir pour définir et établir une zone ou un compartiment (incluant la notion de zones de protection et de confinement)".⁸ Indépendamment du point de savoir si un pays qualifie ses zones de zones de confinement et/ou de zones de protection, ou allègue s'en tenir à une "régionalisation ordinaire", les pays alléguant avoir établi des zones conformes aux recommandations de l'OIE ne peuvent pas faire abstraction des principes énoncés à l'article 4.3.3 du Code terrestre de l'OIE. En effet, il n'y a rien dans le Code terrestre de l'OIE qui donne à entendre qu'il existe pour les zones "ordinaires" des principes distincts qui diffèrent des principes énoncés pour les zones de confinement et/ou les zones de protection.

9. Les principes de zonage du Code terrestre de l'OIE énoncés à l'article 4.3.3 comprennent: i) le renforcement du contrôle des mouvements; ii) l'identification de la source du foyer de PPA; iii) l'abattage sanitaire; iv) l'absence de nouveaux cas de la maladie dans la zone de confinement sur un minimum de 2 périodes d'incubation (à savoir 30 jours pour la PPA); et v) une surveillance passive renforcée et spécifique. Surtout, les zones doivent prendre en compte l'épidémiologie de la maladie, en particulier la présence et le rôle des espèces sensibles de la faune sauvage.⁹

10. En outre, un pays infecté par la PPA qui voudrait continuer d'exporter devrait, conformément à l'article 5.3.7 du Code terrestre de l'OIE, expliquer au pays importateur les raisons pour lesquelles le secteur peut être traité comme une zone particulière sur le plan épidémiologique aux fins des échanges internationaux. Ce principe est aussi repris et renforcé à l'article 6:3 de l'Accord SPS et dans le Mémoire de 2006.¹⁰

ii. Produits soumis à un traitement thermique

11. Les dispositions pertinentes du Code terrestre de l'OIE relatives aux produits soumis à un traitement thermique sont énoncées aux articles 15.1.14, 15.1.15, 15.1.16 et 15.1.17. Ces dispositions permettent le commerce de produits du porc qui "ont été soumis à un traitement dans un établissement agréé pour l'exportation par l'Autorité vétérinaire afin de garantir la destruction du virus de la peste porcine africaine, et que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la peste porcine africaine".¹¹ Il incombe au pays exportateur de démontrer que "les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la peste porcine africaine".

b. La Fédération de Russie se conforme au Code terrestre de l'OIE

12. La Fédération de Russie souhaite et peut accepter des produits en provenance de pays infectés par la PPA qui respectent des normes de régionalisation, de compartimentation et/ou de traitement thermique conformes aux recommandations de l'OIE. La Décision n° 317 de l'Union douanière dispose que la Fédération de Russie peut et souhaite accepter des produits importés de pays infectés par la PPA qui ont établi des régions conformes aux recommandations de l'OIE. De plus, il ressort du dossier que la Fédération de Russie peut et souhaite accepter les importations en

⁷ Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.261.

⁸ Pièce EU-4, article 4.3.2.

⁹ Pièce EU-4, Article 4.3.2.

¹⁰ Pièce EU-61.

¹¹ Articles 15.1.14, 15.1.15, 15.1.16 et 15.1.17 du Code terrestre de l'OIE. (pas d'italique dans l'original) (pièce EU-3)

provenance de pays/régions infectés par la PPA qui ont établi des compartiments conformes aux recommandations de l'OIE. En outre, la Fédération de Russie autorise l'importation de produits qui ont été correctement soumis à un traitement thermique.

- i. La décision de la Fédération de Russie de ne pas reconnaître la série de zones d'élevage pour les produits n'ayant pas été soumis à un traitement thermique était objectivement justifiée et conforme au Code terrestre de l'OIE*

13. Pour évaluer si la décision de la Fédération de Russie de ne pas reconnaître les zones établies par l'UE était raisonnable au regard du Code terrestre de l'OIE, le Groupe spécial doit déterminer, sur la base de la totalité des éléments de preuve, considérés dans leur contexte temporel, épidémiologique et géographique, si cette décision était "objectivement justifiable". Le Groupe spécial ne peut pas procéder à une évaluation *de novo* des éléments de preuve et doit s'abstenir d'accorder le poids qu'il juge approprié à des faits et éléments de preuve particuliers ou de faire des inférences à partir de ces faits et éléments de preuve. La définition succincte appropriée de ce critère d'examen que le Groupe spécial doit appliquer consiste à déterminer si les décisions de la Fédération de Russie concernant les diverses zones établies par l'UE étaient "objectivement justifiables". Sur la base de ce critère d'examen, la décision de la Fédération de Russie de ne pas reconnaître les zones établies par l'UE est objectivement justifiée.

14. L'efficacité est un principe fondamental des dispositions du Code terrestre de l'OIE relatives au zonage.¹² Or il existe des éléments de preuve non contestés qui démontrent que les zones de confinement établies par l'Union européenne et ses mesures de lutte contre la PPA n'ont pas été efficaces pour contenir l'importante dissémination plus étendue de la PPA.

15. Premièrement, les zones de confinement établies par l'Union européenne se sont révélées inappropriées. Cela peut fort bien être dû à la présence en même temps dans les quatre États membres de l'UE infectés par la PPA d'une forte concentration de sangliers et d'un pourcentage élevé de petites exploitations porcines artisanales à faible niveau de sécurité biologique et où les porcins domestiques peuvent se mêler aux sangliers.¹³ Le Code terrestre de l'OIE rend compte de la nécessité d'adapter les zones à l'épidémiologie de la maladie, compte tenu en particulier du rôle des espèces de la faune sauvage et de la mise en œuvre de mesures de sécurité biologique.¹⁴ Par conséquent, toute zone de confinement effectivement établie devrait prendre en compte non seulement le rôle joué par les sangliers dans la transmission de la PPA et les grandes distances sur lesquelles ils peuvent disséminer la PPA¹⁵, mais également le fait que la PPA est plus contagieuse qu'on ne le croyait auparavant.¹⁶ Compte tenu de cela, la superficie de toute zone de confinement dans les quatre États membres de l'UE infectés par la PPA doit être importante et les mesures de lutte contre la PPA doivent être fermement mises en application. Cependant, tout au long de 2014 et 2015, l'Union européenne n'a cessé d'élargir ses zones de confinement dans ces quatre États membres infectés par la PPA, ce qui semble indiquer que les zones initiales qu'elle a établies n'étaient pas efficaces pour prévenir l'apparition d'autres foyers.¹⁷

16. Deuxièmement, les modifications sans cesse apportées à ces zones de confinement – en raison des nombreux foyers de PPA qui ne cessaient d'apparaître – indiquent que les zones de confinement de l'Union européenne n'ont pas été efficaces pour lutter contre la dissémination de la maladie. En particulier, le Code terrestre de l'OIE dispose qu'une zone ne peut pas être efficacement établie si les foyers ne sont pas "en nombre restreint".¹⁸ Le point de savoir si des foyers sont en nombre restreint dépend du nombre de foyers, de la vitesse de propagation de la maladie et de sa dissémination, et de la région géographique qu'elle a infectée. Les centaines de foyers et de cas enregistrés par l'Union européenne au cours d'une année, qui couvrent un vaste

¹² Pièce EU-4, article 4.3.1.

¹³ Pièce RUS-3, figure 8; et figure 3 de la déclaration liminaire de la Fédération de Russie. Voir aussi la pièce RUS-150; et la figure 4 de la déclaration liminaire de la Fédération de Russie.

¹⁴ Pièce EU-4, article 4.3.2.

¹⁵ Pièces RUS-8; et RUS-149, page 8.

¹⁶ Pièce EU-26, page 18.

¹⁷ Figures 5 à 8 de la déclaration liminaire de la Fédération de Russie.

¹⁸ Pièce EU-4, article 4.3.3.3.

territoire dans les quatre États membres de l'UE, ne peuvent certainement pas être considérées comme "en nombre restreint".¹⁹

17. Troisièmement, le fait que l'Union européenne n'a pas satisfait à la règle dite des "30 jours" énoncée dans le Code terrestre de l'OIE démontre l'inefficacité des mesures de lutte qu'elle a mises en œuvre.²⁰ D'après cette règle, c'est le fait qu'aucun nouveau cas de la maladie n'a été signalé dans une zone de confinement sur un minimum de 2 périodes d'incubation à compter de la date de détection du dernier cas (à savoir 30 jours) qui témoigne de l'efficacité de l'établissement de la zone de confinement.²¹ L'Union européenne n'a pas été en mesure de le démontrer. Par conséquent, l'ensemble du territoire de ces quatre États membres de l'UE infectés peut être considéré comme infecté par la PPA.

18. Quatrièmement, l'Union européenne n'a pas adopté de restrictions des mouvements suffisantes pour prévenir la dissémination de la PPA depuis les zones de confinement vers le reste du pays conformément aux dispositions pertinentes du Code terrestre de l'OIE.²² En effet, la législation de l'UE autorise la circulation de certains produits sensibles à la PPA non soumis à un traitement thermique depuis des zones infectées par la PPA sans établir au préalable un compartiment exempt de PPA comme il est recommandé au chapitre 15.1 du Code terrestre de l'OIE.

19. Cinquièmement, l'Union européenne n'a pas fourni à la Fédération de Russie des renseignements complets, de manière transparente et en temps voulu pour justifier l'expansion continue de ses zones de confinement. Il est particulièrement significatif que l'Union européenne n'a systématiquement pas fourni à la Fédération de Russie des renseignements qu'elle-même jugeait essentiels pour l'évaluation des foyers de PPA. Conformément à la législation globale de l'UE concernant la PPA, dans le contexte des plans dits à "90 jours", chaque fois que des zones infectées sont redéfinies, les États membres ont l'obligation de veiller à ce que "la Commission et les autres États membres soient informés de ces modifications dans les meilleurs délais".²³ Cependant, l'Union européenne a attendu bien des mois avant de fournir enfin, en mars 2015, des copies des plans à 90 jours de la Pologne et de la Lituanie. Et ce n'est qu'en mai 2015 que la Fédération de Russie a reçu des copies des plans d'éradication de la Lettonie et de l'Estonie.

20. Les autres facteurs que la Fédération de Russie a pris en compte étaient les suivants: le fait que l'Union européenne n'a pas suffisamment renforcé la surveillance passive et spécifique, les cas de contrebande de viande de porc et les éléments de preuve y afférents qui laissent douter de la capacité des services vétérinaires des États membres infectés par la PPA; et la propre expérience de la Fédération de Russie en matière de lutte contre la PPA sur son territoire au cours des sept dernières années.

21. Sur la base de ces facteurs, la décision de la Fédération de Russie de ne pas accepter les importations de porcins vivants et de produits du porc en provenance des États membres de l'UE infectés était objectivement justifiable.

22. Le caractère raisonnable de la décision de la Fédération de Russie de refuser les zones établies par l'UE était étayé par les décisions de nombreux autres Membres de l'OMC (par exemple, le Japon, Singapour, la Corée du Sud, Taïwan) qui avaient de la même manière mis en place à la fin de 2014 des restrictions à l'importation à l'échelle des pays infectés.

c. La décision de la Fédération de Russie de ne pas reconnaître les compartiments non identifiés établis par l'UE est conforme au Code terrestre de l'OIE

23. L'Union européenne n'a ni identifié les compartiments ni demandé à la Fédération de Russie de reconnaître les compartiments à niveau élevé de sécurité biologique. Par conséquent, en vertu du Code terrestre de l'OIE, la Fédération de Russie n'était pas tenue d'autoriser les importations en provenance des compartiments.

¹⁹ Pièce RUS-152.

²⁰ Pièce EU-4, article 4.3.3.3.e.

²¹ Pièce EU-3, chapitre 15.1.

²² Pièce EU-4, article 4.3.3.3.c.

²³ Article 16.1 de la Directive 2002/60. (pièce EU-31)

- d. *La décision de la Fédération de Russie de ne pas accepter les produits de l'UE soumis à un traitement thermique est aussi conforme au Code terrestre de l'OIE*

24. L'Union européenne ne s'est pas acquittée de la charge de démontrer que "les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la peste porcine africaine". Les scientifiques de l'EFSA ont reconnu que la question de savoir si un produit a été ou non soumis à un traitement thermique approprié était essentielle pour déterminer le risque de dissémination de la PPA puisque le risque d'infection reste considérable si le traitement thermique n'est pas correctement réalisé.²⁴

25. Au cours de la période allant de janvier 2014 à ce jour, l'Union européenne n'a jamais fourni de renseignements ni par ailleurs démontré à la Fédération de Russie que ses produits du porc soumis à un traitement thermique avaient été transformés d'une manière qui permettait d'éviter qu'ils n'entrent en contact avec une source potentielle de virus de la PPA. En effet, l'Union européenne ne l'a pas démontré même après que la Fédération de Russie a imposé des restrictions à l'importation des produits soumis à un traitement thermique en provenance de Pologne et de Lituanie, le 7 avril 2014, et par la suite à l'importation de la plupart des produits soumis à un traitement thermique en provenance de Lettonie et d'Estonie.

26. Par conséquent, les restrictions imposées par la Fédération de Russie à l'importation des produits soumis à un traitement thermique en provenance des États membres de l'UE infectés par la PPA sont aussi compatibles avec les dispositions pertinentes de la norme internationale.

2. Les mesures de la Fédération de Russie sont présumées être compatibles avec toutes les dispositions SPS pertinentes de l'article 3:2 de l'Accord SPS

27. Les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie visant les quatre États membres de l'UE infectés sont conformes au Code terrestre de l'OIE. Par conséquent, la Fédération de Russie bénéficie d'une présomption de compatibilité de ses mesures avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS conformément à l'article 3:2 de l'Accord SPS.²⁵ En l'espèce, les dispositions pertinentes sont les articles 2:2, 5:1, 5:2, 5:3, 5:4, 5:6, 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS. L'Union européenne n'a présenté aucun élément de preuve pour réfuter cette présomption de compatibilité.

3. Les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie sont compatibles avec l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS

- a. *La Fédération de Russie reconnaît le concept de régionalisation conformément à l'article 6:2 de l'Accord SPS*

28. L'article 6:2 prescrit qu'un Membre de l'OMC reconnaisse les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies.²⁶ La Fédération de Russie non seulement reconnaît le concept de zones exemptes de maladies dans l'abstrait,²⁷ mais la Décision n° 317 de l'Union douanière incorporée à sa législation reconnaît explicitement la régionalisation dans le contexte de la PPA et le Mémoire de 2006 y fait référence telle qu'elle s'applique aux maladies contagieuses et aux produits en provenance de l'Union européenne.²⁸ Pour déterminer la reconnaissance de ces zones exemptes de PPA, la Fédération de Russie considère des facteurs tels que la géographie, les facteurs épizootiques et les mesures de lutte SPS.

29. L'Union européenne a admis que la Fédération de Russie reconnaissait le concept de régionalisation lorsqu'elle a déclaré qu'elle "[croyait] comprendre que la Fédération de Russie

²⁴ EFSA, Scientific Opinion on African Swine Fever", *EFSA Journal* (2010), 8(3):1556, pages 11 et 12. (Pièce EU-24); Evira Research Report, "Possible routes of entry into the country for African swine fever – Risk profile" (mai 2011), page 15. (pièce RUS-140)

²⁵ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 170 à 172.

²⁶ Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.695.

²⁷ Pièce EU-61.

²⁸ Pièce RUS-25, chapitres 7, 8 et 9.

appliqu[ait] les principes de régionalisation pour la peste porcine africaine et la peste porcine classique dans d'autres pays affectés".²⁹

b. La Fédération de Russie a adapté ses restrictions à l'importation aux conditions régionales d'une manière compatible avec l'article 6:1 de l'Accord SPS

30. La Fédération de Russie non seulement reconnaît le concept de régionalisation, mais elle a aussi adapté ses restrictions à l'importation aux conditions régionales de ces pays en prenant en considération les facteurs énumérés à l'article 6:1 de l'Accord SPS pour refuser objectivement et raisonnablement les zones établies par l'UE. Les dispositions du Code terrestre de l'OIE relatives au zonage, en particulier l'article 4.3.3, et le fait que l'Union européenne n'avait pas agi d'une manière compatible avec ces dispositions étaient l'un des facteurs clés dont la Fédération de Russie avait tenu compte. De plus, la procédure utilisée par la Fédération de Russie pour évaluer les zones établies par l'UE suit de près les Directives concernant l'article 6 de l'Accord SPS, qui ont été établies en "prenant en considération le travail accompli par l'OIE et la CIPV pour élaborer des normes, des directives et des recommandations internationales en vue de favoriser la mise en œuvre de l'article 6 dans la pratique".³⁰

c. L'Union européenne n'a pas agi conformément aux étapes prescrites à l'article 6:3 de l'Accord SPS

31. L'Union européenne n'a pas démontré objectivement que les zones exemptes de PPA alléguées, établies dans les quatre États membres de l'UE infectés "[étaient], et reste[raient] vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies" conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS. Les zones exemptes de PPA des États membres infectés de l'Union européenne rétrécissent rapidement, ce qui crée une incertitude quant au point de savoir si les zones actuellement exemptes de PPA, alléguées, "resteront" effectivement exemptes de PPA.

32. En outre, l'Union européenne a fourni à la Fédération de Russie des éléments de preuve qui étaient insuffisants pour lui permettre de conclure que ses zones exemptes de PPA étaient et resteraient exemptes de la maladie. Les renseignements fournis se limitaient essentiellement à des renseignements sur la législation et ne comprenaient pas, par exemple, de renseignements fournis en temps utile sur la mise en œuvre des mesures d'éradication de la PPA recommandées par l'OIE concernant les zones nouvelles et élargies ni de renseignements concernant la situation "sur le terrain" quant à la façon dont les mesures avaient été mises en œuvre, appliquées et adaptées aux conditions locales, et avaient été ou non efficaces, entre autres facteurs.

4. Les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie sont compatibles avec l'article 5:5 de l'Accord SPS

a. L'Union européenne n'a pas prouvé que la Fédération de Russie avait adopté des niveaux appropriés de protection différents

33. L'Union européenne allègue que la Fédération de Russie établit une discrimination parce qu'elle reconnaît les régions exemptes de PPA sur le territoire russe et autorise le commerce intérieur en provenance de régions infectées par la PPA alors qu'elle impose à l'échelle des pays des restrictions à l'importation des produits en provenance des quatre États membres infectés de l'UE. Cela soulève la question de savoir si, en vertu des articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS, des pays importateurs qui connaissent des infections par des maladies doivent interdire la totalité des échanges à l'intérieur de leur propre territoire pour imposer légitimement des restrictions à l'échelle des pays concernant la même maladie que celle qui affecte d'autres Membres de l'OMC. La réponse à cette question est négative.

34. Un Membre importateur peut maintenir et mettre en œuvre le même niveau approprié de protection en recourant à des mesures quelque peu différentes qui peuvent avoir une incidence quelque peu différente sur le commerce. En effet, le Code terrestre de l'OIE n'envisage pas une

²⁹ Pièce EU-62.

³⁰ Pièce EU-51.

interdiction complète sur le territoire national comme condition préalable à l'imposition de restrictions à l'importation des produits affectés. Le Guide pour l'utilisation du Code sanitaire pour les animaux terrestres de 2013 de l'OIE disposait ce qui suit: "[l]es recommandations du Code terrestre font seulement référence aux conditions sanitaires auxquelles le pays exportateur doit répondre et partent du postulat que la maladie n'est pas présente dans le pays importateur ou qu'elle y est soumise à un programme de contrôle ou d'éradication". Autrement dit, en vertu du Code terrestre, un pays importateur infecté peut légitimement imposer des restrictions à l'importation à l'échelle d'un pays pour autant qu'il a établi sur son territoire un mécanisme de contrôle raisonnable.

35. La Fédération de Russie a instauré sur son territoire un programme de lutte contre la PPA rigoureux et exhaustif qui reflète un niveau approprié de protection élevé. La législation globale de la Russie en matière de lutte contre la PPA, les Instructions concernant la PPA, établit des prohibitions strictes visant la circulation des marchandises pour le commerce de la viande à l'intérieur et à l'extérieur des zones de confinement, ainsi qu'une prohibition du transport des animaux.³¹ En outre, la Fédération de Russie a adopté des mesures pour freiner la dissémination de la PPA chez le sanglier³², et dans les fermes artisanales, ainsi que des programmes à l'échelle des pays pour réduire le nombre de porcins domestiques en liberté³³ et renforcer les mesures de sécurité biologique dans les grandes exploitations porcines.³⁴ Surtout, la Fédération de Russie, le Service vétérinaire russe et l'industrie porcine russe ont engagé des actions rigoureuses pour s'acquitter de ces missions, comme en témoignent les plans et actions régionaux lancés à Belgorod, Voronezh et Krasnodar, et le témoignage de M. Maslov, fondateur et président du Groupe AGREOECO qui exploite cinq complexes d'élevage porcin à Voronezh.

36. La Fédération de Russie applique une flexibilité équivalente aux produits importés en provenance de ses partenaires commerciaux. La Décision n° 317 de l'Union douanière accepte les importations de porcins vivants en provenance de pays importateurs qui ont été affectés par la PPA au cours des 36 derniers mois mais qui ont ensuite effectivement établi des zones conformes aux recommandations de l'OIE.

37. Les restrictions temporaires à l'importation imposées par la Fédération de Russie, qui se fondent sur l'inefficacité des mesures de l'UE, sont comparables à la stricte interdiction des déplacements de porcins vivants et de la circulation des produits du porc qui existe dans ses zones intérieures infectées par la PPA. Par conséquent, indépendamment des différences existant dans la structure ou l'application des restrictions, celles-ci reflètent toujours le même niveau approprié de protection élevé.

38. À supposer, pour les besoins de l'argumentation, que la Fédération de Russie ait appliqué des niveaux appropriés de protection qui différeraient entre les quatre États membres de l'UE infectés et son territoire national, ces distinctions seraient justifiées, en partie, par le niveau sans doute plus élevé de risque de transmission de la PPA par les importations de produits en provenance des régions des quatre États membres de l'UE infectés exemptes de PPA, selon les allégations, qui est attribuable à la législation permissive de l'Union européenne concernant la libre circulation des produits pertinents au sein de l'Union européenne.³⁵

b. Telles ou telles distinctions alléguées dans les niveaux appropriés de protection n'entraînent pas une discrimination ni une restriction déguisée au commerce

39. Il n'existe aucun critère unique qui peut s'appliquer uniformément dans tous les cas pour déterminer l'existence d'une restriction déguisée au commerce international.³⁶ Ce sont plutôt trois signaux d'alarme, considérés conjointement avec d'autres facteurs, qui peuvent être pertinents³⁷: i) le caractère arbitraire ou injustifiable des différences dans les niveaux de protection; ii) la

³¹ Instructions on Measures for the Prevention and Eradication of African Swine Fever, approuvées par la Direction générale de la médecine vétérinaire du Ministère de l'agriculture de l'URSS le 21 novembre 1980. (pièce EU-18)

³² Pièce RUS-20, articles 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.6 et 2.1.

³³ Pièce RUS-40.

³⁴ Pièce RUS-22.

³⁵ Pièce EU-44, articles 5, et 8 à 12.

³⁶ Rapport du Groupe spécial *Brésil – Pneumatiques*, paragraphe 7.320.

³⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 166.

différence dans les niveaux de protection appliqués; et iii) l'incompatibilité de la mesure en cause avec les articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS.³⁸ Aucun de ces signaux d'alarme ni aucun autre signal d'alarme ne sont présents en l'espèce.

40. S'agissant des points i) et ii), la Fédération de Russie applique le même niveau approprié de protection aux produits pertinents importés des États membres de l'UE infectés par la PPA que celui qui s'applique aux produits pertinents dans les zones infectées par la PPA de son propre territoire. Toute différence entre les mesures appliquées s'explique par le fait que l'Union européenne n'est pas disposée à établir des régions exemptes de PPA d'une superficie raisonnable où la PPA ne se disséminerait probablement pas.³⁹ De plus, comme les mesures de la Fédération de Russie visant les quatre États membres de l'UE infectés par la PPA sont conformes aux normes de l'OIE et/ou sont fondées sur ces normes, elles ne peuvent pas constituer en même temps une restriction déguisée au commerce.

41. S'agissant du point iii), les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie sont présumées être compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS conformément à l'article 3:2, ce qui englobe les articles 5:1 et 2:2 de l'Accord SPS et évite donc d'avoir à procéder à une évaluation des risques complète.

5. Les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie ne sont pas incompatibles avec l'article 2:3 de l'Accord SPS

a. *Allégation de discrimination n° 1: les restrictions à l'importation des produits en provenance des États membres de l'UE infectés par la PPA comparativement aux restrictions visant la circulation intérieure des produits imposées par la Fédération de Russie*

42. Les mesures de la Fédération de Russie sont conformes à la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS parce que i) les mesures de la Fédération de Russie visant les produits d'origine nationale et les produits importés sont fondées sur le même niveau approprié de protection; ii) toute différence de traitement n'est pas arbitraire parce que l'Union européenne n'a pas objectivement établi de régions exemptes de PPA contrairement à la Fédération de Russie; et iii) les conditions dans les quatre États membres de l'UE infectés par la PPA et dans la Fédération de Russie ne sont pas similaires puisqu'elles représentent des risques différents de dissémination de la PPA. Enfin, les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie ne sont pas contraires à la seconde phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS car elles ne constituent pas une restriction déguisée au commerce.

b. *Allégation de discrimination n° 2: les restrictions à l'importation des produits en provenance des États membres de l'UE infectés par la PPA comparativement au traitement accordé par la Fédération de Russie aux produits en provenance du Bélarus et de l'Ukraine*

43. L'article 2:3 de l'Accord SPS fait exclusivement référence aux Membres de l'OMC. Comme le Bélarus n'est pas Membre de l'OMC, les dispositions de l'article 2:3 de l'Accord SPS ne peuvent pas s'appliquer à l'allégation de discrimination avancée par l'UE dans le cas du Bélarus et l'allégation de l'Union européenne doit être jugée sans fondement.

44. À titre subsidiaire, toute différence de traitement entre le Bélarus et l'Union européenne est justifiée et non arbitraire, puisque cette différence reflète le fait que le Bélarus a reconnu et établi des compartiments aux niveaux de sécurité biologique élevés conformément aux recommandations de l'OIE, alors que l'Union européenne n'a jamais proposé de tels compartiments.⁴⁰

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Voir plus haut les paragraphes 15 à 19.

⁴⁰ Pièce RUS-42.

45. La Fédération de Russie n'établit pas non plus de discrimination à l'égard de l'Ukraine. Les importations autorisées découlent de la compartimentation établie par l'Ukraine, contrairement à l'Union européenne.

6. L'Union européenne n'a pas démontré que les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie étaient incompatibles avec l'article 5:6 de l'Accord SPS

46. L'Union européenne n'a pas démontré que la Fédération de Russie contrevenait à l'article 5:6 de l'Accord SPS, car il n'existe pas d'autres mesures moins restrictives applicables pour obtenir le niveau approprié de protection de la Fédération de Russie, qui est fondé sur la norme pertinente. L'Union européenne propose comme mesure moins restrictive pour le commerce l'application des normes de l'OIE, qui recommandent la régionalisation et le commerce en provenance de pays/zones exempts de PPA. Or les restrictions à l'importation imposées par la Fédération de Russie sont déjà conformes au Code terrestre de l'OIE et/ou sont fondées sur ce code.⁴¹

B. Arguments concernant le respect provisoire des certificats vétérinaires par la Fédération de Russie

1. Le respect provisoire des certificats vétérinaires par la Fédération de Russie ne constitue pas une mesure dans le cadre de l'Accord SPS

47. Premièrement, l'Union européenne n'a pas établi qu'une conséquence *de facto* – la perte de l'accès au marché pour les porcins vivants et les produits du porc en provenance de l'UE qui ne satisfont pas aux prescriptions des certificats vétérinaires – constituait une mesure visée par l'Accord SPS et était imputable à la Fédération de Russie.

48. Le fait que l'Union européenne ne peut pas actuellement exporter de porcins vivants et de produits du porc vers la Fédération de Russie ne découle pas d'une *mesure* adoptée par la Fédération de Russie. Cette impossibilité résulte plutôt des termes employés dans les certificats vétérinaires exigés pour le commerce entre l'Union européenne et la Fédération de Russie. Ces certificats ont été négociés par les Parties et ont été mutuellement convenus conformément au Mémorandum de 2004. En particulier, la Fédération de Russie et l'Union européenne sont convenues que les importations de porcins et de certains produits du porc ne seraient admises que si l'Union européenne tout entière, à l'exception de la Sardaigne, était exempte de PPA depuis 36 mois. Par conséquent, lorsque l'Union européenne a connu ses premiers foyers de PPA en Lituanie en 2014, elle ne pouvait plus certifier les importations de porcins vivants, produits du porc et viande de porc pertinents vers la Fédération de Russie. Cela était dû au refus des responsables vétérinaires de l'Union européenne de signer les certificats vétérinaires après l'apparition des foyers de PPA.

49. Ainsi, le respect provisoire des conditions des certificats par la Fédération de Russie ne constitue pas une "mesure" mais illustre plutôt les conséquences de la mise en œuvre des conditions énoncées dans les certificats vétérinaires signés et mutuellement convenus par les Parties. Cette conclusion est étayée par le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, qui a constaté que la référence faite aux "prescriptions et procédures" dans la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A 1) de l'Accord SPS ne comprenait pas l'"*application*" de telles "prescriptions et procédures".⁴² Comme dans la situation dont était saisi le Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, il ne s'agit pas d'une prescription ou procédure en soi, à savoir le certificat vétérinaire, mais plutôt de l'*application* des prescriptions et procédures qui sont énoncées dans la prescription vétérinaire. Le respect provisoire des certificats vétérinaires par la Fédération de Russie ne constitue donc pas une mesure SPS.

⁴¹ Voir plus haut les paragraphes 12 à 22.

⁴² Rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 7.1395, 7.1407, 7.1421, 7.1441, 7.1448 et 7.1465. (pas d'italique dans l'original)

a. *Le certificat vétérinaire UE-Russie correspondant est et continue d'être valable*

50. Si le Groupe spécial devait considérer que les certificats vétérinaires de 2004 dont étaient convenues la Fédération de Russie et l'Union européenne sont des mesures SPS, il lui faudrait alors prendre aussi note du fait que la validité de ces certificats vétérinaires constituait une modalité de l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC, conformément au paragraphe 893 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie, qui dispose que "[l]es certificats vétérinaires d'exportation bilatéraux paraphés par l'une des Parties à l'Union douanière avant le 1^{er} juillet 2010, ainsi que toutes modifications ultérieures apportées à ces certificats en accord avec l'organe compétent de cette Partie à l'Union douanière, resteraient valables pour les exportations du pays concerné à destination du territoire de l'Union douanière jusqu'à ce qu'un certificat d'exportation soit convenu avec une Partie à l'Union douanière sur la base des positions concertées des autres Parties à l'Union douanière".⁴³

51. L'Union européenne non seulement a confirmé la validité du certificat dans le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie, mais elle a aussi spécifiquement demandé de proroger sa durée de validité en 2012.

b. *À titre subsidiaire, le respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires par la Fédération de Russie est justifié au regard de l'article 5:7 de l'Accord SPS*

52. Selon la jurisprudence, les preuves scientifiques pertinentes sont "suffisantes" si elles sont adéquates pour permettre de procéder à l'évaluation des risques prescrite à l'article 5:1, telle qu'elle est définie à l'Annexe A de l'Accord SPS.⁴⁴

53. Faute de renseignements détaillés au sujet de la situation concernant la PPA, y compris les efforts d'éradication faits là où la PPA est apparue, l'épidémiologie de la PPA, et les caractéristiques géographiques et autres caractéristiques pertinentes des États membres de l'UE qui peuvent servir à déterminer par avance si l'État membre sera probablement infecté par la PPA, la Fédération de Russie ne peut pas évaluer avec exactitude la probabilité de l'entrée de la PPA. Une bonne partie de ces renseignements n'ont pas été mis à la disposition de la Fédération de Russie et ne le sont toujours pas⁴⁵, malgré les nombreuses demandes adressées à l'Union européenne tout au long de 2014.⁴⁶ Lorsque l'Union européenne a effectivement fourni des renseignements en réponse aux demandes de la Fédération de Russie, soit ces renseignements étaient périmés, soit ils concernaient presque entièrement les États membres infectés par la PPA et non les autres États membres faisant partie de l'Union européenne.⁴⁷

54. Les renseignements pertinents disponibles font état de l'existence d'un risque. Ces renseignements comprennent des preuves de la dissémination rapide de la PPA dans les quatre États membres de l'UE infectés par la maladie; des études scientifiques sur les sangliers et les longues distances qu'il peuvent parcourir, en plus de la dissémination de la PPA par les animaux. Tous ces facteurs, conjugués à la propre expérience de la Fédération de Russie, laissent penser que la PPA peut facilement se disséminer à l'intérieur de régions de l'Union européenne, ce qui indique qu'il est logique de se soucier par mesure de précaution de respecter les conditions des certificats vétérinaires.⁴⁸

55. La Fédération de Russie a demandé et continue de demander à l'Union européenne des renseignements pertinents pour procéder à une évaluation des risques, y compris des renseignements sur le régime de lutte dans les États membres de l'UE exportateurs; sur le volume

⁴³ Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie, WT/ACC/RUS/70 et WT/MIN(11)/2, distribué le 17 novembre 2011, paragraphe 893 (souligné dans l'original) (pièce RUS-159).

⁴⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 238 (observant que "si un Membre choisit d'établir ses mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques, il doit avoir déterminé à titre préliminaire que les preuves scientifiques pertinentes sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques"). Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel dans les affaires *Japon – Pommes*, paragraphe 179; *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 674; et *Australie – Pommes*, paragraphe 239.

⁴⁵ Pièces EU-84; RUS-130; et RUS-54.

⁴⁶ Pièces EU-93; et RUS-131.

⁴⁷ Pièce RUS-41, paragraphes 37 à 43.

⁴⁸ Pièces EU-26, page 18; et EU-25, page 6.

des importations de produits du porc et de viande de porc en provenance de ces pays; sur les mouvements des sangliers et la concentration de la population porcine, etc.

56. La Fédération de Russie continuera, de concert avec les autorités de l'Union européenne, à examiner les conditions mutuellement acceptables des certificats vétérinaires. Le délai raisonnable dépend des circonstances spécifiques de la présente affaire, ce qui, en l'espèce, signifie qu'il faut tenir compte de la difficulté d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour l'examen et de l'aggravation de la situation concernant la PPA dans l'Union européenne.

57. Comme le respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires par la Fédération de Russie est justifié au regard de l'article 5:7 de l'Accord SPS, l'Union européenne ne peut pas obtenir gain de cause en ce qui concerne ses allégations au titre de l'article 5 de l'Accord SPS.⁴⁹

c. Le respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires par la Fédération de Russie est justifié au titre de l'article 2 de l'Accord SPS

i. Allégation de discrimination n° 1: l'Union européenne comparativement à la Fédération de Russie

58. Tout traitement discriminatoire allégué entre les produits en provenance de l'Union européenne et les produits à l'intérieur du territoire de la Fédération de Russie est non arbitraire et justifiable car un tel traitement découle simplement du fait que l'Union européenne ne peut pas satisfaire aux prescriptions figurant dans les certificats vétérinaires mutuellement convenus. En outre, il n'existe pas de conditions identiques ou similaires entre les autres États membres de l'UE et la Fédération de Russie, principalement parce que l'Union européenne n'a pas démontré que ces autres États membres de l'UE sont et resteront exempts de PPA – et par conséquent que les importations en provenance de ces régions et à destination de la Fédération de Russie ne risquent pas de disséminer le virus de la PPA – alors que la Fédération de Russie a pris des mesures strictes et efficaces sur son territoire national.

59. Par ailleurs, contrairement à l'allégation de l'Union européenne, l'impossibilité pour la Fédération de Russie d'accepter les conditions du libellé révisé du certificat vétérinaire proposé par l'Union européenne n'est pas la manifestation d'une restriction déguisée au commerce. Elle s'explique plutôt par le fait que l'Union européenne n'a pas fourni à la Fédération de Russie des assurances et garanties raisonnables selon lesquelles, en vertu des prescriptions moins rigoureuses pour la reconnaissance du statut exempt de PPA prévues dans le projet de certificat vétérinaire révisé, les produits du porc exportés seront effectivement exempts de PPA. Cela pourrait comprendre, par exemple, des renseignements concernant le point de savoir si dans le libellé proposé, il est envisagé que le produit en cause puisse être originaire d'un pays infecté par la PPA ou y être transformé.

60. En outre, la Fédération de Russie a tenté à de nombreuses reprises de négocier des accords vétérinaires bilatéraux avec des États membres de l'UE particuliers. Curieusement, l'Union européenne s'est opposée à ces initiatives. Cela aussi indique que les actions menées par la Fédération de Russie n'équivalent pas à une restriction déguisée au commerce.

ii. Allégation de discrimination n° 2: l'Union européenne comparativement à l'Ukraine/au Bélarus

61. Il n'existait aucune discrimination visant l'Ukraine car, tout comme la situation avec l'Union européenne, la Fédération de Russie est aussi convenue des conditions d'un certificat vétérinaire similaire avec l'Ukraine et les a respectées.⁵⁰ En conséquence, la Fédération de Russie a cessé d'importer des porcins et des produits du porc dès lors que les autorités vétérinaires ukrainiennes n'ont plus pu certifier que leur pays était exempt de PPA.

⁴⁹ Rapport du Groupe spécial CE – Produits biotechnologiques, paragraphe 7.2969 (constatant que "l'article 2:2 exclut de son champ d'application les situations visées par l'article 5:7").

⁵⁰ Pièce RUS-136.

62. Il n'existait aucune discrimination avec le Bélarus, comme indiqué plus haut aux paragraphes 43 et 44.

d. Le respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires par la Fédération de Russie est compatible avec l'article 6 de l'Accord SPS

63. La législation pertinente de la Fédération de Russie (par exemple, les Instructions concernant la PPA et la Décision n° 317 de l'Union douanière) reconnaît le concept de zones exemptes de maladies conformément à l'article 6:2 de l'Accord SPS.

64. Lorsqu'elle a décidé de respecter provisoirement les conditions des certificats vétérinaires, la Fédération de Russie a analysé les caractéristiques SPS de l'Union européenne et tenu compte de la prévalence de la PPA, de l'existence de programmes d'éradication ou de lutte, et des normes, directives et recommandations internationales pertinentes de l'OIE. Cette tâche a été rendue particulièrement difficile du fait que l'Union européenne ne lui a pas fourni de renseignements suffisants en temps voulu.

65. L'Union européenne n'a pas fourni à la Fédération de Russie les preuves nécessaires pour démontrer que ses États membres sont et resteront vraisemblablement exempts de PPA conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS. Une bonne partie des renseignements fournis par l'Union européenne étaient soit périmés soit dénués de pertinence ou incomplets.

e. La mesure provisoire de la Fédération de Russie est compatible avec l'article 8 et l'Annexe C de l'Accord SPS

66. La définition des "procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation" figurant à l'article 8 et à l'Annexe C de l'Accord SPS ne couvre pas le fait allégué que la Fédération de Russie "n'a pas modifié ses mesures" car les négociations entre les Membres concernant la certification ne sont pas des procédures pour la mise sur le marché de produits.⁵¹ De plus, l'Organe d'appel a expliqué que les procédures auxquelles il est fait référence à l'Annexe C 1) étaient celles qui permettent de vérifier et d'assurer le respect des mesures SPS, ce qui laisse entendre que de telles mesures existent avant l'application ou l'engagement des procédures pertinentes.⁵² La modification d'une mesure n'est donc pas visée par l'article 8 et l'Annexe C 1) de l'Accord SPS.

f. La Fédération de Russie a pris des dispositions pour se conformer à l'article 7 et à l'Annexe B de l'Accord SPS

67. La Fédération de Russie a immédiatement avisé l'Union européenne (par courrier et par téléphone) des restrictions temporaires à l'importation affectant les exportations de la Lituanie qui étaient mises en œuvre le 25 janvier 2014⁵³, de sorte qu'il a été satisfait à la prescription en matière de notification immédiate. La nature du virus de la PPA et les risques connexes de dissémination de la PPA n'ont pas permis à la Fédération de Russie de ménager un délai avant que la mesure affectant les exportations de la Lituanie n'entre en vigueur. La Fédération de Russie a aussi échangé des observations avec l'Union européenne et la Lituanie au sujet des diverses options envisageables pour la reprise des échanges.⁵⁴ S'agissant du respect provisoire des certificats vétérinaires par la Fédération de Russie, l'Union européenne n'a pas établi que le mécanisme de certification constituait une mesure SPS à laquelle s'appliquent les prescriptions de l'article 7 et de l'Annexe B de l'Accord SPS.

⁵¹ Annexe C.1, note de bas de page 7 de l'Accord SPS; et rapport du Groupe spécial *CE – Produits biotechnologiques*, paragraphe 7.424.

⁵² Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 436.

⁵³ Pièce RUS-28.

⁵⁴ Pièces RUS-28; et EU-14.

ANNEXE B-4

DEUXIÈME PARTIE DU RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES
ARGUMENTS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**I. ARGUMENTS CONCERNANT LES RESTRICTIONS À L'IMPORTATION IMPOSÉES AUX QUATRE ÉTATS MEMBRES DE L'UE INFECTÉS PAR LA PPA: LITUANIE, POLOGNE, LETTONIE ET ESTONIE****A. Les restrictions à l'importation de porcins vivants, de viande de porc et de produits du porc en provenance des quatre États membres de l'UE infectés imposées par la Fédération de Russie sont conformes à la norme internationale pertinente et sont compatibles avec les articles 3:2 et 6 de l'Accord SPS**

1. Pour procéder à une évaluation objective du point de savoir si une mesure "est conforme à" la norme internationale pertinente au sens de l'article 3:2 de l'Accord SPS et "incorpore complètement la norme", le Groupe spécial doit tenir compte a) du caractère prohibitif des dispositions internationales pertinentes; b) de l'ordonnancement intrinsèque des obligations des pays exportateurs et importateurs énoncées dans la norme internationale pertinente; et c) de toutes implications temporelles de l'évolution dynamique du statut de la maladie.¹

2. L'examen par le Groupe spécial du point de savoir si la décision de la Fédération de Russie était en conformité avec les normes et principes internationaux applicables concernant le zonage au sens du Code terrestre de l'OIE constituera aussi nécessairement une évaluation de la question de savoir si la Fédération de Russie a satisfait aux prescriptions de l'article 6 de l'Accord SPS.² Il existe des parallèles importants entre les dispositions du Code terrestre de l'OIE et l'article 6 de l'Accord SPS.³

1. Les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie visant les produits non soumis à un traitement thermique sont conformes à l'article 3:2 de l'Accord SPS

a. Les dispositions juridiques pertinentes du Code terrestre de l'OIE pour les produits non soumis à un traitement thermique

3. Les experts ont précisé qu'il n'était pas nécessaire qu'un Membre exportateur établisse une "zone de confinement" au sens de l'article 4.3.3.3 du Code terrestre de l'OIE.⁴ Les questions soulevées dans le présent différend se sont donc maintenant réduites et le Groupe spécial devrait faire porter son analyse sur le point de savoir si la Fédération de Russie était, et est, objectivement fondée à ne pas reconnaître les diverses zones exemptes de PPA, selon les allégations, établies sur le territoire des quatre États membres de l'UE infectés.

4. Les deux parties conviennent que les articles 1.4.6 et 1.6.1, les chapitres 3.1 et 3.2; les articles 4.3.3.1, 4.3.3.5 et 4.3.3.6, et les articles 5.1.3, 5.3.7, 15.1.2, 15.1.3 et 15.1.4 du Code terrestre de l'OIE figurent parmi les dispositions du Code qui contiennent des normes internationales pertinentes pour l'établissement et l'évaluation des zones dans la présente affaire.⁵ Les experts ont aussi reconnu que ces dispositions étaient susceptibles de s'appliquer.⁶

¹ Voir la réponse de la Fédération de Russie à la question n° 306 du Groupe spécial.

² Voir la communication présentée par la Fédération de Russie à titre de réfutation, paragraphes 50 à 55.

³ Voir la communication présentée par la Fédération de Russie à titre de réfutation, paragraphes 50 à 55.

⁴ Observations formulées par la Russie sur les réponses des experts à la question n° 32 du Groupe spécial, paragraphe 85.

⁵ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 7.

⁶ Procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts et les parties, paragraphes 1.263 à 1.268.

5. L'article 5.3.7 du Code terrestre de l'OIE présente "la séquence d'étapes à suivre pour établir une zone ou un compartiment et obtenir leur reconnaissance à des fins commerciales".⁷ La première phase de cette séquence consiste pour le pays exportateur à a) établir une zone/un compartiment conforme aux recommandations de l'OIE, et b) fournir une documentation détaillée pour démontrer objectivement qu'il existe une base sur laquelle reconnaître la zone exempte de la maladie à des fins commerciales.⁸ Ce n'est que lorsque ces étapes ont été suivies que le pays importateur peut évaluer objectivement si la zone exempte de la maladie restera vraisemblablement exempte de la maladie. Cette séquence pour la régionalisation prévue par l'OIE est également étayée par la jurisprudence.⁹

6. Par conséquent, pour évaluer la conformité avec le Code terrestre de l'OIE des restrictions à l'importation de la Fédération de Russie visant les produits non soumis à un traitement thermique, le Groupe spécial devrait examiner si l'Union européenne a effectivement établi des zones exemptes de PPA et des zones infectées, et si elle a fourni une documentation détaillée fondée sur des données scientifiques, y compris les dispositions ci-après du Code terrestre de l'OIE¹⁰:

Article 1.6.1: Pour les zones établies sur la base de l'auto-déclaration: "les États membres doivent apporter des éléments de preuve à l'appui de leur allégation selon laquelle les Services vétérinaires appliquent, dans le pays ou la zone candidat(e) au statut, les dispositions des chapitres 1.1., 3.1. et 3.2. du Code terrestre".

Article 4.3.3.1: "L'étendue d'une zone, ainsi que ses limites géographiques, doit être fixée par l'Autorité vétérinaire sur la base de frontières naturelles, artificielles ou juridiques".

Article 5.3.7.1.a: "Sur la base des résultats issus du dispositif de *surveillance*, le pays exportateur identifie un secteur géographique sur son territoire dont il estime qu'il comprend une sous-population animale caractérisée par un statut sanitaire distinct au regard d'une ou plusieurs maladies particulières".

Article 4.3.3.5: "L'Autorité vétérinaire doit consigner en détail les mesures prises à l'égard d'une zone ou d'un compartiment pour garantir l'identification de chaque sous-population et assurer l'établissement et la préservation de son statut sanitaire, grâce à l'application d'un plan de sécurité biologique".

Article 5.3.7.1.b: "[L]e pays exportateur décrit dans le *plan de sécurité biologique fourni pour la zone les mesures qui sont appliquées*, ou pourront l'être, pour distinguer épidémiologiquement le secteur identifié des autres parties de son territoire, conformément aux recommandations figurant dans le Code terrestre".

Article 5.3.3.6: "Tous les mouvements d'animaux en direction ou en provenance de la zone ou du compartiment doivent être bien documentés et contrôlés. *Les garanties requises pour apprécier l'intégrité de la zone ou du compartiment présupposent la mise en place d'un système d'identification animale fiable*".

7. Les obligations du pays importateur sont, entre autres, les suivantes:

"décide[r] s'il reconnaît le secteur considéré comme une *zone* dans le cadre de l'importation de ... produits d'origine animale" (article 5.3.7 d));

"notifie[r] au pays exportateur, dans un délai raisonnable, sa décision et ce qui l'a motivée" (article 5.3.7).¹¹

⁷ Voir la réponse de la Fédération de Russie à la question n° 306 du Groupe spécial, paragraphe 248.

⁸ *Ibid.*

⁹ Rapport du Groupe spécial *Inde—Produits agricoles*, paragraphe 7.262 (non souligné dans l'original); rapport du Groupe spécial *États-Unis – Animaux*, paragraphe 7.249.

¹⁰ Réponse de la Fédération de Russie à la question n° 306 du Groupe spécial, paragraphe 250.

¹¹ Réponse de la Fédération de Russie à la question n° 306 du Groupe spécial, paragraphe 251.

8. Pour évaluer si la décision provisoire de la Fédération de Russie de ne pas reconnaître les zones établies dans les quatre États membres de l'UE infectés était raisonnable conformément au Code terrestre de l'OIE, le Groupe spécial doit déterminer, sur la base de la totalité des éléments de preuve, considérés dans leur contexte temporel, épidémiologique et géographique, si cette décision était "objectivement justifiable".¹² Le Groupe spécial ne peut pas procéder à une évaluation *de novo* des éléments de preuve et doit s'abstenir d'accorder le poids qu'il juge approprié à des faits et éléments de preuve particuliers ou de faire des inférences à partir de ces faits et éléments de preuve. La définition succincte appropriée de ce critère d'examen que le Groupe spécial doit appliquer consiste à déterminer si les décisions de la Fédération de Russie concernant les diverses zones établies par l'UE étaient "objectivement justifiables".¹³ Sur la base de ce critère d'examen, la décision de la Fédération de Russie de ne pas reconnaître les zones établies sur le territoire des quatre États membres de l'UE infectés est objectivement justifiée quel que soit le point de référence temporel retenu par le Groupe spécial.

b. Les décisions provisoires en cours d'application de la Fédération de Russie de ne pas reconnaître les zones exemptes de PPA constamment modifiées

i. Évaluation au moment de l'établissement du Groupe spécial

9. Si le Groupe spécial analyse la conformité de la Fédération de Russie avec la norme internationale pertinente au moment de l'établissement du Groupe spécial, il existe de solides raisons objectives de constater que a) la Fédération de Russie n'a pas indûment tardé jusqu'au 29 juillet 2015 pour prendre une décision provisoire – sur la base des preuves alors disponibles concernant la régionalisation en Lituanie, en Pologne et en Lettonie – et b) la décision provisoire de ne pas reconnaître les zones établies dans les quatre États membres de l'UE infectés était justifiée en raison de l'incertitude concernant l'épidémiologie de la maladie; de l'augmentation du nombre de foyers de PPA même si les responsables des États membres infectés avaient affirmé à plusieurs reprises que leurs mesures de lutte étaient efficaces; et du fait que l'UE n'avait pas fourni de renseignements concernant la mise en œuvre et l'efficacité de ses mesures de lutte contre la PPA dans les régions infectées et les régions exemptes de la maladie.¹⁴

10. Les Membres importateurs ne sont juridiquement pas tenus de reconnaître immédiatement les zones dès leur établissement par le Membre exportateur et la présentation de la demande de zonage, et de fait, cela leur est impossible.¹⁵ L'article 6 de l'Accord SPS et les dispositions applicables de l'OIE incorporent nécessairement un "délai raisonnable" pour la reconnaissance du processus de régionalisation.¹⁶ Le Groupe spécial *États-Unis – Animaux* n'a pas considéré qu'un délai de plusieurs mois après la demande de régionalisation de l'Argentine constituait un retard indu.¹⁷ Cependant, si le Groupe spécial constate que l'article 6:3 de l'Accord SPS et les dispositions parallèles de l'OIE n'incorporent pas un délai raisonnable pour permettre aux Membres importateurs d'imposer des restrictions à l'importation en attendant l'achèvement d'un délai raisonnable, les allégations de la Fédération de Russie concernant les quatre États membres affectés devraient être évaluées au regard de l'article 5:7 de l'Accord SPS.¹⁸

11. Le pays importateur et le pays exportateur ont tous deux besoin de temps pour apprécier et évaluer la teneur des mesures de lutte contre la PPA applicables, ainsi que l'efficacité des mesures telles qu'elles sont effectivement mises en œuvre.¹⁹ Un délai additionnel est nécessaire lorsque des foyers apparaissent rapidement, dans une région géographique en expansion, et sans que les causes soient claires. La propre Directive 2002/60 de l'Union européenne exige que du temps soit consacré à enquêter, à préparer des données scientifiques, à déterminer les méthodes

¹² Réponse de la Fédération de Russie à la question n° 113 du Groupe spécial, paragraphe 190.

¹³ Réponse de la Fédération de Russie à la question n° 113 du Groupe spécial, paragraphe 190.

¹⁴ Voir les observations de la Fédération de Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 236 du Groupe spécial.

¹⁵ *Ibid.*, paragraphe 39.

¹⁶ *Ibid.*, paragraphe 40.

¹⁷ *Ibid.*, paragraphes 40 à 42.

¹⁸ Observations de la Fédération de Russie sur la question n° 236 du Groupe spécial.

¹⁹ Observations de la Fédération de Russie sur la question n° 236 du Groupe spécial.

d'éradication appropriées.²⁰ En effet, tout au long de la période 2014-2015, à mesure que davantage de renseignements devenaient disponibles au sujet de l'épidémiologie de la PPA dans les quatre États membres de l'UE infectés, ces derniers ont adopté des mesures PPA ou les ont modifiées, entre autres, pour intensifier la chasse au sanglier et/ou renforcer la réglementation en matière de sécurité biologique et réduire le nombre de fermes artisanales²¹ – mesures dont la Fédération de Russie avait toujours dit aux responsables vétérinaires locaux des États membres affectés qu'elles étaient nécessaires pour lutter efficacement contre la PPA.

12. L'Union européenne n'a pas fourni à la Fédération de Russie de documentation détaillée pertinente comme elle était tenue de le faire en vertu de l'article 6:3 de l'Accord SPS et des prescriptions pertinentes de l'OIE.²² Les éléments versés au dossier établissent qu'entre février et juin 2014, l'Union européenne a fourni un certain nombre de pages mais que la plupart de la documentation transmise n'était ni pertinente ni fournie en temps opportun pour évaluer la mise en œuvre effective des mesures de lutte contre la PPA.²³ Ainsi, au 22 juillet 2014, soit à la date d'établissement du Groupe spécial, la Fédération de Russie n'avait reçu a) que de maigres renseignements concernant les mesures PPA mises en œuvre en Lituanie et en Pologne, b) aucun renseignement concernant la PPA en Estonie et que des renseignements limités concernant la situation en Lettonie; c) que peu de renseignements scientifiques pour évaluer si les zones exemptes de PPA resteraient exemptes de la maladie; et d) que certains renseignements pertinents concernant les sangliers et les activités de production des petites fermes artisanales qui l'avaient amenée à douter fortement que l'Union européenne prenne des mesures de lutte appropriées en Lituanie et en Pologne.²⁴

13. Mais surtout, à la fin du mois de juillet 2014²⁵, aucune documentation n'avait été fournie concernant les plans d'éradication et de sécurité biologique de la Lituanie et de la Pologne, ainsi que les inspections de l'UE menées par les responsables vétérinaires dans ces deux États membres pour évaluer la conformité avec la législation, les plans d'urgence et les plans d'éradication de la Lituanie et de la Pologne. Or il n'est pas contesté qu'en avril 2014, la DG SANTÉ avait reçu les projets de plans d'éradication de la Pologne et de la Lituanie et qu'elle les avait approuvés le 7 juillet 2014.²⁶ De même, à la mi-avril 2014, la DG SANTÉ avait en main les rapports initiaux d'une inspection détaillée qui faisait état de problèmes dans la mise en œuvre des mesures lituaniennes de lutte contre la PPA. Et à la mi-juin 2014, la DG SANTÉ avait en main des rapports initiaux d'inspection similaires qui décrivaient les problèmes que posait la mise en œuvre effective des mesures polonaises concernant la PPA.²⁷ Pourtant l'Union européenne n'a jamais fourni directement à la Fédération de Russie les rapports d'inspection de la Lituanie et de la Pologne et ce n'est que les 11 et 23 novembre 2014, respectivement, qu'il a été possible de les consulter en ligne.²⁸ Surtout, les plans d'éradication confidentiels de la Lituanie et de la Pologne n'ont été mis à la disposition de la Fédération de Russie qu'en mars 2015.²⁹ L'Union européenne n'a pas expliqué de manière adéquate les raisons pour lesquelles elle avait tardé à communiquer ces renseignements essentiels.³⁰ De plus, elle s'est complètement contredite en faisant valoir à un stade avancé de la procédure que les plans d'éradication étaient dénués de pertinence pour un cas de régionalisation en tant que mesures de lutte à moyen et à long terme alors qu'elle avait surtout

²⁰ Voir, par exemple, les observations de la Fédération de Russie sur la question n° 236 du Groupe spécial, paragraphe 44.

²¹ Voir les observations de la Fédération de Russie sur la question n° 236 du Groupe spécial, paragraphes 65 à 71.

²² Voir, par exemple, les observations de la Fédération de Russie sur la question n° 322 du Groupe spécial; les observations de la Fédération de Russie sur la question n° 321 du Groupe spécial (déposées le 8 octobre 2015).

²³ Voir, par exemple, les observations de la Fédération de Russie sur la question n° 322 du Groupe spécial; les observations de la Fédération de Russie sur la question n° 321 du Groupe spécial (déposées le 8 octobre 2015).

²⁴ Observations de la Fédération de Russie sur la question n° 322 du Groupe spécial; observations de la Fédération de Russie sur la question n° 321 du Groupe spécial (déposées le 8 octobre 2015).

²⁵ Observations de la Fédération de Russie sur les questions n° 234, 235 et 236 du Groupe spécial.

²⁶ Observations de la Fédération de Russie sur la question n° 322 du Groupe spécial, paragraphe 257.

²⁷ Observations de la Fédération de Russie sur la question n° 322 du Groupe spécial, paragraphe 257.

²⁸ Observations de la Fédération de Russie sur la question n° 236 du Groupe spécial, paragraphe 58.

²⁹ Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphe 64.

³⁰ Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 19 du Groupe spécial, paragraphes 79 à 82.

insisté dans sa deuxième communication écrite sur le fait que les plans d'éradication constituaient un fondement important de ses mesures de lutte contre la PPA.³¹

14. Vers la fin de juillet 2014, il y a eu une forte augmentation du nombre de foyers de PPA en Lituanie, en Pologne et en Lettonie.³² L'aggravation de la situation concernant la PPA, en plus du fait que l'Union européenne ne fournissait pas les renseignements nécessaires sur la mise en œuvre de mesures de lutte contre la PPA manifestement inefficaces comme le prévoient les articles 5.3.7 et 4.3.2 du Code terrestre de l'OIE et l'article 6:3 de l'Accord SPS, a amené la Fédération de Russie à déterminer provisoirement, au regard des conditions existant au 29 juillet 2014, que l'Union européenne n'avait pas démontré que ses zones exemptes de PPA dans ces trois pays resteraient exemptes de PPA.³³

ii. *Évaluation après la date d'établissement du Groupe spécial*

15. Si le Groupe spécial devait évaluer les allégations de l'Union européenne concernant les mesures applicables aux quatre États membres affectés *après* la date d'établissement du Groupe spécial, il lui faudrait alors tenir compte des éléments de preuve non contestés selon lesquels pendant les 20 mois au cours desquels sont apparus des foyers de PPA, les zones infectées par la PPA et les zones exemptes de PPA correspondantes établies à l'origine dans les quatre États membres de l'UE infectés ont fait l'objet d'une série de modifications législatives fréquentes et importantes.³⁴ Surtout, les limites des zones exemptes de PPA ont été modifiées à 20 reprises au total.³⁵

16. Entre le début de 2014 et septembre 2015, il y a eu au total 18 foyers de PPA dans les zones exemptes de la maladie en Lituanie, Lettonie et Estonie.³⁶ Le dernier de ces foyers dans les zones exemptes de PPA, selon les allégations, est apparu le 22 mai 2015 – et non en août 2014 comme l'Union européenne l'a affirmé à tort à plusieurs reprises.³⁷ Le Secrétariat de l'OIE et les experts désignés par le Groupe spécial sont tous convenus que l'apparition ne serait-ce que d'un seul foyer de PPA à l'intérieur de la zone exempte de la maladie, selon les allégations, entraînerait immédiatement la perte du statut de zone exempte de PPA.³⁸ Or, les autorités vétérinaires de l'Union européenne se sont prononcées contre le recouvrement du statut de zone exempte de PPA pour les zones exemptes de la maladie initialement établies, conformément à l'article 15.1.4 du Code terrestre de l'OIE. Au lieu de cela, elles ont établi de nouvelles zones exemptes de PPA qui ne comprenaient plus les régions géographiques "infectées" incluses dans les anciennes zones exemptes de PPA – vraisemblablement sur la base de l'article 15.1.2 du Code terrestre de l'OIE.³⁹ Cela signifie que chaque fois que l'Union européenne "redéfinit" le périmètre de ses zones exemptes de PPA en adoptant de nouvelles décisions d'exécution de la Commission, elle établit une *nouvelle* zone exempte de PPA. Autrement dit, au lieu d'essayer de recouvrer le statut exempt de PPA de ses zones initialement exemptes de la maladie, l'Union européenne a choisi de contourner ces difficultés et d'instituer simplement de nouvelles zones exemptes de PPA.

17. D'un point de vue juridique et pratique dans le cadre de l'article 6:3 de l'Accord SPS et de l'article 5.3.7 du Code terrestre de l'OIE, chaque fois qu'une telle nouvelle zone exempte de PPA est établie, le pays exportateur doit fournir au pays importateur des renseignements à jour pertinents pour l'évolution de la situation concernant la PPA.⁴⁰ À cet égard, les modifications des

³¹ Voir les observations de la Fédération de Russie sur la question n° 234 du Groupe spécial.

³² Voir la pièce RUS-297 (révisée).

³³ Voir les observations de la Fédération de Russie sur la question n° 236 du Groupe spécial; la réponse de la Fédération de Russie à la question n° 268 du Groupe spécial.

³⁴ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 30.

³⁵ Voir la pièce RUS-297 (révisée).

³⁶ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie, paragraphe 31.

³⁷ Voir la pièce RUS-297 (révisée).

³⁸ Par exemple, M. Thomson a dit que "[l]'apparition ne serait-ce que d'un seul foyer dans une zone exempte de PPA désignée se traduit *immédiatement* par la perte de son statut de zone "exempte"". (pas d'italique dans l'original) Réponse de M. Thomson à la question n° 32 du Groupe spécial, paragraphe 4.22; M. Penrith affirme de la même manière que "[l]'apparition d'un seul foyer dans la zone exempte serait suffisante pour changer son statut". Réponse de M. Penrith à la question n° 6 du Groupe spécial, paragraphe 4.105.

³⁹ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 32.

⁴⁰ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphes 32 et 35.

zones qui interviennent avec régularité dans les quatre États membres de l'UE infectés peuvent être réparties en trois catégories différentes compte tenu de la gravité, de la nature et de l'emplacement du ou des foyers ayant précipité ces modifications: apparition de foyers de PPA dans les zones exemptes de PPA; apparition de foyers de PPA dans les zones de la partie I; apparition de foyers chez les porcins domestiques dans les zones de la partie II. Les très nombreuses modifications des zones dans les États membres de l'UE infectés vont de pair avec l'obligation permanente pour l'Union européenne, en termes de charge de la preuve, de fournir une "documentation détaillée" pour justifier l'établissement de ces zones. Pourtant, les rapports d'inspection (qui n'ont jamais été fournis à la Fédération de Russie) et les rapports d'éradication (transmis en mars et mai 2015) ont révélé l'existence de problèmes posés par la mise en œuvre des mesures concernant la PPA en Pologne et en Lituanie, et le fait que l'accent n'était pas mis sur une réduction importante des populations de sangliers et du nombre d'exploitations porcines artisanales à faible niveau de sécurité biologique.⁴¹ Et aucun plan d'éradication actualisé n'a jamais été présenté au Groupe spécial ou à la Fédération de Russie, même si dans sa propre Directive 2002/60 du Conseil, l'Union européenne exige que des rapports actualisés soient transmis tous les six mois.⁴²

iii. Arguments pertinents pour tous les aspects temporels

18. Indépendamment du point de repère temporel choisi par le Groupe spécial, les quatre États membres de l'UE infectés n'ont pas établi de zones conformes aux recommandations de l'OIE. Par exemple, aucun des quatre États membres de l'UE, pris individuellement, n'a présenté de renseignements concernant la

19. mise en œuvre d'un système de traçabilité des animaux dans les zones infectées, alors qu'un tel système est considéré comme une condition préalable à l'appréciation de l'intégrité d'une zone au titre de l'article 4.3.3.6 du Code terrestre de l'OIE.⁴³ Ils n'ont pas non plus identifié de "plan de sécurité biologique" par pays ainsi que le recommande l'article 4.3.3 5) du Code terrestre de l'OIE – encore moins un plan actualisé rendant compte de l'évolution dynamique – ni indiqué les tentatives avortées passées de lutte contre la PPA sur la base de plans initiaux.⁴⁴

20. En outre, les différents États membres de l'UE infectés par la PPA et l'Union européenne n'ont pas pu démontrer la crédibilité et la capacité des services vétérinaires de ces quatre États membres pour ce qui était de lutter effectivement contre la PPA comme le recommandent les chapitres 3.1 et 3.2 du Code terrestre de l'OIE et le prescrit l'article 1.6.1 du Code.⁴⁵ Ces doutes concernant le fait que les services vétérinaires n'ont pas adopté de mesures appropriées à l'épidémiologie de la maladie augmentaient chaque fois qu'une nouvelle zone exempte de PPA était établie et ensuite abandonnée lorsque des foyers de PPA y apparaissaient. Et ces doutes étaient raisonnablement fondés sur le nombre élevé de sangliers présents dans les États membres de l'UE infectés en plus du nombre important de fermes artisanales, en particulier en Lituanie, en Pologne et en Lettonie. Par ailleurs, le scepticisme de la Fédération de Russie était alimenté par les multiples foyers qui sont apparus en dehors des zones infectées par la PPA.⁴⁶ Pour toutes ces raisons, les différents États membres de l'UE n'ont pas respecté les dispositions pertinentes du Code terrestre de l'OIE.

21. La Fédération de Russie a fréquemment signifié qu'elle ne pouvait pas reconnaître les zones exemptes de PPA proposées.⁴⁷ Elle a aussi transmis aux responsables SPS de l'Union européenne et actualisé son évaluation provisoire continue, et fait part des raisons fondamentales pour lesquelles elle maintenait ses restrictions à l'importation vis-à-vis des quatre États membres de l'UE infectés. En raison de la situation extrêmement fluide et dynamique concernant la maladie, les évaluations provisoires continues de la Fédération de Russie étaient compatibles avec les

⁴¹ Observations de la Fédération de Russie sur la question n° 321 du Groupe spécial (déposées le 8 octobre 2015).

⁴² Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 38.

⁴³ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 36.

⁴⁴ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 36.

⁴⁵ Réponse de la Fédération de Russie à la question n° 306 du Groupe spécial, paragraphe 256.

⁴⁶ Voir la pièce RUS-297 (révisée).

⁴⁷ Voir, par exemple, la première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 80 à 96; la deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 12 à 18; la réponse de la Fédération de Russie à la question n° 268 du Groupe spécial, paragraphes 73 à 75.

procédures recommandées à l'article 5.3.7 du Code terrestre de l'OIE.⁴⁸ De la même manière, la Fédération de Russie s'est conformée aux dispositions pertinentes du Code terrestre de l'OIE dans son évaluation des zones établies dans les quatre États membres de l'UE infectés en examinant la qualité et la crédibilité des services vétérinaires (tel qu'indiqué à l'article 1.1, aux chapitres 3.1 et 3.2 du Code terrestre de l'OIE, et à l'article 5.3.7); sa propre situation zoosanitaire au regard de la maladie considérée (article 5.3.7); d'autres dispositions pertinentes du Code de l'OIE telles que la question de savoir si les zones avaient été établies en tenant compte de l'épidémiologie de la maladie (articles 4.3.3.5, 4.3.3, 4.3.2); la question de savoir si les mouvements des animaux avaient été soumis à des mesures de restriction adéquates (article 4.3.3; dispositions pertinentes du chapitre 15.1); la prévalence de la maladie (article 4.3.3); l'apparition de foyers en dehors des zones infectées par la PPA (articles 15.1.2, 15.1.3, 15.1.4); et la question de savoir si l'Union européenne avait fourni à la Fédération de Russie des renseignements suffisants au sujet de chacune de ses zones, y compris des rapports d'éradication et de sécurité biologique (articles 4.3.3.5 et 5.3.1, 5.37 du Code terrestre de l'OIE).⁴⁹ Sur la base de tous ces facteurs, la Fédération de Russie a procédé à une "évaluation générale du risque" (article 5.3.7) afin de déterminer si les zones exemptes de PPA de l'UE étaient et resteraient exemptes de la maladie.⁵⁰

2. Les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie visant les produits soumis à un traitement thermique sont conformes à l'article 3:2 de l'Accord SPS

22. Les dispositions pertinentes du Code terrestre de l'OIE qui constituent la norme internationale pour les produits du porc soumis à un traitement thermique sont énoncées aux articles 15.1.14 à 15.1.17 du Code terrestre de l'OIE. Ces dispositions permettent le commerce des produits du porc qui "ont été soumis à un traitement dans un établissement agréé pour l'exportation par l'Autorité vétérinaire *afin de garantir la destruction du virus de la peste porcine africaine*, et que les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle du virus de la peste porcine africaine".⁵¹ Le chapitre 15.1 du Code terrestre de l'OIE n'énonce aucune prescription concernant la température.⁵² Par conséquent, les obligations d'un pays importateur au titre du chapitre 15.1 ne sont déclenchées que lorsque chaque État membre de l'UE infecté a démontré a) que les produits ont été soumis à un traitement afin de garantir la destruction du virus; et b) que "les précautions nécessaires ont été prises après le traitement afin d'éviter que les produits n'entrent en contact avec une source potentielle du virus de la peste porcine africaine".

23. L'Union européenne n'a présenté aucun élément de preuve démontrant que chacun des quatre États membres de l'UE se conformait aux articles 15.1.14 à 15.1.17 du Code terrestre de l'OIE.⁵³ Un Membre exportateur ne peut pas présumer de cette conformité. Étant donné que l'Union européenne n'avait pas établi de base de preuves concernant sa conformité alléguée, la Fédération de Russie n'était pas tenue en vertu du chapitre 15.1 du Code terrestre de l'OIE d'accepter des produits soumis à un traitement thermique en provenance des quatre États membres infectés par la PPA. En effet, la Fédération de Russie s'est dûment conformée à l'article 3:2 de l'Accord SPS et à la norme internationale pour les produits soumis à un traitement thermique en ce qui concerne les mesures auxquelles les quatre États membres de l'UE infectés étaient parties.

⁴⁸ Réponse de la Fédération de Russie à la question n° 306 du Groupe spécial, paragraphe 257.

⁴⁹ Réponse de la Fédération de Russie à la question n° 306 du Groupe spécial, paragraphe 257.

⁵⁰ Voir, par exemple, la première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 57 à 213; la communication présentée par la Fédération de Russie à titre de réfutation, paragraphes 7 à 126; la réponse de la Fédération de Russie à la question n° 101 du Groupe spécial; la déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphes 6 à 43.

⁵¹ Voir, par exemple, la déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la première audition, paragraphes 36 à 39; les observations de la Fédération de Russie sur les réponses de l'Union européenne à la question n° 241 du Groupe spécial, paragraphes 92 et 93.

⁵² Réponses de la Fédération de Russie à la question n° 252 du Groupe spécial, paragraphes 5 à 7.

⁵³ Observations de la Fédération de Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 281 du Groupe spécial.

B. Les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie sont compatibles avec l'article 5:5 de l'Accord SPS

24. La Fédération de Russie a instauré de solides mesures de lutte contre la PPA conformément aux dispositions du Code terrestre de l'OIE. De plus, la législation relative aux importations en provenance de pays affectés par la PPA qui figure dans la Décision n° 317 de l'Union douanière incorpore la régionalisation "mise en œuvre conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé animale [OIE]". Dans la mesure où le Code terrestre de l'OIE recommande aux pays importateurs de reconnaître les zones exemptes de maladies et les zones à faible prévalence de maladies, la Fédération de Russie a agi en conséquence.

25. L'Union européenne a continué d'affirmer – mais sans jamais le démontrer au moyen de preuves crédibles – que la Fédération de Russie avait adopté un faible niveau approprié de protection qui se manifestait dans l'inefficacité alléguée de ses mesures intérieures.⁵⁴ Cette allégation est erronée.

26. Premièrement, elle est contredite par le témoignage et les déclarations non réfutés des experts SPS de la Fédération de Russie, M. Georgy Djailidi, Mme Tatyana Ausheva, M. Konstantin Gruzdev et le président du conseil d'administration du groupe AGROECO, M. Vladimir Maslov, qui démontrent la rigueur et l'efficacité des mesures russes de lutte contre la PPA.⁵⁵ En particulier, les responsables SPS russes ont lancé des mesures renforcées appropriées de contrôle des populations de sangliers et ont entrepris de réduire rapidement le nombre de porcins présents dans les fermes artisanales grâce à des programmes d'indemnisation. Par suite de ces mesures et d'autres mesures de lutte contre la PPA, une partie importante du territoire de la Fédération de Russie est exempte de PPA, a une faible prévalence de la PPA ou n'a pas enregistré de foyers de PPA au cours des trois dernières années.⁵⁶

27. Deuxièmement, l'Union européenne n'a pas examiné ni réfuté les éléments de preuve que la Fédération de Russie a présentés pour montrer que son niveau approprié de protection est élevé, bien que l'Organe d'appel ait noté dans l'affaire *Inde—Produits agricoles* qu'il est attendu du Groupe spécial qu'il "accorde de l'importance" à la formulation par ce Membre de son niveau approprié de protection, en particulier lorsque celui-ci a été exprimé avec suffisamment de précision, avec constance et avant la procédure de groupe spécial comme la Fédération de Russie l'a fait.⁵⁷

28. Troisièmement, une interdiction de la vente sur le marché intérieur n'est ni envisagée ni prescrite par le Code terrestre de l'OIE en tant que condition préalable à l'imposition légitime de restrictions à l'importation à l'échelle du pays si le pays exportateur ne démontre pas qu'il a établi des zones d'infection et des zones exemptes de la maladie conformes aux recommandations de l'OIE.⁵⁸ L'Union européenne n'a jamais réfuté les nombreux éléments de preuve selon lesquels l'Union européenne a pour pratique courante d'interdire complètement toutes les importations en provenance de partenaires commerciaux affectés par une maladie tout en adoptant sur son territoire des mesures de régionalisation pour la même maladie.⁵⁹ Les exemples non réfutés soulignent le fait qu'aux fins des articles 2:3 et 5:5 de l'Accord SPS, une interdiction intérieure à l'échelle du pays n'est pas exigée comme condition préalable pour restreindre légitimement les importations à l'échelle du pays en vertu du Code terrestre de l'OIE.

⁵⁴ Voir, par exemple, la première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 248; la deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 150.

⁵⁵ Voir, par exemple, la déclaration de M. Georgy Djailidi (pièce RUS-307); la déclaration de Mme Tatyana Ausheva. (pièce RUS-308); la déclaration de M. Konstantin Gruzdev (pièce RUS-309); la déclaration liminaire de la Fédération de Russie, paragraphes 6 à 12

⁵⁶ Voir, par exemple, la déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 45.

⁵⁷ Voir la deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphe 143.

⁵⁸ Deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphe 145; réponse de la Fédération de Russie à la question n° 190 du Groupe spécial, paragraphe 364; réponse de la Fédération de Russie à la question n° 266 du Groupe spécial, paragraphes 51 et 52.

⁵⁹ Des exemples de cette pratique figurent dans la communication présentée par la Fédération de Russie à titre de réfutation, paragraphes 154 à 157; dans la réponse de la Fédération de Russie à la question n° 190 du Groupe spécial, paragraphe 363; et dans la réponse de la Fédération de Russie à la question n° 266 du Groupe spécial, paragraphe 55.

29. Enfin, les experts sont convenus dans leurs remarques écrites que les dispositions du Code terrestre de l'OIE relatives au zonage ne peuvent formellement s'appliquer qu'aux zones du pays *exportateur*, et non aux zones d'infection ou de protection établies sur le territoire des pays importateurs qui sont aussi affectés par la même maladie.⁶⁰

C. Les restrictions à l'importation imposées par la Fédération de Russie aux États membres de l'UE infectés ne sont pas discriminatoires au regard de l'article 2:3 de l'Accord SPS

30. L'article 2:3 de l'Accord SPS fait exclusivement référence aux Membres de l'OMC. Pour que les plaignants obtiennent gain de cause dans une allégation de discrimination, le Groupe spécial doit constater qu'il y a eu violation de tous les éléments mentionnés à l'article 2:3 de l'Accord SPS. Cela inclut la prescription selon laquelle la discrimination existe entre des Membres. L'Union européenne ne peut pas l'établir dans le cas du Bélarus, qui n'est pas un Membre de l'OMC, et à ce titre, son allégation de discrimination est sans fondement.⁶¹

31. L'Union européenne admet dans sa deuxième communication écrite qu'actuellement, "il se peut ... qu'il n'y ait pas de discrimination"⁶² dans le cas de l'Ukraine. S'agissant des précédentes allégations de discrimination de l'UE, la Fédération de Russie fait observer qu'elle a initialement autorisé la régionalisation dans le cas de l'Ukraine sur la base des liens historiques qui unissaient les deux pays et de la confiance mutuelle qui existait encore entre eux en janvier 2014.⁶³ En effet, la Fédération de Russie et l'Ukraine sont toutes deux membres de la Communauté d'États indépendants (CEI) et leur principale législation en matière de régionalisation pour la lutte contre la PPA, en particulier, et leur législation SPS, en général, sont grandement similaires – ce qui est dû à leur histoire commune sous le régime de l'Union soviétique. Cependant, la Fédération de Russie a procédé à de rigoureuses inspections complémentaires afin de s'assurer que la régionalisation en Ukraine était en fait efficacement mise en œuvre et pouvait garantir que les zones exemptes de PPA en Ukraine resteraient exemptes de la maladie. Lorsqu'elle a découvert l'existence de violations des mesures de régionalisation ukrainiennes, la Fédération de Russie a décidé, tout comme elle l'avait fait dans le cas de l'Union européenne, de ne pas reconnaître les mesures de régionalisation de l'Ukraine.⁶⁴ Pendant un certain temps, toutefois, elle a pu poursuivre le commerce en provenance de compartiments à niveaux de sécurité biologique étaient élevés.⁶⁵

D. Les restrictions à l'importation de la Fédération de Russie sont compatibles avec l'article 5:6

32. L'Union européenne ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve lui incombant au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS et n'a pas démontré qu'il existait une autre mesure raisonnablement applicable qui permette d'obtenir le niveau de protection jugé approprié par la Fédération de Russie et soit sensiblement moins restrictive pour le commerce.

33. L'Union européenne allègue à tort que les mesures de la Fédération de Russie sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire en déduisant le niveau approprié de protection de la Fédération de Russie des mesures contestées. Cependant, si un niveau approprié de protection est déduit de la mesure contestée, alors par définition, celle-ci ne peut jamais être plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection voulu. En réponse à la question n° 150 du Groupe spécial, l'Union européenne s'inscrit en faux contre ce raisonnement, en disant que "le niveau approprié de protection n'est inféré que des éléments qui ne sont pas ouvertement protectionnistes".⁶⁶ Or l'Union européenne ne mentionne aucune disposition juridique à l'appui de ce raisonnement juridique circulaire. En effet, c'est au Groupe spécial qu'il appartient de se prononcer sur le point de savoir si des éléments d'une mesure sont ou non "ouvertement protectionnistes"; ce n'est pas à l'une des parties de le présumer

⁶⁰ Voir, par exemple, la réponse de M. Gideon Bruckner à la question n° 20 du Groupe spécial, paragraphe 2.158; et la réponse de M. Gavin Thomson à la question n° 33 du Groupe spécial, paragraphe 4.30.

⁶¹ Voir, par exemple, la déclaration liminaire de la Fédération de Russie, paragraphe 48.

⁶² Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 138.

⁶³ Réponse de la Fédération de Russie à la question n° 259 du Groupe spécial, paragraphe 22.

⁶⁴ Réponse de la Fédération de Russie à la question du Groupe spécial, paragraphe 23.

⁶⁵ Première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphe 330.

⁶⁶ Réponse de l'Union européenne à la question n° 150 du Groupe spécial, paragraphe 313.

unilatéralement. De plus, l'Union européenne n'a pas démontré en quoi le fait de se conformer à la norme internationale pertinente – qui correspond à un niveau approprié de protection moyen/élevé – permettrait d'obtenir ce qu'elle juge être le "faible" niveau approprié de protection de la Fédération de Russie.⁶⁷ Enfin, l'autre mesure de l'Union européenne n'est pas moins restrictive pour le commerce étant donné que la Fédération de Russie se conforme déjà à la norme internationale.⁶⁸

E. Rien ne fonde une allégation de retard injustifié au titre de l'article 8 et de l'Annexe C en ce qui concerne la régionalisation des quatre États membres infectés

34. Le dossier étaye la conclusion que les quatre États membres de l'UE n'ont pas fourni à la Fédération de Russie des renseignements complets, en temps opportun et adéquats sur la *mise en œuvre* de mesures *efficaces* de lutte contre la PPA, non seulement dans leurs demandes initiales de régionalisation des zones exemptes de PPA, mais également par la suite en ce qui concerne chacune des modifications législatives apportées aux limites des zones exemptes de PPA, selon les allégations.⁶⁹ L'augmentation importante et continue du nombre de foyers de PPA – y compris ceux apparus dans les zones exemptes de PPA, selon les allégations – a obscurci le statut exempt de PPA des dites zones.

35. Sa demande de renseignements additionnels concernant les quatre États membres de l'UE infectés ne prouve pas que la Fédération de Russie cherchait à retarder l'évaluation et le règlement des demandes de zonage de chacun des États membres. L'Union européenne ne s'est pas opposée à la communication à la Fédération de Russie de certains des renseignements demandés au sujet des quatre États membres de l'UE infectés.⁷⁰ La pertinence et le caractère opportun de la demande de renseignements de la Fédération de Russie concernant les quatre États membres de l'UE infectés ont été confirmés par les experts.⁷¹ Par conséquent, en ce qui concerne les quatre États membres de l'UE infectés, les allégations formulées par l'UE au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS doivent être jugées sans fondement.

II. ARGUMENTS CONCERNANT LE RESPECT PROVISOIRE DES CERTIFICATS VÉTÉRINAIRES PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

A. Le respect provisoire des certificats vétérinaires par la Fédération de Russie n'est pas une mesure attribuable à la Fédération de Russie

36. Les faits versés au dossier indiquent que ce qu'on appelle l'"interdiction à l'échelle de l'UE" n'est pas une mesure directement imputable à la Fédération de Russie.

37. Premièrement, le Mémoire UE-Russie de 2004 et les formulaires de certificat bilatéral paraphés par les responsables compétents de la Russie et de l'Union européenne en 2006 constituent le fondement juridique des certificats vétérinaires pertinents.⁷² Comme ce Mémoire et ces formulaires sont de nature bilatérale, ils ne peuvent pas être considérés comme une mesure russe "nationale". En effet, les formulaires de certificat vétérinaire convenus bilatéralement reflètent la volonté des deux parties. Il n'existe pas de droit unilatéral d'invalider le document. Par conséquent, la Fédération de Russie ne peut pas unilatéralement renier les dispositions du certificat vétérinaire ni les modifier. En outre, la Fédération de Russie n'a pas le droit d'exiger unilatéralement tel ou tel certificat vétérinaire ou autre document produit sous une

⁶⁷ Voir, par exemple, la réponse de la Fédération de Russie à la question n° 304 du Groupe spécial, paragraphes 217 et 218.

⁶⁸ Voir, par exemple, les observations de la Fédération de Russie sur la question n° 286 du Groupe spécial, paragraphe 149.

⁶⁹ Fédération de Russie, déclaration liminaire à la deuxième audition, paragraphe 5; première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 151 à 164; pour le lien avec les obligations énoncées à l'article 5:7 de l'Accord SPS, voir, par exemple, la deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 185 à 193.

⁷⁰ Voir, par exemple, la déclaration finale de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 3; les observations de la Fédération de Russie sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 322 du Groupe spécial.

⁷¹ Voir, par exemple, les observations de la Fédération de Russie sur les questions n° 12 et 13 posées par le Groupe spécial aux experts.

⁷² Voir la déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphes 50 et 51.

forme autre que celle du certificat vétérinaire bilatéral convenu avec l'Union européenne. Théoriquement, si elle était prise, une telle décision, pourrait être considérée comme une mesure incompatible avec les règles de l'OMC qui invaliderait effectivement le formulaire de certificat convenu bilatéralement, contrairement à l'engagement pris par la Russie au paragraphe 893 du rapport du Groupe de travail. Et une telle mesure serait imputable à la Fédération de Russie.

38. Deuxièmement, la mise en œuvre du certificat convenu n'est pas une mesure qui pourrait être imputable à la Fédération de Russie.⁷³ Le certificat bilatéral est un document convenu entre l'autorité compétente russe et l'autorité compétente de l'Union européenne. Il définit le formulaire de certificat qui doit être produit et signé par un responsable vétérinaire compétent de l'Union européenne. Dans ce document, le responsable vétérinaire compétent de l'État membre de l'Union européenne pertinent certifie que le produit en cause est effectivement originaire du territoire de l'Union européenne et que ce territoire est exempt de PPA depuis trois ans. Ce document accompagne ensuite le lot de marchandises exportées de l'Union européenne vers la Fédération de Russie. À la frontière russe, l'agent compétent russe vérifie la validité du certificat délivré par les responsables compétents de l'Union européenne conformément au formulaire convenu, et accepte ensuite les marchandises. Cependant, les responsables vétérinaires de l'Union européenne, et non ceux de la Fédération de Russie, n'ont pas pu certifier la conformité des produits en cause avec les conditions énoncées dans les certificats vétérinaires convenus bilatéralement.

39. Les certificats convenus bilatéralement sont différents de ceux adoptés au niveau national.⁷⁴ En vertu de la décision de la Commission de l'Union douanière, les formulaires communs des certificats de l'Union douanière ont été adoptés avant l'accession de la Russie à l'OMC. Ils servent la même fin – le responsable vétérinaire télécharge le formulaire de certificat, le signe et le remet à un exportateur désireux de commercer avec la Russie. Au moment de l'accession de la Russie, l'Union européenne a affirmé qu'elle n'était pas prête à utiliser ces formulaires des certificats adoptés au niveau de l'Union douanière (maintenant l'Union économique eurasiennne dont la Russie est membre) et a insisté pour qu'un certificat bilatéral spécial négocié auparavant avec la Fédération de Russie reste en vigueur. Comme l'Union européenne craignait apparemment que la Russie ne décide unilatéralement d'annuler le certificat convenu ou d'en modifier le texte, elle a insisté pour inclure un engagement spécifique au paragraphe 893 du rapport du Groupe de travail. Cela lui donnait l'assurance que la Fédération de Russie n'invaliderait pas unilatéralement le certificat bilatéral convenu. Mais ce qui a donné à l'Union européenne le *droit* d'exiger le certificat adopté lui imposait aussi l'*obligation* d'utiliser ce certificat jusqu'à ce qu'il en soit convenu autrement avec la Fédération de Russie.

40. En effet, la "mise en œuvre" ou l'"action" est le fait que les autorités vétérinaires de l'Union européenne ne peuvent pas certifier l'absence de PPA sur l'ensemble du territoire de l'UE et par conséquent délivrer les documents nécessaires exigés pour exporter les produits du porc pertinents vers la Fédération de Russie.⁷⁵ La Fédération de Russie ne peut pas mettre en œuvre le certificat parce que cela représenterait une *deuxième* étape dans le processus, subordonnée à l'exécution de la *première* étape par les autorités vétérinaires de l'Union européenne, à savoir délivrer des certificats d'exportation conformément aux conditions énoncées dans le formulaire convenu bilatéralement. En fait, c'est à la partie initialement chargée de la mise en œuvre qu'il appartient d'exécuter la *première* étape nécessaire. Dans le cas où l'Union européenne ne peut pas fournir un certificat valide, il est impossible de passer à la deuxième étape du processus. Par conséquent, dans la présente situation, il n'y a pas de mise en œuvre d'une mesure qui puisse être imputée à la Fédération de Russie. De plus, les prescriptions et procédures en matière de certification sont appliquées par les responsables de l'UE qui délivrent le certificat.

B. Le certificat vétérinaire UE-Russie de base est et continue d'être valide

41. Les conditions des certificats vétérinaires utilisés dans toute l'UE sont reconnues par l'Union européenne et continuent d'être valides – au point que l'Union européenne a fait valoir que du fait qu'ils demeuraient valides, les États membres ne pouvaient pas négocier directement à titre individuel avec la Fédération de Russie.⁷⁶ Cela démontre que l'Union européenne reconnaît la

⁷³ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 52.

⁷⁴ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 53.

⁷⁵ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 54.

⁷⁶ Réponses de l'Union européenne à la question n° 21 du Groupe spécial, paragraphe 88.

présente pertinence et applicabilité de ce certificat en ce qui concerne le commerce des porcins vivants et des produits du porc entre elle et la Fédération de Russie.

42. Un autre élément de preuve du maintien de la validité du certificat est le fait qu'il constituait une condition de l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC.⁷⁷ Le fondement juridique de la position de la Fédération de Russie figure à l'article XII:1 de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce; au paragraphe 3 du Protocole d'accession de la Fédération de Russie; et aux paragraphes 893 et 1450 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie. Par conséquent, la Fédération de Russie et l'UE se sont engagées à maintenir la validité des certificats jusqu'à ce qu'un certificat d'exportation soit adopté en accord avec une Partie à l'Union douanière sur la base des positions concertées des autres Parties". Comme aucun accord en ce sens n'était intervenu à la fin de janvier 2014, la Fédération de Russie avait l'obligation, conformément aux modalités de son accession à l'OMC, de continuer d'utiliser ces certificats. Cependant, nous estimons que cela peut être qualifié de respect "provisoire" car nous prévoyons que le certificat sera renégocié entre l'UEE (ex-Union douanière) et l'Union européenne comme indiqué au paragraphe 893 du rapport du Groupe de travail.

43. Tous les Membres sont convenus des modalités de l'accession de la Fédération de Russie, y compris le paragraphe 893 du rapport du Groupe de travail.⁷⁸ Il s'ensuit que ces dispositions du Protocole doivent être compatibles avec l'Accord SPS. En effet, si le Groupe spécial devait décider qu'il en est autrement, alors ses recommandations et décisions sur cette question n'auraient pas un fondement juridique suffisant car ces recommandations et décisions "ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés", conformément à l'article 3:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

44. Enfin, comme la Fédération de Russie n'est pas en mesure de modifier unilatéralement le formulaire de certificat convenu bilatéralement avec l'Union européenne, elle a à de nombreuses reprises cherché à renégocier avec l'Union européenne prise dans son ensemble les certificats vétérinaires Union européenne-Fédération de Russie actuels.⁷⁹ Par exemple, dans une lettre datée du 5 février 2014, la Fédération de Russie a expliqué à l'Union européenne qu'elle avait eu une réunion avec l'Union douanière pour examiner les mesures provisoires prises concernant la PPA⁸⁰; des pourparlers ont eu lieu le 9 février 2014 entre l'Union européenne, l'Union douanière et la Commission économique eurasiennne concernant la modification des certificats⁸¹; les Parties ont discuté de la question du certificat à Moscou le 21 février 2014 et sont convenues qu'il devrait être modifié pour que le commerce reprenne, etc.⁸² Les experts de la Commission européenne et de la Fédération de Russie ont tenu des consultations aux mois de mars, d'avril et de mai 2014, qui ont comporté – ainsi que le démontre l'historique – de nombreuses rencontres en personne et négociations téléphoniques. Comme l'indique l'historique, l'Union douanière a aussi activement participé aux réunions portant sur la refonte du certificat vétérinaire. L'historique, qui reste en grande partie non contesté par l'Union européenne, démontre les efforts faits de bonne foi par la Fédération de Russie pour tenter de résoudre la question du certificat.

45. En outre, au cours de 2014, l'Union douanière, au nom de la Fédération de Russie, a engagé diverses négociations avec l'Union européenne et avec quelques-uns de ses États membres. Les négociations avaient pour but de tenter de trouver une parade à l'impossibilité actuelle pour les responsables de l'UE de certifier les exportations en provenance de l'Union européenne en raison du libellé des certificats UE-Russie.

⁷⁷ Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 177 à 179; la déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 56; la déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la première audition, paragraphe 50.

⁷⁸ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 57.

⁷⁹ Deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 207 à 214; voir l'historique des négociations concernant les certificats (pièce RUS-218).

⁸⁰ Historique des négociations concernant les certificats, point 15 (pièce RUS-218) (citant la lettre adressée par le Service vétérinaire russe au Service vétérinaire de l'UE, 5 février 2014, FS-SD-8/1640 (pièce EU-84)).

⁸¹ Historique des négociations concernant les certificats, point 18 (pièce RUS-218) (citant la lettre adressée par le Service vétérinaire russe à la Slovaquie, 9 février 2014, ΦC-HB-8/2549 (pièce RUS-211)).

⁸² Historique des négociations concernant les certificats, point 22 (pièce RUS-218) (citant la lettre adressée par le Service vétérinaire de l'UE au Service vétérinaire russe, 25 février 2014, SANCO/G7/PD/mh(2014)515243 (pièce RUS-197)).

46. Pourtant, malgré ces efforts, les Parties ne sont toujours pas parvenues à un accord final. L'Union européenne a rejeté la proposition de la Fédération de Russie en faveur d'un "plan en deux étapes" pour la régionalisation, qui consistait à adopter comme solution intermédiaire au problème la reprise des importations en provenance des pays occidentaux de l'Union européenne qui étaient très éloignés de la région infectée, après quoi, la question des pays à risque pourrait être examinée.⁸³ Il conviendrait de dire que si elle avait la possibilité d'introduire unilatéralement des modifications des certificats convenus bilatéralement ou simplement d'annuler leur durée de validité, la Fédération de Russie aurait pu imposer ce plan à l'égard des exportations en provenance de l'UE, et adopter ainsi une mesure qui pourrait lui être imputable. Cependant, la nature bilatérale de l'accord et le fait que l'Union européenne n'était pas disposée à accepter d'éventuelles modifications empêche la Russie de mener des actions qui pourraient lui être imputables. La Fédération de Russie a par ailleurs proposé d'engager des négociations bilatérales avec les États membres de l'UE pris individuellement.⁸⁴ Mais l'Union européenne tient à modifier les certificats vétérinaires selon ses propres conditions.

C. À titre subsidiaire, le respect provisoire des conditions des certificats vétérinaires par la Fédération de Russie est justifié au regard de l'article 5:7

47. Si le Groupe spécial considère qu'il s'agit d'une mesure, le respect provisoire de l'article 5:7 de l'Accord SPS par la Fédération de Russie est justifié à titre de précaution.⁸⁵ Premièrement, il existe toujours des preuves scientifiques insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques à l'échelle de l'ensemble de l'Union européenne. Par exemple, le rapport 2015 de l'EFSA reflète l'incertitude scientifique qui continue d'entourer l'épidémiologie de la PPA. Ainsi, le rapport notait "la grande incertitude concernant la distance que parcourent les sangliers"⁸⁶ et soulignait le rôle important joué par les carcasses dans la dissémination de la PPA – dont vraisemblablement 10% seulement étaient identifiées⁸⁷ – qui n'était pas bien compris auparavant. De plus, le rapport 2015 de l'EFSA concluait qu'une intensification de la chasse ciblée serait un moyen efficace d'éradiquer la PPA chez le sanglier, ce qui allait à l'encontre des constatations formulées dans le rapport 2010 de l'EFSA. Par ailleurs, il existe toujours une incertitude quant au point de savoir si la survie du sanglier peut en fait être un facteur de transmission de la PPA sur de plus longues périodes.⁸⁸ Enfin, le rapport 2015 de l'EFSA conclut que l'on n'a pas constaté l'existence d'une corrélation entre la densité des populations de sangliers et la dissémination de la PPA.⁸⁹ Cette constatation contredit de précédentes constatations figurant dans les rapports de l'Union européenne qui concluaient à plusieurs reprises que "la dissémination de la PPA chez le sanglier [était] corrélée à la densité élevée des populations de sangliers".⁹⁰ Cela confirme et souligne encore l'incertitude des preuves scientifiques concernant la lutte contre la PPA chez le sanglier qui continue d'exister à ce jour.

48. Deuxièmement, la Fédération de Russie attend toujours de recevoir de l'Union européenne les renseignements nécessaires pour terminer une évaluation adéquate du risque de dissémination de la PPA.⁹¹ La Fédération de Russie a fort justement axé ses questions sur les mesures de lutte et

⁸³ Historique des négociations des certificats, point 26, 4 mars 2014 (pièce RUS-218) (citant Rosselkhoznadzor news, "Negotiations between Sergey Dankvert, Head of Rosselkhoznadzor, and Alex Van Meeuwen, Ambassador of the Kingdom of Belgium," 4 mars 2014 (pièce RUS-234)); voir aussi l'historique des négociations des certificats, point 57 (pièce RUS-218) citant Rosselkhoznadzor News, "Working meeting between Head of Rosselkhoznadzor Sergey Dankvert and heads of national veterinary Services and Industrial Associations from Denmark, France, the Netherlands and Italy", 20 novembre 2014 (pièce RUS-87).

⁸⁴ Deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 215 à 218.

⁸⁵ Voir, par exemple, la première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 350 à 382; la deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 185 à 203; la déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphes 61 à 67.

⁸⁶ Scientific Opinion on African Swine Fever, EFSA Panel on Animal Health and Welfare (AHAW), Journal de l'EFSA 2015;13(7):4163, page 29. (pièce RUS-293)

⁸⁷ *Ibid.*, page 34.

⁸⁸ Observations de la Fédération de Russie sur les réponses des experts à la question n° 8 du Groupe spécial, paragraphes 14 à 16.

⁸⁹ Scientific Opinion on African Swine Fever, EFSA Panel on Animal Health and Welfare (AHAW), Journal de l'EFSA 2015;13(7):4163, page 3. (pièce RUS-293)

⁹⁰ Latvia PAFF meeting, African Swine Fever in Latvia (update). 13 et 14 janvier 2015. (pièce RUS-318)

⁹¹ Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphe 195; la première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 367 à 370; la déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 62.

les données découlant de la surveillance dans les États membres de l'UE qui actuellement ne connaissent *pas* d'infections de PPA. L'Union européenne maintient sa position – un an après que ces questions posées à l'échelle de l'UE lui ont été adressées – qui est de dire que des aspects importants de ces renseignements sont dénués de pertinence et ne communique pas à la Fédération de Russie certains renseignements essentiels. Parmi les renseignements que l'Union européenne n'a pas fournis figurent des renseignements sur les pratiques de contrôle et de surveillance dans tous les États membres de l'UE.⁹² Étant donné le rôle important des sangliers dans la dissémination de la maladie et la forte densité des populations de sangliers dans les États membres de l'UE non infectés, ces renseignements seraient particulièrement essentiels.

49. Ce n'est qu'en juin 2015 que l'Union européenne a rejeté la demande de la Fédération de Russie concernant les données sur la surveillance de la PPA exercée dans les États membres de l'UE non infectés par la PPA.⁹³ Pourtant, bien qu'elle ne fournisse pas ces renseignements très pertinents, l'Union européenne allègue que la "grande majorité" de son territoire remplit les conditions requises pour avoir le statut "historiquement indemne" en vertu du Code terrestre de l'OIE.⁹⁴ L'Union européenne ne comprend pas que le fait d'être historiquement indemne de la PPA dépend de l'existence d'un système de détection précoce et de mesures destinées à prévenir l'introduction de la maladie, ainsi que de l'absence de preuves établissant que la maladie a infecté la faune sauvage. De plus, les experts sont convenus que, prise dans son ensemble, l'Union européenne ne peut pas être considérée comme historiquement indemne de PPA. Par conséquent, l'Union européenne n'a pas démontré qu'il était justifié de lui accorder le statut "historiquement indemne" au sens de l'article 1.4.6 du Code terrestre de l'OIE.

50. Troisièmement, les renseignements pertinents disponibles indiquent l'existence d'un risque élevé de dissémination de la PPA dans d'autres parties de l'Union européenne. À cet égard, la Fédération de Russie a invoqué un certain nombre d'études scientifiques, dont un rapport de l'Institut fédéral allemand de recherche sur la santé animale, des constatations de Gallardo *et al.*, qui sont d'éminents spécialistes de la PPA, ainsi que des études sur les voies de migration du sanglier.⁹⁵

51. Quatrièmement, la Fédération de Russie continue de chercher à obtenir des renseignements additionnels et revoit son respect provisoire des certificats vétérinaires dans un délai raisonnable.⁹⁶ En l'espèce, tout retard dans la négociation d'un nouveau certificat vétérinaire est dû au fait que l'Union européenne ne peut pas garantir à la Fédération de Russie que le nouveau certificat permettra en fait d'écarter la PPA du cycle de production, étant donné que les conditions concernant la PPA dans l'Union européenne ne cessent de s'aggraver. La situation concernant la PPA très dynamique et en constante aggravation dans les États membres de l'UE indique qu'il y a des raisons de se montrer prudent, en particulier sachant qu'à ce jour, la Fédération de Russie n'a pas reçu les données sur la surveillance dans les États membres non infectés par la PPA.

D. La mesure provisoire de la Fédération de Russie est compatible avec l'article 8 et l'Annexe C de l'Accord SPS

52. La récente jurisprudence établie dans l'affaire *États-Unis - Animaux* étaye les arguments de la Fédération de Russie selon lesquels les allégations formulées par l'Union européenne au titre de l'article 8 et de l'Annexe C doivent aussi être jugées sans fondement.⁹⁷ Si le Groupe spécial considère que le respect des certificats provisoires constitue une mesure SPS attribuable à la Fédération de Russie, celle-ci a déjà indiqué qu'elle réexaminait régulièrement ses mesures provisoires, mais que le fait que l'Union européenne n'avait pas fourni de renseignements suffisants avait causé le retard actuel.⁹⁸ En effet, un ou plusieurs experts ont jugé pertinentes un certain nombre de questions concernant tous les États membres de l'UE faisant partie de l'Union

⁹² Voir la déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 62.

⁹³ Déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 62 (citant la pièce *RUS-319*).

⁹⁴ Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphe 176.

⁹⁵ Voir, par exemple, la première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 372 à 378; la deuxième communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 198 à 202; la déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphes 63 à 65.

⁹⁶ Première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 379 à 381; déclaration liminaire de la Fédération de Russie à la deuxième audition, paragraphe 66.

⁹⁷ Réponse de la Fédération de Russie à la question n° 304 du Groupe spécial, paragraphes 199 à 201.

⁹⁸ Première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphes 379 à 382.

douanière de l'UE que la Fédération de Russie a posées. Même si les experts peuvent, pour des motifs légitimes et de bonne foi, être en désaccord sur le choix des renseignements qu'ils jugent pertinents, ce qui est important c'est le point de savoir si les questions de la Fédération de Russie reposent sur une base objective au regard du critère d'examen approprié. C'est le cas en ce qui concerne les questions posées par la Fédération de Russie.⁹⁹

⁹⁹ Voir, par exemple, les observations de la Fédération de Russie sur les réponses des experts aux questions n° 12 et 13 du Groupe spécial.

ANNEXE C

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique intégré des arguments de l'Australie	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique intégré des arguments du Brésil	C-4
Annexe C-3	Résumé analytique intégré des arguments de l'Inde	C-8
Annexe C-4	Résumé analytique intégré des arguments du Japon	C-11
Annexe C-5	Résumé analytique intégré des arguments de la Norvège	C-14
Annexe C-6	Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis	C-18

ANNEXE C-1**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'AUSTRALIE****I. CONFORMITÉ AVEC LES NORMES INTERNATIONALES**

1. L'Australie fait observer que le Groupe spécial aura besoin de déterminer, en fait, si les mesures de la Russie sont conformes au Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE ou si elles sont simplement établies sur la base de ce code. L'article 3:2 de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (l'"Accord SPS") dispose que seules les mesures qui sont *conformes aux normes internationales* bénéficient de la présomption de compatibilité avec l'Accord SPS.

2. Compte tenu de cela, l'Australie considère qu'il serait approprié que le Groupe spécial commence son analyse par les allégations au titre de l'article 3 et examine ensuite, si cela est nécessaire, les allégations ultérieures au titre des articles 5 et 6 de l'Accord SPS.¹

II. ÉVALUATION DES RISQUES

3. Il sera nécessaire que le Groupe spécial examine si le niveau des renseignements scientifiques était insuffisant pour justifier l'adoption provisoire de mesures SPS par la Russie conformément à l'article 5:7 de l'Accord SPS.²

4. Conformément aux quatre prescriptions cumulatives définies par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, pour que la Russie puisse invoquer l'article 5:7 de l'Accord SPS³, il faudrait que le Groupe spécial évalue si: 1) les informations scientifiques pertinentes dont disposait la Russie étaient insuffisantes; 2) les mesures de la Russie ont été adoptées sur la base des renseignements pertinents disponibles; 3) la Russie s'est efforcée d'obtenir des renseignements additionnels pour procéder à une évaluation plus objective du risque; et 4) la Russie a examiné ses mesures dans un délai raisonnable.

5. L'Australie souligne que l'insuffisance des preuves doit avoir rapport avec les informations qui sont pertinentes pour la réalisation de l'évaluation du risque en question.⁴ Elle fait aussi observer que la prescription relative au délai raisonnable doit être établie au cas par cas.⁵

III. RÉGIONALISATION

6. L'Australie considère que la régionalisation est un principe important visant à permettre la poursuite du commerce tout en respectant le niveau approprié de protection d'un Membre importateur.

7. La régionalisation est particulièrement importante dans le cas d'un Membre possédant un vaste territoire sur lequel un foyer de maladie est confiné à une zone d'une partie de ce territoire. Le Membre peut avoir mis en œuvre des mesures de confinement de la maladie en imposant, par exemple, des mesures de contrôle de la circulation des produits à risque, en plus d'autres méthodes. Ce Membre peut être en mesure de démontrer que la maladie ne s'est pas disséminée sur d'autres parties de son territoire. Pour ce Membre, le risque émanant des parties de son territoire qui sont "exemptes de la maladie" n'est pas plus élevé que celui qui existait avant que la maladie ne se manifeste.

¹ Cela coïncide avec l'ordre d'analyse suivi par le Groupe spécial *Inde – Mesures concernant l'importation de certains produits agricoles en provenance des États-Unis* dans son rapport, WT/DS430/R et WT/DS430/R/Add.1, adopté le 19 juin 2015, paragraphe 7.125.

² Fédération de Russie – Mesures visant l'importation de porcins vivants, de viande de porc et d'autres produits du porc en provenance de l'Union européenne, première communication écrite de la Fédération de Russie, WT/DS475, 25 février 2015, voir le paragraphe 352.

³ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles II*, WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999, paragraphe 89.

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles II*, WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars, paragraphe 92.

⁵ *Ibid.*, paragraphe 93.

8. Il sera nécessaire que le Groupe spécial détermine si les mesures de la Russie, ayant fait l'objet d'une notification ou autre, fonctionnent de telle manière qu'elles refusent ou contredisent la reconnaissance des zones exemptes de parasites ou de maladies, et des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies prévue à l'article 6:2 de l'Accord SPS. Une telle constatation peut être éclairée par les autres constatations du Groupe spécial au titre de l'article 3 et de l'article 5 de l'Accord SPS.

IV. TRANSPARENCE

9. S'agissant de l'allégation de l'UE selon laquelle la Russie n'a pas respecté les obligations de transparence énoncées dans l'Accord SPS, l'Australie note qu'il importe d'observer ces obligations. Il est important que les mesures soient publiées dans les meilleurs délais et de manière à permettre aux Membres intéressés d'en prendre connaissance ainsi que le prescrivent l'article 7 et les paragraphes 1, 2, 5 et 6 de l'Annexe B.

10. L'Australie fait observer que l'un des avantages offert par un processus public d'évaluation des risques est de ménager à toutes les parties prenantes, y compris les partenaires commerciaux, la possibilité de consulter le gouvernement du pays importateur et ainsi de comprendre le fondement des conclusions de l'évaluation des risques de chaque pays et les mesures sanitaires qui en découlent, et de fournir des renseignements pertinents qui peuvent permettre de poursuivre le commerce tout en respectant le niveau approprié de protection du Membre concerné. Cela assure un processus transparent conformément à l'obligation énoncée à l'article 7 de l'Accord SPS.

ANNEXE C-2**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DU BRÉSIL****i) Principe de la régionalisation et détermination des zones de confinement**

1. Dans le présent différend, l'Union européenne allègue que "les mesures russes non seulement ne sont pas conformes aux normes internationales pertinentes, mais elles s'en écartent fondamentalement", car "les normes en question permettent expressément le commerce et contiennent des recommandations spécifiques concernant la régionalisation".¹ Les dispositions de l'Accord SPS relatives à la régionalisation sont invoquées par le plaignant en ce qui concerne deux séries de mesures en cause: i) les interdictions à l'échelle du pays (dans le cas de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Pologne); et ii) l'interdiction à l'échelle de l'UE. L'UE dit que "[b]ien que les normes internationales recommandent de permettre le commerce des produits en cause en provenance des zones exemptes de PPA, la Russie applique des interdictions à l'échelle du pays et n'admet pas les importations en provenance des zones exemptes de PPA des quatre États membres de l'UE concernés et du reste de l'UE".²
2. Par ailleurs, la Russie dit que "dans le cas où une zone ou un compartiment n'a pas été correctement établi dans un pays infecté par la PPA [peste porcine africaine], le chapitre 15.1 du Code terrestre de l'OIE ne s'applique pas. Dans ces circonstances, le pays importateur peut légitimement et de manière appropriée appliquer des restrictions à l'importation à un pays dans son ensemble".³ Elle fait valoir que "[p]uisque l'Union européenne n'a pas indiqué de compartiment à niveaux de sécurité biologique élevés, la Fédération de Russie n'avait aucune obligation de reconnaître des compartiments (inexistants) des États membres de l'UE infectés".⁴ La Russie conclut que "le fait de ne pas établir effectivement une zone de confinement dans un pays qui est déjà infecté par la PPA habilite les Membres importateurs à restreindre les importations en provenance de l'ensemble du pays".⁵
3. Selon le Brésil, la grande question à l'examen à ce sujet est celle de savoir s'il est possible d'imposer légitimement une prohibition à l'importation (interdiction à l'échelle du pays et/ou de l'UE) si le Membre importateur considère que les mesures adoptées par le Membre exportateur n'étaient pas suffisantes pour établir des zones ou compartiments exempts de maladies ou de parasites.
4. Il y a lieu de rappeler que l'article 6:1 de l'Accord SPS dispose que les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient adaptées aux caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires de la région d'origine et de destination du produit. Pour adapter les mesures SPS, il sera tenu compte des éléments suivants, entre autres choses: i) du degré de prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; ii) de l'existence de programmes d'éradication ou de lutte; et iii) des critères ou directives appropriés qui pourraient être élaborés par les organisations internationales compétentes.⁶
5. Compte tenu des questions spécifiques soulevées dans le présent différend, le Brésil se concentrera sur le troisième élément. L'existence de critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes dans le but d'aider les Membres à établir des zones de confinement sur leur territoire afin de réduire au minimum l'incidence des mesures de contrôle sanitaire sur le commerce est incontestable. L'article 4.3.3.3 du Code terrestre de l'OIE est une norme essentielle pour la détermination d'une zone de confinement dans les cas où des mesures de lutte destinées à prévenir la dissémination de l'infection sont mises en

¹ *Russie – Porcins (UE) (DS475)*, première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 113, page 43.

² *Russie – Porcins (UE) (DS475)*, première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 6, page 14.

³ *Russie – Porcins (UE) (DS475)*, première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphe 60, page 24.

⁴ *Russie – Porcins (UE) (DS475)*, première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphe 212, page 101.

⁵ *Russie – Porcins (UE) (DS475)*, première communication écrite de la Fédération de Russie, paragraphe 237, page 109.

⁶ Accord SPS, article 6:1.

œuvre à des fins commerciales. Il définit les conditions qui doivent être remplies pour qu'une zone de confinement soit effectivement établie, ce qui permettrait de préserver le statut exempt des zones situées en dehors de la zone de confinement après qu'il a été réattribué.⁷

6. Le Brésil ne conteste pas qu'un Membre a le droit de considérer que les mesures adoptées par un autre Membre ne sont pas satisfaisantes pour la détermination de la zone de confinement, si i) il n'y avait pas conformité avec la norme au sens de l'article 3:2 ou ii) le niveau de protection recherché par le Membre importateur est plus élevé que celui établi par la norme.
7. Si un Membre importateur considère que les mesures adoptées par le Membre exportateur ne sont pas conformes à la norme internationale en ce sens qu'elles n'"incorpor[ent] [pas] complètement la norme internationale"⁸, alors, il pourrait être fondé d'établir une prohibition à l'importation. Comme c'est le cas ailleurs dans l'Accord SPS, la présomption selon laquelle une mesure SPS adoptée est conforme à une norme internationale dépend d'une analyse au cas par cas.
8. Par ailleurs, un Membre peut choisir d'adopter un niveau de protection plus élevé et décider que le mécanisme établi conformément à l'article 4.3.3.3 du Code terrestre de l'OIE n'est pas suffisant pour définir une zone de confinement en fonction du niveau de protection qu'il juge approprié. Cependant, si le Membre importateur choisit un niveau de protection plus élevé que celui prévu par la norme internationale, il faut alors appliquer le même raisonnement que dans l'ensemble de l'Accord SPS. Il faut procéder à une évaluation des risques afin de fournir une justification scientifique à l'appui de la mesure SPS.

ii) Détermination du niveau approprié de protection

9. Dans le présent différend, l'Union européenne fait valoir que "la Russie n'a pas clairement formulé le niveau de protection qu'elle jugeait approprié" et que "le fait de le déduire des mesures intérieures appliquées pour lutter contre la PPA amène à conclure qu'il s'agit d'un niveau approprié de protection assez faible".⁹ Par ailleurs, la Russie fait valoir que "la totalité des éléments de preuve démontrent qu'elle applique un niveau approprié de protection élevé" aussi bien pour les produits d'origine nationale que pour les produits importés.¹⁰
10. Tout d'abord, le Brésil tient à rappeler que les Membres ont le droit de déterminer le niveau acceptable de risque sur leur territoire. Le niveau approprié de protection reflète le niveau de protection considéré approprié par le Membre pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux sur son territoire¹¹, et énonce l'objectif sanitaire ou phytosanitaire que le Membre cherche à atteindre.
11. Le droit d'un Membre de définir le niveau de protection qu'il juge approprié n'est pas "un droit absolu qui ne comporterait aucune réserve"¹², car la décision du Membre doit être conforme aux prescriptions pertinentes de l'Accord SPS. De plus, le Groupe spécial doit évaluer au cas par cas si le Membre importateur a clairement établi le niveau de protection qu'il juge approprié ou si les parties ont présenté des preuves suffisantes pour le déterminer. Si, toutefois, un Membre ne définit pas le niveau de protection qu'il juge approprié, ou ne le fait pas de manière assez précise, le niveau de protection approprié pourra être établi par les groupes spéciaux "à partir du niveau de protection que reflète la mesure SPS en vigueur".¹³
12. Dans le présent différend, le plaignant et le défendeur ont tous deux exprimé des vues différentes sur la façon dont le niveau de protection adopté par le défendeur devrait être examiné, principalement en ce qui concerne les mesures intérieures adoptées par la Russie pour lutter contre la PPA sur son propre territoire.

⁷ La détermination du moment auquel une zone de confinement est établie se fait au cas par cas et tiendra compte des renseignements techniques fournis par le Membre exportateur et d'une évaluation objective et opportune à laquelle procède le Membre importateur sur la base des éléments de la norme.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 170.

⁹ Première communication écrite de l'Union européenne, *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 255.

¹⁰ Première communication écrite de la Fédération de Russie, *Russie – Porcins (UE)*, paragraphe 250.

¹¹ Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.553.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 173.

¹³ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 207.

13. Le Brésil estime que pour examiner cette question, le Groupe spécial peut axer son analyse sur le niveau de protection jugé approprié par la Russie en ce qui concerne les risques auxquels répond la mesure contestée elle-même ou sur le plus large ensemble de mesures (internes et à la frontière) adoptées par la Russie pour faire face à la PPA. Dans l'un et l'autre cas, la question cruciale n'est pas celle de savoir si le niveau de protection jugé approprié par la Russie est élevé ou faible, mais plutôt celle de déterminer si la mesure est appliquée d'une manière discriminatoire ou constitue une restriction déguisée au commerce international.
14. Si le Groupe spécial décide que le niveau approprié de protection est correctement défini par référence à la mesure SPS (et constate par conséquent que le niveau approprié de protection est élevé), alors il devrait évaluer si l'absence alléguée de mesures intérieures aussi rigoureuses pourrait prouver l'existence d'une discrimination au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS. Dans ce cas, plus le niveau approprié de protection appliqué aux produits importés est élevé, plus il sera élevé pour les produits d'origine nationale également. Sinon, les Membres seraient en mesure, sur la base du même niveau approprié de protection, d'appliquer un traitement discriminatoire entre les produits d'origine nationale et les produits importés.
15. De même, si le Groupe spécial croit comprendre que le niveau approprié de protection est défini par référence à l'ensemble des risques et des mesures adoptées pour y faire face (et constate par conséquent que le niveau approprié de protection est faible), alors il pourrait être constaté que la mesure à la frontière est excessivement restrictive et est donc contraire aux paragraphes 1, 2 et 3 (dernière phrase) de l'article 2 de l'Accord SPS.
16. En somme, quelle que soit la façon dont un Membre définit le niveau de protection qu'il juge approprié, cette définition ne peut pas être utilisée comme un moyen d'appliquer des mesures très rigoureuses à la frontière et des mesures de lutte considérablement plus flexibles sur le territoire national.

iii) Prescription imposant d'achever les procédures SPS sans retard injustifié

17. Enfin, le Brésil tient à souligner une autre question, à savoir la prescription de l'Accord SPS imposant d'engager et d'achever les procédures SPS sans retard injustifié. Cette obligation, telle qu'elle est énoncée à l'article 8 et à l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS, vise à empêcher les Membres de se servir de procédures SPS longues et injustifiées comme d'un obstacle au commerce visant les importations des autres Membres.
18. L'Union européenne fait valoir que la Russie a contrevenu à l'article 8 et à l'Annexe C 1) a) de l'Accord SPS parce qu'elle n'a pas modifié les mesures afin de permettre la reprise des importations à destination de son territoire en provenance des zones non affectées de l'UE.¹⁴ Entre autres arguments, la Russie estime qu'il lui "a fallu un délai raisonnable pour évaluer les demandes de régionalisation de l'Union européenne, en particulier à la lumière de la détérioration de la situation concernant la PPA sur le terrain dans l'Union européenne".¹⁵
19. Le Brésil ne se prononcera pas sur le point de savoir s'il y a eu ou non un retard injustifié dans le cadre des procédures d'homologation russes contestées dans la présente affaire. Il s'intéresse à l'interprétation correcte à donner à l'expression "sans retard injustifié" de manière à ce que ces procédures réalisent l'objet et le but de l'Accord SPS qui est de réduire au minimum les effets négatifs des mesures SPS sur le commerce, comme le prévoit le préambule dudit accord.
20. Dans l'affaire *Australie – Pommes*, après avoir analysé le sens ordinaire des mots "injustifié" et "retard", l'Organe d'appel a décidé que l'Annexe C 1) a) prescrivait aux Membres de faire en sorte que les procédures SPS soient engagées et achevées avec "une rapidité appropriée", ce

¹⁴ Première communication écrite de l'Union européenne, *Russie – Porcins (UE)* (DS475), paragraphe 337.

¹⁵ Première communication écrite de la Fédération de Russie, *Russie – Porcins (UE)* (DS475), paragraphe 437.

qui, autrement dit, voulait dire qu'"elles ne nécessitent pas des périodes de temps qui sont injustifiées, ou excessives d'une autre manière, disproportionnées ou injustifiables".¹⁶

21. En outre, dans l'affaire CE – Produits biotechnologiques, le Groupe spécial a dit que l'expression "without undue delay" dans la version anglaise ("sans retard injustifié" dans la version française) pouvait de manière adéquate signifier "without an unjustified loss of time" dans la version anglaise ("sans perte de temps injustifiable" dans la version française).¹⁷ Cette interprétation est aussi confirmée par l'expression "retard injustifié" utilisée dans la version française de l'Accord SPS. Les deux décisions indiquent que bien qu'il puisse se produire, ce retard doit être raisonnable et dans tous les cas justifié et proportionné.
22. Le Brésil sait que l'Annexe C 1) a) n'indique pas de délai déterminé et que l'appréciation de ce qu'est un "retard injustifié" devrait se faire au cas par cas. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *Australie – Pommes*, "[...] [l]a question de savoir si une procédure pertinente a été retardée de manière injustifiée n'est ... pas une évaluation qui peut être effectuée de façon abstraite"; elle exigerait "une analyse au cas par cas des raisons pour lesquelles l'action n'a pas, selon les allégations, été menée avec une rapidité appropriée, et de la question de savoir si ces raisons sont justifiables".¹⁸
23. Pourtant, il importe de ne pas perdre de vue que, bien que les Membres soient en principe autorisés à prendre le temps qui est raisonnablement nécessaire pour déterminer avec une assurance suffisante si leurs prescriptions SPS pertinentes sont respectées, ils sont aussi tenus de mener leurs procédures d'homologation SPS aussi rapidement que possible. Par conséquent, il n'est pas permis à un Membre de décider librement du moment auquel il finira d'engager les procédures d'homologation et les achèvera. Dans les cas où il y a un retard, le Membre devrait veiller à ce qu'il ne soit ni excessif ni injustifié et que les causes du retard soient légitimement justifiées.¹⁹

¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437.

¹⁷ Rapport du Groupe spécial *CE – Produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1495.

¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 437.

¹⁹ Rapport du Groupe spécial *CE – Produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1496.

ANNEXE C-3**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'INDE***

1. L'Inde remercie le Groupe spécial de l'occasion qui lui est donnée d'exposer ses vues dans le cadre de la présente procédure. Elle ne prend pas position sur les aspects factuels du présent différend, mais limite sa déclaration à certaines questions systémiques concernant l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (l'"Accord SPS") et le Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémoire d'accord").

2. Dans le présent différend, l'Union européenne (l'"UE") a formulé plusieurs allégations au titre de l'Accord SPS, y compris des articles 3, 5 et 6 dudit accord.

3. En réponse, la Fédération de Russie dit que ses mesures sont conformes aux directives internationales, en l'espèce, le Code terrestre de l'OIE (le "Code de l'OIE"), et que, par conséquent, ses mesures sont compatibles avec l'article 3:2 de l'Accord SPS ainsi qu'avec les obligations concernant la régionalisation au titre de l'article 6 dudit accord.¹

L'Inde souhaite soumettre à l'examen du Groupe spécial les observations ci-après.

A. Allégations concernant l'évaluation des risques et les preuves scientifiques

4. L'UE a allégué une violation corollaire de l'article 2:2 de l'Accord SPS par la Fédération de Russie en partant de l'hypothèse que la Fédération de Russie a contrevenu à l'article 5:1 de l'Accord SPS du fait qu'elle n'a pas fourni d'évaluation des risques pour les mesures en cause.² Dans sa communication, la Fédération de Russie a allégué que ses mesures étaient conformes aux normes internationales pertinentes et que, par conséquent, elles étaient présumées être compatibles avec les dispositions pertinentes de l'Accord SPS, lesquelles comprennent les articles 5:1 et 2:2 dudit accord.³

5. À cet égard, et sans entrer dans le détail des faits spécifiques de la cause, la position de l'Inde est qu'une violation de l'article 5:1 de l'Accord SPS, si son existence est établie, ne déboucherait que sur une présomption de violation de l'article 2:2 de l'Accord SPS, laquelle est réfragable.⁴ Par conséquent, si un moyen de défense est avancé au titre de l'article 2:2 de l'Accord SPS pour réfuter cette présomption, il incombe alors au Groupe spécial de l'analyser. L'article 2:2 est une disposition distincte et est indépendant de l'article 5:1 de l'Accord SPS. L'évaluation des risques prévues à l'article 5:1 de l'Accord SPS est "un processus caractérisé par une analyse et un examen systématiques rigoureux et objectifs, c'est-à-dire une méthode d'étude et d'analyse des faits et des avis"⁵ alors que l'article 2:2 met directement l'accent sur le lien nécessaire qui doit exister entre la mesure SPS et les principes et preuves scientifiques.⁶ Toute approche à l'effet contraire donnera lieu à une interprétation erronée de la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:1 car elle rendrait redondant l'article 2:2 de l'Accord SPS.⁷

B. Allégations concernant l'harmonisation

6. Les deux parties au différend conviennent que la norme internationale pertinente est le chapitre 15.1 du Code de l'OIE. À cet égard, il conviendrait de relever que dans le préambule de l'Accord SPS, à l'article 3:4 de l'Accord SPS, ainsi qu'à l'Annexe A 3) b) de l'Accord SPS, il est fait référence aux normes élaborées par l'OIE.

* L'Inde a demandé que sa déclaration orale serve de résumé analytique intégré.

¹ PCE ("première communication écrite") de la Russie, paragraphe 7.

² PCE de l'UE, paragraphe 176.

³ PCE de la Russie, paragraphe 296.

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 137.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 207.

⁶ Rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.214.

⁷ Rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.214.

7. De plus, l'article 3:2 de l'Accord SPS dispose que les mesures sanitaires qui sont conformes aux normes internationales bénéficient de la présomption de conformité avec les dispositions de l'Accord SPS qui serait réfragable. L'Inde estime donc que le Code de l'OIE, en particulier son chapitre 15.1 constitue le contexte pertinent pour l'interprétation de l'article 3:1 et 3:2 de l'Accord SPS. Par conséquent, le chapitre 15.1 du Code de l'OIE doit être interprété à la lumière des règles coutumières d'interprétation des traités.⁸ En outre, l'interprétation est une fonction juridique qui ne peut être remplie que par le Groupe spécial. À titre subsidiaire, le Code de l'OIE, en particulier son chapitre 15.1, serait aussi considéré comme une application ultérieure de l'article 3:1 et de l'article 3:2 de l'Accord SPS.⁹

C. Allégations concernant la régionalisation

8. Les deux parties ont formulé des allégations et des contre-allégations au titre de l'article 6 de l'Accord SPS. L'Inde estime que le Groupe spécial doit procéder à une lecture harmonieuse de l'article 6:1, 6:2 et 6:3 de l'Accord SPS. Sans entrer dans le détail des faits spécifiques de la cause, l'Inde serait d'avis qu'il incombe en premier lieu au pays importateur de reconnaître le concept de régionalisation conformément à l'article 6:2 de l'Accord SPS. La reconnaissance pourrait être implicite dans les cas où la législation nationale pertinente ne devrait *"pas refuser ni contredire la reconnaissance des concepts recouvrant ces zones lorsqu'ils sont pertinents en ce qui concerne la maladie en cause"*.¹⁰ Ainsi, pour autant que les mesures d'un Membre satisfassent à cette prescription, elles seraient compatibles avec l'article 6:2 de l'Accord SPS.

9. Une fois qu'un Membre importateur s'acquitte de son obligation au titre de l'article 6:2 de l'Accord SPS, c'est au Membre exportateur qu'il incombe de présenter une proposition au Membre importateur concernant la reconnaissance de ses zones conformément à l'article 6:3 de l'Accord SPS. L'article 6:3 dispose que dans les cas où les Membres exportateurs déclarent que des zones de leur territoire sont des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, ils en fourniront les preuves nécessaires afin de démontrer objectivement au Membre importateur que ces zones sont, et resteront vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, respectivement. À cet égard, l'attention est aussi appelée sur le chapitre 5.3.1 du Code de l'OIE selon lequel le pays exportateur est tenu de fournir tous les renseignements pertinents demandés par le pays importateur. La communication de ces renseignements a pour but d'assurer au pays importateur que son statut zoosanitaire sera protégé comme l'indique l'article 5.3.3 du Code de l'OIE. Par ailleurs, les chapitres 4.3 et 4.4 du Code de l'OIE fournissent des directives sur les zones et compartiments qui peuvent être prises en compte pour la reconnaissance des zones et compartiments.

10. Par conséquent, le Groupe spécial est tenu d'évaluer si un Membre a reconnu le concept de régionalisation. Après avoir formulé une constatation positive, le Groupe spécial devrait déterminer si le Membre exportateur a pu fournir tous les renseignements pertinents demandés par le Membre importateur et s'il a pu satisfaire aux prescriptions énoncées à l'article 6:3 de l'Accord SPS.

D. Allégations concernant le fait que la mesure est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis

11. L'UE a formulé une allégation au titre de l'article 5:6 de l'Accord SPS. En tant que partie plaignante, l'UE assume donc la charge d'établir *prima facie* qu'il existe une autre mesure qui réunit l'ensemble des trois éléments de l'article 5:6 afin d'établir *prima facie* l'existence d'une incompatibilité avec l'article 5:6 de l'Accord SPS.¹¹

12. Afin de s'acquitter de la charge de la preuve lui incombant d'indiquer l'autre mesure qui permettrait d'obtenir le niveau approprié de protection du pays défendeur, la partie plaignante doit d'abord indiquer la mesure qui reflète le niveau approprié de protection que le pays défendeur

⁸ Rapport du Groupe spécial *Brésil – Aéronefs (article 21:5 – Canada II)*, paragraphes 5.61 à 5.73.

⁹ Article 31 3) a) et article 31 3) b) de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphes 265 à 267. Voir également le rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphes 90 à 99.

¹⁰ Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.698.

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 126; voir aussi le rapport du Groupe spécial *Australie – Pommes*, paragraphe 7.1104.

recherche. Ce n'est qu'une fois que la mesure correcte est indiquée que la partie plaignante pourrait proposer une autre mesure qui offrirait le même niveau approprié de protection et s'acquitterait de ce fait de la charge de la preuve lui incombant.

13. Cependant, si la partie plaignante indique une mesure incorrecte, le niveau approprié de protection que reflète cette mesure incorrecte ne serait pas le niveau approprié de protection recherché par le pays défendeur et, dans ces circonstances, l'autre mesure proposée par la partie plaignante ne permettrait pas d'obtenir le niveau de protection que le pays défendeur juge approprié.

14. À cet égard, l'Inde fait observer que, d'après la jurisprudence admise, le niveau approprié de protection doit être discerné de la mesure en cause.¹² Dans le présent différend, la mesure en cause est constituée des mesures de la Fédération de Russie qui prohibent l'importation de certains produits en provenance des États membres de l'UE.¹³ Par conséquent, toute autre mesure proposée par l'UE doit permettre d'obtenir le niveau approprié de protection que reflètent ces mesures qui prévoient une prohibition à l'importation. Cependant, il conviendrait de noter que l'autre mesure proposée par l'UE est fondée sur les mesures de lutte intérieures de la Russie, lesquelles ne sont pas la mesure en cause¹⁴ et ne reflètent pas le niveau de protection jugé approprié par la Fédération de Russie.

15. Si l'argument de l'UE était retenu, cela voudrait dire que l'autre mesure permettrait d'obtenir un niveau approprié de protection, tel qu'indiqué par l'UE, mais qui ne serait pas le niveau de protection jugé approprié par la Fédération de Russie.¹⁵ Autrement dit, l'UE déterminerait le niveau approprié de protection au lieu que ce soit la Fédération de Russie qui détermine le niveau de protection qu'elle juge approprié. Cela serait contraire au principe voulant qu'un pays ait le droit de déterminer le niveau de protection qu'il juge approprié.¹⁶

16. L'Inde remercie le Groupe spécial de lui avoir donné l'occasion de présenter ses vues dans la présente procédure.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 190 et 191, 197 et 207, dans lequel l'Organe d'appel est convenu avec l'Australie que le niveau de protection qu'elle jugeait approprié était reflété dans la mesure effectivement imposée à l'importation de saumons frais, réfrigérés ou congelés, c'est-à-dire la prohibition des importations et non le traitement thermique.

¹³ PCE de l'UE, paragraphe 4.

¹⁴ *Ibid.*, paragraphe 255.

¹⁵ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille*, paragraphe 7.334.

¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 199 (italique dans l'original); voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphe 523.

ANNEXE C-4**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DU JAPON**

1. Le Japon voudrait soulever des questions concernant l'interprétation des articles 5:5 et 2:3 de l'Accord SPS.

I. Question de savoir s'il existe des distinctions dans les niveaux appropriés de protection au regard de l'article 5:5 de l'Accord SPS

2. L'UE allègue que faute d'une déclaration claire de la Russie concernant le niveau de protection qu'elle juge approprié, ce niveau de protection devrait être inféré des mesures appliquées par la Russie aux produits de production nationale en rapport avec le risque de PPA et des mesures appliquées par la Russie aux produits de l'UE en cause".¹ Après examen des mesures appliquées aux produits de l'UE et des mesures visant la circulation intérieure des produits d'origine nationale sur le territoire de la Russie, respectivement², l'UE conclut que "le niveau de protection jugé approprié par la Russie en ce qui concerne les produits d'origine nationale est assez faible, alors que le niveau de protection jugé approprié par la Russie en ce qui concerne les produits de l'UE en cause est très élevé".³

3. En réponse, la Russie fait valoir que le niveau approprié de protection est "l'objectif ou le but vers lequel tendre"⁴, et non "le résultat d'une politique".⁵ D'après la Russie, la question de savoir si le niveau approprié de protection est élevé ou faible "doit être appréciée au regard du niveau acceptable de risque exprimé par le but et l'objectif de la Fédération de Russie" et "[l]e fait qu'il peut exister des circonstances dans lesquelles l'objectif n'a pas été atteint n'amointrir pas ni ne diminue l'objectif lui-même".⁶

4. Le Japon souhaite formuler plusieurs observations. Premièrement, le Japon reconnaît qu'"il convient d'établir une distinction nette" entre le niveau approprié de protection et la mesure SPS, car "[l]e premier est un objectif et le deuxième, un instrument choisi pour atteindre ou réaliser cet objectif".⁷

5. Deuxièmement, contrairement à ce que la Russie apparaît affirmer, le niveau approprié de protection n'est, toutefois, pas simplement "l'objectif ou le but vers lequel tendre".⁸ L'Annexe A 5) de l'Accord SPS définit le niveau approprié de protection comme le "[n]iveau de protection *considéré approprié* par le Membre établissant une mesure sanitaire ou phytosanitaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux sur son territoire". La note relative à l'Annexe A 5) précise en outre que le niveau approprié de protection s'entend aussi du "niveau *acceptable* de risque".⁹ Le niveau approprié de protection est par définition le niveau qui est jugé approprié et qui est acceptable, et tout ce qui se situe en deçà de ce niveau n'est, par opposition, ni approprié ni acceptable. Ce n'est pas quelque chose vers laquelle il faut simplement *tendre*, mais le niveau approprié et acceptable qui doit être *obtenu* par la mesure SPS. Ainsi, bien qu'il ne puisse pas être "ad[mis] que la mesure permet *toujours* d'obtenir le niveau de protection approprié qui a été déterminé par le Membre"¹⁰, il est également erroné de supposer que le niveau approprié de protection est simplement quelque chose vers lequel tendre et qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir au moyen de la mesure SPS choisie à cette fin.

¹ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 326.

² *Ibid.*, paragraphe 328.

³ *Ibid.*, paragraphe 329.

⁴ Première communication écrite de la Russie, paragraphe 244.

⁵ *Ibid.*, paragraphe 246.

⁶ *Ibid.*, paragraphe 248.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 200; voir aussi *ibid.*, paragraphe 203.

⁸ Première communication écrite de la Russie, paragraphe 244.

⁹ Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 342.

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 203. (*pas d'italique dans l'original*)

6. Troisièmement, bien que ce soit la "prérogative" d'un Membre de déterminer le niveau de protection qu'il juge approprié¹¹, "un Membre n'est pas libre d'établir ce niveau de manière si vague ou si ambiguë qu'il deviendrait impossible d'appliquer les disciplines pertinentes de l'Accord SPS".¹² Et "dans les cas où un Membre ne détermine pas le niveau de protection qu'il juge approprié ou ne le fait pas de manière assez précise, le niveau de protection approprié pourrait être établi par les groupes spéciaux à partir du niveau de protection *que reflète la mesure SPS en vigueur*".¹³ De l'avis du Japon, l'efficacité ou l'inefficacité de la mesure est une caractéristique ou un attribut indispensable de la mesure qui, à ce titre, ne peut pas *a priori* être exclu de l'examen de la mesure. Autrement dit, l'efficacité de la mesure est un facteur parmi d'autres de l'analyse du "niveau de protection *que reflète la mesure SPS en vigueur*".

7. Le Japon fait observer à cet égard que, dans l'affaire *États-Unis – Volaille*, le Groupe spécial a dit ce qui suit: "(...) même dans le cas où un Membre a indiqué un niveau approprié de protection donné, un groupe spécial devrait néanmoins examiner la mesure en question afin de déterminer si ce niveau approprié de protection est celui qui est effectivement appliqué au moyen de cette mesure. Le fait de ne pas tenir compte de la mesure et de s'appuyer uniquement sur le niveau approprié de protection déclaré par un Membre permettrait à celui-ci de se soustraire aux disciplines de l'article 5:5 en déclarant simplement un niveau approprié de protection générique pour toutes les questions relatives aux mesures SPS".¹⁴ Par conséquent, le Japon considère que c'est au Groupe spécial qu'il appartient de déterminer s'il peut déduire des mesures appliquées des niveaux appropriés de protection différents.¹⁵

II. Existence de "conditions identiques ou similaires" au titre de l'article 2:3 de l'Accord SPS

8. La Russie fait valoir qu'"il existait des conditions différentes dans la mesure où les importations en provenance de ces États membres de l'UE infectés et à destination de la Fédération de Russie font courir un *risque plus élevé* de dissémination du virus de la PPA, en particulier à la lumière des dispositions permissives relatives aux interdictions prescrites par la législation de l'UE".¹⁶ Il apparaît que la Russie postule qu'aux fins de l'article 2:3, le ou les niveaux de risque découlant de la présence d'une maladie dans les circonstances réglementaires spécifiques des Membres sont les conditions pertinentes au sens de l'article 2:3.

9. Le Japon fait observer à cet égard que dans l'affaire *Inde – Produits agricoles*, le Groupe spécial n'a pas considéré que le niveau de risque constituerait une condition pertinente. Il a observé qu'en vertu de l'article 2:3, "les "conditions" pertinentes ... [pouvaient] être la présence d'une maladie sur un territoire (et le risque concomitant associé à cette maladie)".¹⁷ Passant aux situations spécifiques existant dans ce différend, le Groupe spécial a constaté que "les mesures en question s'attaqua[ient] à la même condition – la présence de l'IA à déclaration obligatoire" et, bien qu'il ait reconnu qu'il puisse y avoir des différences dans la "situation *sanitaire*" entre les Membres, il a en définitive conclu que "la condition pertinente pour l'analyse au titre du troisième élément de l'article 2:3 [était] la présence de l'IA à déclaration obligatoire en Inde ou dans un autre Membre parce que c'[était] la distinction pertinente qui déclench[ait] l'interdiction d'importer imposée par les mesures de l'Inde concernant l'IA".¹⁸ Par conséquent, selon le Groupe spécial chargé de ce différend, la condition "pertinente" est celle qui "déclenche" les actions réglementaires spécifiques au titre des mesures SPS, à savoir la présence d'une maladie.

10. Le Japon fait en outre observer que, dans le contexte du texte introductif de l'article XX du GATT, dont le libellé est presque identique à celui employé à l'article 2:3 de l'Accord SPS, l'Organe d'appel a constaté qu'il y avait discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existaient "non seulement lorsque les pays où les mêmes conditions exist[aient] [étaient] traités de manière différente, mais aussi lorsque l'application de la mesure en cause ne permet[tait] pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des

¹¹ *Ibid.*, paragraphe 199; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 342.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 206; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 343.

¹³ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 207.

¹⁴ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Volaille*, paragraphe 7.244.

¹⁵ *Ibid.*, paragraphe 7.246.

¹⁶ Première communication écrite de la Russie, paragraphe 313.

¹⁷ Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 7.460.

¹⁸ *Ibid.*, paragraphe 7.463.

conditions existant dans ces pays exportateurs".¹⁹ Un niveau différent de risque découlant de la présence de la même maladie est l'une de ces conditions réglementaires pour lesquelles on pourra s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation d'un Membre exportateur. Si le niveau de risque devait être considéré comme une condition "pertinente" aux fins de l'article 2:3, alors la situation dans laquelle il existe un niveau différent de risque sur le territoire de Membres différents serait exclue du champ d'application de l'article 2:3 et, de même, une mesure qui "ne permet pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard de" cette condition différente existant sur le territoire d'un Membre exportateur serait exclue de l'examen au titre de l'article 2:3.

¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 165.

ANNEXE C-5**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE LA NORVÈGE****I. QUESTIONS CONCERNANT L'ÉVALUATION DES RISQUES**

1. Dans les cas où les preuves scientifiques sont insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques conformément à l'article 5:1 de l'Accord SPS, un Membre peut provisoirement adopter des mesures SPS conformément aux prescriptions de l'article 5:7. Dans l'affaire *CE – Produits biotechnologiques*, le Groupe spécial a expliqué qu'une mesure qui était compatible avec l'article 5:7 ne serait pas incompatible avec l'article 5:1.¹

2. L'Organe d'appel a identifié quatre prescriptions cumulatives auxquelles un Membre devait satisfaire pour invoquer l'article 5:7 de l'Accord SPS: 1) la mesure doit être imposée relativement à une situation dans laquelle "les informations scientifiques pertinentes sont insuffisantes"; 2) elle doit être adoptée "sur la base des renseignements pertinents disponibles"; 3) le Membre doit "s'efforcer[]" d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque"; et 4) le Membre doit "examiner[]" en conséquence la mesure ... dans un délai raisonnable".

i) Preuves scientifiques insuffisantes

3. La condition liminaire pour que l'article 5:7 s'applique est que les preuves scientifiques pertinentes soient insuffisantes. L'Organe d'appel a été d'avis que les ""preuves scientifiques pertinentes" se[raient] "insuffisantes" au sens de l'article 5:7 si l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permet[taient] pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle [était] exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A de l'Accord SPS".²

4. Par conséquent, la grande question sera celle de savoir si les preuves scientifiques disponibles permettent ou non de procéder à une évaluation des risques au sens de l'article 5:1. Le concept d'évaluation des risques aux fins de l'Accord SPS figure au paragraphe 4 de l'Annexe A, qui comprend deux définitions, selon la nature du risque à évaluer. Dans la présente affaire, la définition pertinente est celle qui concerne l' "[é]valuation ... de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter".

5. L'Organe d'appel a été d'avis qu'une évaluation des risques de ce type devait comprendre les trois éléments suivants³: 1) une identification de la maladie ou des parasites dont un Membre veut empêcher l'entrée, l'établissement ou la dissémination sur son territoire ainsi que les conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; 2) une évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de ces maladies ou parasites ainsi que des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; et 3) une évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de ces maladies ou parasites en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées.

6. Si les preuves scientifiques disponibles sont insuffisantes pour procéder à une évaluation dans le cadre de ces paramètres, il est alors possible d'invoquer l'article 5:7. À cet égard, le terme "insuffisant" fait à la fois référence aux situations dans lesquelles il n'existe pas assez de preuves scientifiques (en termes quantitatifs) et aux situations dans lesquelles il existe assez de preuves, mais celles-ci ne produisent pas de résultats dignes de foi (en termes qualitatifs).⁴ Cependant,

¹ Rapport du Groupe spécial *CE – Produits biotechnologiques*, paragraphe 7.2997. Au paragraphe 7.3000 de son rapport, le Groupe spécial a confirmé que la charge initiale de la preuve au titre de l'article 5:7 incombait à la partie plaignante.

² Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179.

³ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 135.

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 185.

l'insuffisance des preuves scientifiques n'est pas la même chose que l'"incertitude scientifique".⁵ Les évaluations des risques "ne doivent pas nécessairement renseigner un Membre "sans ambiguïté" au sujet des risques".⁶ Par ailleurs, l'Organe d'appel a dit clairement que la notion d'"insuffisance" ne supposait pas l'existence d'"une relation entre les preuves scientifiques et les questions qui intéressaient le législateur", y compris le niveau approprié de protection.⁷

7. Selon l'Organe d'appel, la "possibilité d'effectuer d'autres recherches ou d'analyser des renseignements additionnels ne devrait pas, en soi, signifier que les preuves scientifiques pertinentes sont ou deviennent insuffisantes".⁸ L'Organe d'appel a aussi confirmé que l'existence d'une controverse scientifique n'était en soi pas suffisante pour conclure que les preuves scientifiques pertinentes étaient "insuffisantes".⁹

8. La détermination du point de savoir si les preuves scientifiques pertinentes sont "insuffisantes" doit être faite au moment où la mesure SPS provisoire est adoptée.¹⁰ L'"insuffisance" est, toutefois, un état transitoire qui ne dure que jusqu'à ce que "le Membre qui impose la mesure obtien[ne] les preuves scientifiques additionnelles permettant de procéder à une évaluation plus objective du risque".¹¹

ii) La mesure provisoire doit être adoptée sur la base des renseignements pertinents disponibles

9. Il ressort du libellé de l'article 5:7 que les "renseignements pertinents disponibles" peuvent comprendre des renseignements qui émanent des "organisations internationales compétentes". Dans la présente affaire, l'Office des épizooties (OIE) devrait être considéré comme une organisation compétente.

10. Selon l'Organe d'appel, les "renseignements pertinents disponibles" doivent être équivalents à "des preuves de l'existence d'un risque", même s'il n'y en a pas assez pour procéder à une évaluation appropriée du risque. En outre, il doit y avoir une relation rationnelle entre la base de preuves et la mesure provisoire.¹² Même si les critères rigoureux de l'article 5:1, conjointement avec l'article 5:2 et 5:3 et l'Annexe A 4), ne s'appliquent pas dans le cadre de l'article 5:7, ces critères doivent être considérés comme un contexte pertinent et indiquent donc quels types de renseignements peuvent être considérés comme des "renseignements pertinents disponibles".

iii) Des renseignements additionnels doivent être obtenus

11. Aux termes de la troisième prescription énoncée à l'article 5:7, le Membre doit "s'efforcer[]" d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque". Cette prescription reflète le caractère temporaire des mesures provisoires au sens de l'article 5:7. L'Organe d'appel a expliqué que "dès l'adoption de la mesure provisoire, un Membre de l'OMC [devait] faire tout son possible pour remédier aux insuffisances des preuves scientifiques pertinentes au moyen de recherches scientifiques additionnelles ou en recueillant des renseignements auprès des organisations internationales compétentes ou d'autres sources".¹³ En outre, "les renseignements à obtenir doivent être en rapport avec la réalisation d'"une évaluation plus objective du risque", c'est-à-dire l'évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination, en l'espèce, d'un parasite en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées".¹⁴ Cependant, un Membre "n'est pas censé garantir des résultats spécifiques ... [i]

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 184.

⁶ Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3240.

⁷ Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3234.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 702.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 677.

¹⁰ Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Produits biotechnologiques*, paragraphe 7.3253.

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 678.

¹³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis/Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 679.

¹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 92.

n'est pas non plus censé prédire les résultats effectifs de ses efforts pour collecter des renseignements additionnels au moment où il adopte la mesure SPS".¹⁵

iv) Examen dans un délai raisonnable

12. Il a été confirmé dans des différends antérieurs qu'une analyse de ce qui constitue un "délai raisonnable" devrait être effectuée au cas par cas, et que cette analyse dépendrait "des circonstances propres à chaque cas d'espèce, y compris la difficulté d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour l'examen et les caractéristiques de la mesure SPS provisoire".

III. QUESTIONS CONCERNANT LA RÉGIONALISATION

13. Une évaluation de la conformité d'une mesure avec l'article 6:1 et 6:2 de l'Accord SPS devrait commencer par la première phrase de l'article 6:2, suivie par la seconde phrase dudit article, avant de passer à l'article 6:1.¹⁶ Par conséquent, le Groupe spécial devrait d'abord évaluer si la Russie a dûment reconnu les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, et si toute détermination de ces zones s'est faite sur la base de facteurs pertinents. Ensuite, le Groupe spécial devrait évaluer si la Russie a fait en sorte que les mesures en cause en l'espèce soient adaptées aux caractéristiques SPS de la région affectée, comme l'indique l'article 6:1. D'après la seconde phrase de cette disposition, il devrait être examiné si, dans son évaluation des caractéristiques SPS d'une région, la Russie a tenu compte des facteurs pertinents, comme le degré de prévalence de la peste porcine africaine, l'existence de programmes d'éradication ou de lutte, et les critères ou directives appropriés élaborés par les organisations internationales compétentes.

14. Le Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles* a dit qu'une constatation établissant que la partie défenderesse n'avait pas reconnu les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies amènerait à constater que cette partie n'avait pas fait en sorte que ses mesures soient adaptées aux caractéristiques SPS de ces régions conformément à l'article 6:1, première phrase.¹⁷ Inversement, s'il est constaté que la partie défenderesse a reconnu ces concepts, il faut examiner si cette partie a fait en sorte que ses mesures soient adaptées aux caractéristiques SPS des régions affectées et si elle a tenu compte des facteurs pertinents dans son évaluation des caractéristiques SPS d'une région, d'une manière compatible avec l'article 6:1.¹⁸

IV. QUESTIONS CONCERNANT LA DISCRIMINATION

A. Article 2:3, première phrase

15. D'après la jurisprudence, trois éléments cumulatifs doivent être réunis pour qu'il y ait violation de la première phrase de l'article 2:3 de l'Accord SPS: 1) la mesure établit une discrimination entre les territoires de Membres autres que le Membre qui impose la mesure, ou entre le territoire du Membre qui impose la mesure et celui d'un autre Membre; 2) la discrimination est arbitraire ou injustifiable; et 3) des conditions identiques ou similaires existent sur le territoire des Membres faisant l'objet de la comparaison.¹⁹

16. S'agissant du premier de ces éléments, dans l'affaire *Inde – Certains produits agricoles*, le Groupe spécial a constaté qu'il "[était] approprié d'interpréter le terme "discrimination" figurant à l'article 2:3 de l'Accord SPS d'une manière semblable à celle que l'Organe d'appel [avait] adoptée dans le contexte de l'article XX du GATT de 1994".²⁰ À cet égard, il a noté en particulier la similitude du libellé des deux dispositions et, de plus, il a relevé que le préambule de l'Accord SPS faisait référence à l'article XX du GATT de 1994. Il a ensuite expliqué ce qui suit: "dans le contexte de l'article 2:3 de l'Accord SPS, nous estimons qu'il peut y avoir discrimination non seulement i) lorsque les Membres où les mêmes conditions existent (y compris entre le territoire du Membre qui impose la mesure et celui des autres Membres) sont traités de manière différente, mais aussi

¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 92.

¹⁶ Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 680.

¹⁷ Rapport du Groupe spécial *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 690.

¹⁸ Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.691.

¹⁹ Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 7.111.

²⁰ Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.400.

ii) dans les cas où l'application de la mesure en cause ne permet pas de s'assurer du bien-fondé du programme de réglementation au regard des conditions existant dans le pays exportateur".²¹

17. Concernant le deuxième élément, le Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles* a constaté qu'il serait guidé, selon qu'il serait approprié, par l'interprétation que l'Organe d'appel avait donnée des termes "arbitraire ou injustifiable" dans le contexte de l'article XX du GATT de 1994.²² Dans cet esprit, il a expliqué que "le sens de l'expression "discrimination arbitraire ou injustifiable" dans le contexte de l'article 2:3 de l'Accord SPS nécessit[ait] un examen de la "cause" ou "raison d'être" avancée pour expliquer la discrimination en question, et du point de savoir s'il exist[ait] un "lien rationnel" entre les raisons données pour le traitement discriminatoire et l'objectif de la mesure".²³

18. Dans le même différend, le Groupe spécial a observé qu'il pouvait y avoir discrimination injustifiable "lorsqu'une mesure était appliquée d'une manière "rigide et stricte" aux Membres sans tenir aucun compte des différences entre ces Membres".²⁴ Un élément de son analyse était qu'il avait observé que le défendeur n'appliquait pas les mêmes normes à la circulation intérieure des produits associés au risque de maladie et aux importations de ces produits.

19. Pour ce qui est du troisième élément, le Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles* a relevé que les faits qui éclair[aient] la question de savoir si la discrimination [était] arbitraire ou injustifiable [pouvaient] également informer celle de savoir s'il exist[ait] des conditions identiques ou similaires.²⁵ Par ailleurs, il a dit "que les "conditions" pertinentes aux fins d'une analyse donnée [pouvaient] être la présence d'une maladie sur un territoire (et le risque concomitant associé à cette maladie)"²⁶, ce qui est particulièrement pertinent pour le présent différend.

B. Article 2:3, seconde phrase

20. Dans son interprétation de l'article 2:3, seconde phrase, le Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles* s'est appuyé, entre autres choses, sur des observations formulées par l'Organe d'appel sur les facteurs qui pouvaient indiquer qu'un Membre maintenait une restriction déguisée au commerce international dans le contexte de l'article 5:5 de l'Accord SPS. En particulier, le Groupe spécial a noté que "lorsqu'il était constaté qu'une mesure SPS n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques, y compris dans les cas où il n'y avait absolument aucune évaluation des risques, tout portait à croire que la mesure "n'[avait] pas réellement pour objet de protéger la santé ou la vie des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux, mais qu'il s'agi[ssait] plutôt d'une restriction au commerce ayant l'apparence d'une mesure SPS".²⁷ Il a aussi répété la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "lorsqu'un groupe spécial avait des doutes quant à la question de savoir si un Membre défendeur appliquait des normes aussi strictes à la circulation intérieure des produits associés à un risque sur son territoire qu'il le faisait pour les importations de ces produits", cela pouvait être un autre facteur à prendre en compte.²⁸ De plus, le Groupe spécial a constaté que l'interprétation du membre de phrase "restriction déguisée au commerce international" dans le contexte de l'article XX du GATT de 1994 était pertinente pour l'interprétation du libellé similaire de l'article 2:3 de l'Accord SPS.²⁹

²¹ Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.400.

²² Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.427.

²³ Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.429.

²⁴ Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.432.

²⁵ Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.460.

²⁶ Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.460.

²⁷ Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.475.

²⁸ Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.475.

²⁹ Rapport du Groupe spécial *Inde – Certains produits agricoles*, paragraphe 7.476.

ANNEXE C-6**RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DES ÉTATS-UNIS****RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA COMMUNICATION ORALE DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIÈRE PARTIE****I. Les dispositions de l'article 6 contiennent des obligations séparées mais liées entre elles qui doivent être lues conjointement dans leur contexte**

1. L'article 6 de l'Accord SPS énonce des obligations connexes. Celles-ci doivent être lues conjointement dans leur contexte de manière à constituer un ensemble cohérent d'obligations concernant la régionalisation.

A. Alors que l'article 6:1, première phrase, impose des obligations concernant les mesures, l'article 6:2, première phrase, prescrit de reconnaître des concepts

2. L'article 6:1 régit les mesures d'un Membre, alors que l'article 6:2 prescrit de reconnaître des concepts mais ne prescrit l'existence d'aucune relation particulière entre cette reconnaissance et les mesures d'un Membre. L'emploi de mots différents dans ces paragraphes donne à penser que ceux-ci ont des effets distinctifs. L'obligation de faire en sorte que les mesures SPS soient "adaptées", qui est énoncée à l'article 6:1, première phrase, indique qu'un Membre doit s'assurer du *caractère approprié* de ses mesures aux caractéristiques SPS de la région. En revanche, l'article 6:2, première phrase, exige une reconnaissance des concepts de "zones exemptes de parasites ou de maladies" et de "zones à faible prévalence de parasites ou de maladies".

B. Ni les obligations énoncées dans la première phrase de l'article 6:2, ni celles qui figurent à l'article 6:1, n'entrent en jeu uniquement après qu'une demande a été formulée au titre de l'article 6:3 pour la reconnaissance d'une zone spécifique comme zone exempte de parasites ou de maladies ou comme zone à faible prévalence de parasites ou de maladies

3. L'obligation de "*reconnaître*[e] les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies" figurant à l'article 6:2 est indépendante de, et antérieure à, toute déclaration d'un Membre exportateur selon laquelle une zone de son territoire est une zone exempte de parasites ou de maladies, ou une zone à faible prévalence de parasites ou de maladies. En effet, il n'y aurait aucune raison pour qu'un Membre exportateur cherche à obtenir cette reconnaissance si le Membre importateur n'avait pas d'abord reconnu les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies.

4. De la même manière, les obligations énoncées à l'article 6:1 ne naissent pas uniquement après qu'un Membre exportateur a demandé la reconnaissance de zones exemptes de parasites ou de maladies, ou de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies, conformément à l'article 6:3. Il ressort clairement d'une simple lecture de l'article 6:1, première phrase, que cette disposition crée une obligation autonome. Aucune formulation conditionnelle ne lie cette obligation à l'article 6:3 ou à un événement exogène tel que la demande d'un Membre exportateur visant la reconnaissance d'une zone. Il est déterminant, en outre, que le libellé de la première phrase de l'article 6:1 – "feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient adaptées" – indique clairement qu'il couvre non seulement la non-reconnaissance de zones exemptes de maladies particulières lorsqu'un Membre exportateur a fait la démonstration nécessaire, mais aussi l'adoption ou le maintien de mesures qui empêcheraient le Membre importateur de tenir compte des différences pertinentes entre les caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires de différentes zones.

5. Dans le même temps, les États-Unis font observer que l'article 6:1 et l'article 6:3 doivent être lus conjointement. L'article 6:3 reconnaît que, dans certaines circonstances, seul le Membre

exportateur posséderait les preuves nécessaires pour "démontrer objectivement au Membre importateur que [les] zones sont, et resteront vraisemblablement, des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies". Dans ces circonstances – sans la coopération du Membre exportateur –, le Membre importateur ne pourrait pas déterminer si le territoire du Membre exportateur est ou non, en totalité ou en partie, une zone exempte de parasites ou exempte de maladies, ou une zone à faible prévalence de parasites ou à faible prévalence de maladies.

II. Les mesures en cause ne constituent pas des procédures de contrôle, d'inspection ou d'homologation aux fins de l'article 8 et de l'Annexe C de l'Accord SPS

6. Les allégations formulées par l'Union européenne au titre de l'article 8 et de l'Annexe C reposent sur une prémisse erronée. Pour que ces allégations soient retenues, il faudrait que la procédure utilisée par la Fédération de Russie pour évaluer les demandes de l'Union européenne concernant le traitement régional de zones de son territoire et l'expédition de viande de porc ou de produits du porc traités ou transformés constitue une "procédure de contrôle, d'inspection ou d'homologation" aux fins de l'article 8 et de l'Annexe C. Cependant, la procédure utilisée par un Membre pour évaluer pareille demande ne constitue pas une telle procédure.

7. L'Annexe C s'applique aux "procédures" visant à "contrôler, inspecter et homologuer". Une procédure visant à approuver la régionalisation (c'est-à-dire l'adaptation d'une mesure pour tenir compte des caractéristiques SPS de parties du territoire d'un Membre exportateur), ou à approuver l'expédition de produits transformés ou traités en provenance de zones qui par ailleurs ne répondraient pas aux conditions requises pour l'expédition de produits vers le territoire d'un Membre importateur, est une procédure visant à modifier la teneur d'une mesure SPS. Une telle procédure ne correspondrait pas au sens courant d'une procédure de "contrôle" ou d'"inspection". Elle n'entrerait donc dans le champ d'application de l'Annexe C que si elle équivalait à une procédure d'"homologation".

8. Cependant, la demande de régionalisation d'une mesure SPS présentée par un Membre exportateur ne relèverait pas d'une "procédure d'homologation" au titre de l'article 8 et de l'Annexe C. Le texte du paragraphe 1 de l'Annexe C montre que les procédures d'"homologation" auxquelles il est fait référence dans cette annexe sont celles qui concernent l'approbation de la mise sur le marché d'un nouveau produit ou ingrédient d'un produit sur le territoire du Membre concerné. Les alinéas a), d), f) et h) font référence aux "produits" soumis aux procédures dont il est question dans l'Annexe – et indiquent clairement que les homologations ne s'appliqueraient pas à tels ou tels pays ou régions d'origine, mais à des produits. En outre, les alinéas a), d) et f) prévoient que les procédures en question concernent des contrôles, des inspections ou des homologations auxquels seraient également soumis les produits d'origine nationale. Dans ce contexte, il ne serait guère logique que les "procédures d'homologation" englobent la procédure d'évaluation d'une demande visant à faire reconnaître une zone exempte de maladie, ou à faire autoriser l'expédition à partir d'une zone particulière d'un produit déjà homologué et disponible sur le marché du pays importateur.

9. Cette conclusion est confirmée par le texte introductif du paragraphe 1 de l'Annexe C, qui dispose que les prescriptions qui suivent s'appliquent aux "procédures" visant "à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires". Comme les procédures mentionnées à l'Annexe C 1) servent à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS, ces mesures doivent exister avant l'application, l'engagement ou l'achèvement des procédures pertinentes. En l'espèce, l'Union européenne affirme que la Russie n'a pas modifié les mesures en cause afin de permettre la reprise des importations des produits en cause à destination de son territoire en provenance de zones non affectées de l'UE et/ou concernant des produits traités ou transformés de manière appropriée. La procédure de modification d'une mesure ne serait toutefois pas une procédure visant à vérifier et à assurer le respect de cette mesure (non modifiée).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS EN TANT QUE TIERCE PARTIE**I. Un Membre qui, en ce qui concerne une maladie, reconnaît le concept de zones exemptes de maladies peut néanmoins contrevenir à l'article 6:1 de l'Accord SPS**

10. L'article 6:2 de l'Accord SPS prescrit de reconnaître des *concepts*, à savoir les concepts de zones exemptes de parasites ou de maladies, et de zones à faible prévalence de parasites ou de maladies. En revanche, l'article 6:1 impose des obligations aux Membres en ce qui concerne des mesures spécifiques. On pourrait envisager un scénario dans lequel un Membre s'est conformé à l'article 6:2, mais non à l'article 6:1. En particulier, un Membre peut avoir reconnu les concepts de zones exemptes de parasites et de maladies, conformément à l'article 6:2. La reconnaissance du concept, toutefois, ne voudrait pas nécessairement dire que le Membre s'est conformé à l'obligation lui incombant au titre de l'article 6:1 de faire en sorte qu'une mesure SPS spécifique soit adaptée aux caractéristiques sanitaires ou phytosanitaires de la région d'origine du produit.

II. La conformité d'un Membre avec l'article 5:7 n'empêche pas une infraction à l'article 5:5

11. L'article 5:5 concerne les déterminations par un Membre des niveaux de protection qu'il juge appropriés. En particulier, l'article 5:5 dit que "chaque Membre évitera de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'il considère appropriés dans des situations différentes, si de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international". En revanche, l'article 5:7 traite de l'adoption d'une mesure par un Membre dans les cas où il ne peut pas établir la mesure sur la base d'une évaluation du risque parce que les renseignements scientifiques pertinents sont insuffisants, et dispose que dans ces cas, "un Membre pourra provisoirement adopter des mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base des renseignements pertinents disponibles".

12. Même si, grâce à l'article 5:7, l'Accord SPS permet aux Membres, dans des situations dans lesquelles les preuves scientifiques sont insuffisantes, d'adopter une mesure SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles, la mesure viserait toujours à obtenir un niveau approprié de protection correspondant. Et l'article 5:7 ne contient pas de disciplines sur le point de savoir si des niveaux appropriés de protection peuvent différer dans des situations différentes. Cette question séparée et distincte est régie par l'article 5:5. Par conséquent, bien que l'article 5:7 puisse servir à dispenser le Membre de se conformer à l'article 5:1 de l'Accord SPS, la conformité du Membre avec l'article 5:7 ne réglerait pas la question de savoir si le choix par le Membre de niveaux appropriés de protection différents dans des situations différentes est compatible avec les obligations au titre de l'article 5:5.
